

CONDENSÉ DU LIVRE DE Yoland BRESSON
Président de A.I.R.E.

UNE CLÉMENTE ÉCONOMIE

« Au-delà du revenu d'existence »

Aux Éditions
« l'Esprit Frappeur » 2008

Ce travail a été réalisé par **Jean-Paul BRASSEUR**,
responsable de **VIVANT-EUROPE**
et vérifié par **Yoland BRESSON** (juillet 2009)

A.I.R.E.
(Association pour l'Instauration d'un Revenu d'Existence)
www.revenudexistence.org

VIVANT-EUROPE
www.vivanteurope.org

CONDENSÉ DU LIVRE DE Yoland BRESSON

Président de A.I.R.E.

UNE CLÉMENTE ÉCONOMIE

« Au-delà du revenu d'existence »

Aux éditions « l'Esprit Frappeur » 2008

Ce travail a été réalisé par **Jean-Paul BRASSEUR**, responsable de **VIVANT-EUROPE**
et vérifié par **Yoland BRESSON** (juillet 2009)

A.I.R.E.

(Association pour l'Instauration d'un Revenu d'Existence)

www.revenudexistence.org

VIVANT-EUROPE

www.vivanteurope.org

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|----|
| RÉSUMÉ DU TEXTE CONDENSÉ | 5 |
| I. VERS UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ | 5 |
| II. VERS UNE SOCIÉTÉ LIBÉRALE ET FRATERNELLE | 7 |
| III. LA MÉTAMORPHOSE | 9 |
| TEXTE CONDENSÉ | 11 |
| AVANT-PROPOS | 11 |
| LIBERTÉ-ÉGALITÉ ? | 11 |
| I. UN MONDE COMMUNISTE ET LIBÉRAL : CHIMÈRE OU NOUVEL HORIZON | 18 |
| 1. De l'inégalité à l'égalité des revenus | 18 |
| A. L'égalité est théoriquement l'optimum | 19 |
| Trois écoles se présentent à nous | |
| a) L'école des libertariens | 19 |
| b) L'école des communautariens | 19 |
| c) L'école des utilitaristes | 19 |
| B. Pourquoi la répartition des revenus est-elle inégale ? | 20 |
| a) Nous sommes face à deux courants concernant la répartition des revenus | 20 |
| 1) Le premier est celui qui prend sa source chez Stuart Mill | 20 |
| 2) Le second courant vient de Ricardo | 20 |
| b) Nous sommes immergés dans un monde à deux dimensions | 22 |
| 1) Le temps | 22 |
| 2) La monnaie | 22 |
| 2. Le Communisme dans l'Histoire et la nouveauté du communisme libéral | 25 |
| Introduction | |
| A. À la source des communismes | 25 |
| a) Les sources mythiques et religieuses | 25 |
| b) Les Esséniens | 26 |
| c) Quelques expériences communistes | 26 |
| B. L'échec du communisme est-il fatal ? | 27 |
| a) La genèse de l'individualisme | 28 |
| b) L'individualisme moderne | 29 |
| c) L'ambiguïté de l'Utopie de Thomas More | |
| ou le totalitarisme comme fin inévitable du communisme | 30 |
| C. Pourquoi, dans une société individualiste, une idéologie holistique se transforme-t-elle en dictature totalitaire ? | 31 |
| a) Si on utilise le ressort sociologique comme aimant mobilisateur | 31 |
| b) Il en va de même pour les relations aux choses | 32 |
| 3. L'erreur de Marx | 32 |
| 4. La mutation et l'éveil d'une conscience planétaire | 33 |

| | | | |
|---|---------|----------------------|-------------|
| II. VERS UNE SOCIÉTÉ LIBÉRALE ET FRATERNELLE | 37 | | |
| 1. L'évolution consciente | 41 | | |
| A. Nature connue. Nature maîtrisée. Nature transformée | 41 | | |
| B. La révélation du social | 43 | | |
| C. La maîtrise du social | 46 | | |
| D. L'évolution maîtrisée des sociétés | 48 | | |
| 2. Humaniser l'avenir | 50 | | |
| A. Le revenu d'existence | 51 | | |
| B. Le protocole d'implantation du revenu d'existence | 52 | | |
| C. L'avenir de la Règle de Partage | 53 | | |
| a) Le premier type d'organisation est libéral | 53 | | |
| Chacun reçoit le revenu d'existence et est libre de la conduite de sa vie | | | |
| b) Le deuxième type d'organisation correspond à une société collectiviste | 53 | | |
| c) Plaidoyer pour un modèle « social démocrate » sans bouleverser la société | 53 | | |
| III. LA MÉTAMORPHOSE | 57 | | |
| 1. Le capital humain et l'économie | 59 | | |
| 2. Qu'est-ce qui est échangé ? | 60 | | |
| 3. Le présent du futur | 61 | | |
| A. Une nouvelle implication sociale des entreprises redevient indispensable | 62 | | |
| B. Un aggiornamento auquel les syndicats doivent se préparer | 63 | | |
| C. Une nouvelle reconnaissance de la société civile | 63 | | |
| IV. LE FINANCEMENT DU REVENU D'EXISTENCE POUR LA FRANCE | 67 | | |
| 1. Modèle de transition : un financement en 5 ans | 67 | | |
| 2. Modèle de financement après 5 ans de transition | 68 | | |
| ANNEXE I | 69 | | |
| 1. Nouvelle organisation de la fiscalité et de la redistribution proposée par VIVANT-EUROPE | 69 | | |
| 2. Modèle de financement de VIVANT-EUROPE pour un pays du Tiers Monde | 69 | | |
| 3. Le revenu de base dans le monde | 69 | | |
| ANNEXE II BIOGRAPHIE | 71 | | |
| Stuart Mill | 71 (20) | Erasme | 71 (30) |
| David Ricardo | 71 (20) | Thomas More | 71 (30) |
| Adam Smith | 71 (21) | Paul Michel Foucault | 72 (41) |
| Milton Friedman | 71 (21) | Werner Heisenberg | 72 (43, 49) |
| Jean Marie Auel | 71 (26) | Paul Ricoeur | 72 (45) |
| Louis Dumont | 71 (28) | Marcel Mauss | 72 (46) |

RÉSUMÉ DU TEXTE CONDENSÉ DU LIVRE

UNE CLÉMENTE ÉCONOMIE

« Au-delà du revenu d'existence »

Yoland BRESSON *

Aux éditions « l'Esprit Frappeur » 2008

* 67 ans, marié, cinq enfants.

Professeur Emérite d'économie
de L'Université Paris XII,
Ancien Doyen de Faculté.

I. VERS UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ

Liberté, égalité, fraternité.

Quand la liberté avance, il semble qu'inexorablement, l'égalité doive reculer pour donner libre court aux égoïsmes.

C'est ce que paraît démontrer l'expérience du capitalisme libéral s'étendant au monde entier et réciproquement : « Quand, on veut imposer une plus grande égalité, c'est la liberté qui recule. »

(Ce fut le cas en Union Soviétique)

Il semble donc y avoir **opposition entre la Liberté et l'Égalité, bouchant la voie à la Fraternité.**

Un autre monde est-il concevable ? Oui, mais nous devons **choisir** de le créer.

Ce nouveau monde correspondrait à une société qui partagerait ses ressources, tout en laissant chacun libre de les produire et de les échanger par l'entremise d'un marché concurrentiel.

Concevoir cela, ce n'est pas de l'utopie, c'est vraiment lancer un processus créateur de la société par les hommes eux-mêmes, éveillés à la conscience de leurs capacités, libérés de l'emprise de la fausse réalité vissée sur la matière qui, jusqu'à présent, les a rendus aveugles et soumis à la fatalité.

Comment dès lors, passer, sans violence et avec succès, d'un monde tel qu'il est actuellement organisé, à un autre monde ?

En modifiant la « **génétique** » de nos sociétés.

Modifier génétiquement la société consiste à introduire une coupure, une disjonction entre la production des richesses et leur répartition. Il s'agit par là de choisir ensemble et démocratiquement, une règle de partage, transparente, évolutive et révisable.

Cette règle introduit une autre économie dite sociale, en donnant à chaque citoyen, **un revenu d'existence inconditionnel**. Elle est issue du mécanisme de l'économie de marché. On instaurera de la sorte toujours plus de liberté par le biais d'une plus grande égalité monétaire.

Que les citoyens de l'humanité entière puissent choisir et maîtriser leur destin, voilà le projet.

Ce chemin est celui du « **libéralisme fraternel** ». Il annonce la venue d'une « **Clémentine Economie** ».

Aujourd'hui, la loi qui sous-tend toute l'organisation de notre société est que, seuls ceux qui participent à la production peuvent légitimement prétendre à un revenu.

La valeur du produit est appelée par les économistes, valeur d'usage, mesure du revenu.

Lorsque je rencontre l'autre, cette **valeur d'usage** peut se transformer en **valeur d'échange** car on gagne toujours à donner le bien où l'on est relativement efficace, le bien qui vous prend le « moins de temps », contre celui qui vous en prend le plus pour l'obtenir.

Dans ce cadre, la monnaie rend palpable la valeur du temps libre acquise grâce à l'échange.

En réalité, c'est du temps que nous échangeons et la monnaie nous donne la maîtrise de ce temps. L'inégalité économique semble donc le prix à payer pour jouir de la liberté et de la maîtrise de son temps.

Oui, l'inégalité des revenus individuels est fatale et rien ne pourra changer les choses, sauf peut-être par l'application d'une **loi sur la valeur-temps**.

Cette loi théorique de la distribution des revenus impose que toute unité de temps, indépendamment de son utilisation, reçoive un équivalent en monnaie, soit la dose minimum que nous avons appelée le « Revenu d'existence » cumulable avec d'autres revenus.

Rendant compatible la liberté et l'égalité, tous pourront avoir les moyens d'assurer la liberté de leurs choix.

Cette liberté de choix est d'autant plus urgente que le plein emploi au sens classique du terme n'est plus possible et qu'il faudra trouver d'autres formes de reconnaissances socio-économiques et de revenus.

Le revenu de base relève de cette nouvelle dynamique.

Actuellement, la propriété et le marché se nourrissent de la souffrance d'une masse d'êtres humains. Ils excluent nombre d'hommes et de femmes, ils les rivent à la pauvreté, les condamnent à lutter pour leur survie, ils détruisent des vies. Voilà ce qui est l'évidence.

Ce que nous observons aujourd'hui avec le chômage, la flexibilité, la mondialisation, les délocalisations, c'est l'expulsion des travailleurs d'un système capitaliste en voie de dissolution.

Par ailleurs, nous ne résistons pas aux tentations de la société de consommation. L'individualisme et l'empire des choses nous dirigent toujours et nous fait espérer qu'en ayant du temps et de l'argent, nous serons heureux.

Or, à la lumière de nos expériences, nous voyons que ce chemin de l'AVOIR POUR ÊTRE en passant par le FAIRE est un leurre et ne mène jamais au bonheur et à la plénitude, car le manque de « choses » existera toujours.

En ce 21^{ème} siècle, la nouveauté réside dans le fait que nous savons cela.

La nouveauté, c'est que nous sommes conscients du meilleur comportement et conscients de ne pas y parvenir, un peu comme l'alcoolique qui ne tient pas ses promesses de sobriété.

L'égoïsme de l'individualisme est encore bien présent dans nos sociétés enfermées dans leurs privilèges. Cependant, vu la mondialisation, chacun commence à se sentir à la fois petit élément d'un tout, palpitant et vivant, grandi par l'appartenance à l'unité. Des concepts nouveaux envahissent nos esprits comme *développement durable, éthique, humanitaire, responsabilité collective*, mais hélas, leurs applications concrètes restent encore parcimonieuses.

Développer cette **nouvelle idéologie solidariste**, c'est chercher le chemin d'expansion entre ces deux rives extrêmes que sont la défense de l'individu... et le souci du bien collectif.

Il ne s'agit plus alors d'agrèger les hommes, en les attirant *par aimant* pour les rassembler, les uniformiser dans leurs pensées et leurs actions, mais de trouver le chemin vers l'harmonie. Il s'agit de vivre solidaire dans l'unité, sans trop déterminer les choses, en laissant s'exprimer la liberté individuelle.

Tel est le nouveau défi de l'humanité après avoir vaincu la rareté matérielle.

Somme toute, il nous faut redéfinir « l'utopie ».

L'utopie n'est pas une fiction rêvée. Elle est représentation imagée et consciente du projet commun. Elle a vocation à se concrétiser. Elle impose un devoir de réalisme immédiat...
L'utopie est réaliste.

II. VERS UNE SOCIÉTÉ LIBÉRALE ET FRATERNELLE

Actuellement, l'organisation salariale n'est parfaite qu'avec le plein emploi qui est indispensable pour que chacun puisse bénéficier de revenus réguliers et participer aux échanges marchands.

Mais aujourd'hui, l'organisation salariale a atteint une sorte de perfection qui la rend fragile et précipite sa fin prochaine.

En effet, une fraction grandissante de la société ne bénéficie plus de revenus d'activité et ne subsiste que grâce à la redistribution solidaire de revenus de transferts financés par une sécurité sociale en péril de par la diminution des emplois salariés.

Toujours est-il que, par facilité ou dépit, on a remplacé le mot « fraternité » par « solidarité ».

Cette solidarité, souvent compassionnelle, n'est-elle pas un moyen d'éviter de s'interroger sur l'absence de fraternité ou sur notre impuissance à lui donner forme.

Etre frères, c'est être issus du même sang, d'une même provenance, d'une même source (génétique ou religieuse) et se reconnaître comme tels. Dans cette optique, vivre en société, c'est faire lien, c'est donner à chacun le plein exercice de sa liberté, c'est **institutionnaliser la Fraternité**.

Aussi, percer le mystère de *cet Être en pleine évolution qu'est la société*, c'est découvrir ce que sont les hommes qui la composent, leurs caractères, leurs comportements, leurs fonctions, leurs relations entre eux et leurs relations aux choses.

C'est l'homme qui devient le cœur du mystère à dévoiler.

Les recherches montrent que tout groupe humain ne se constitue, n'existe et ne perdure que s'il assure à ses membres **Intégration, Différentiation et Sécurité**.

En fait, la société doit être appréhendée comme un système complexe, un organisme vivant où chaque sous-ensemble sélectionné est certes tributaire de mécanismes particuliers, mais aussi affecté par des relations inaperçues et des actions imprévues provenant d'autres parties de l'organisme.

Il nous faut donc, à l'instar du corps humain, dresser *le génome du corps social* afin d'en maîtriser, autant que faire se peut, la complexité.

Tel un reptile ou un ver, la société se replie sur elle-même, puis s'étire pour avancer, tirée par ses leaders et se repliant sans cesse pour se recentrer. Parfois, il arrive que le ver se coupe brutalement comme un élastique trop tendu.

Les historiens sont témoins de ces mouvements oscillatoires de nos sociétés.

Concrètement, à la manière de *l'effet papillon*, des événements locaux, tels des chiquenaudes, produisent des bouleversements sur l'ensemble complexe de la société. Même si le corps social, dans sa totalité, n'est pas décrypté, et d'ailleurs il semble ne pouvoir jamais l'être, puisqu'il se transforme lui-même, nous pouvons envisager de localiser certains gènes, de les modifier et donc d'orienter l'évolution dans le sens souhaité.

Le gène du changement que nous proposons, c'est de disjoindre la production de la répartition et sortir ainsi de **la confusion entre emploi et revenu**, qui conduit à d'inégales répartitions.

L'instauration du revenu d'existence constitue à la fois la première réalisation concrète d'une modification génétique (à effet papillon) et en même temps, la prise de conscience collective de ce mécanisme, puisqu'il sera implanté après une consultation démocratique.

Cette instauration n'est pas une fin en soi. C'est la règle minimale de partage qui s'impose dans la configuration sociale actuelle, la première étape de l'inévitable réorganisation rendue nécessaire par la prodigieuse mutation économique que nous sommes en train de vivre. Elle est l'amorce d'un processus d'évolution sociale vers plus de liberté, d'égalité et de fraternité, qui devrait construire une société moins violente, *plus clémente*, plus sereine, bref plus humaine.

Grâce au revenu d'existence traduit en monnaie, les ressources s'échangent et circulent, irriguant, comme le sang dans le corps humain, les individus-cellules, leur apportant l'énergie vitale.

Une part seulement de la population est productrice de richesses et donc, il est indispensable pour l'harmonie du corps que toutes les cellules puissent participer aux échanges.

Ne pas allouer cette dose vitale, c'est mettre toute la société en péril.

Tant que le plein emploi était assuré, tous les actifs potentiels s'inséraient dans l'organisation et touchaient des revenus primaires.

Or le plein emploi salarial ne reviendra plus et le salariat touche à sa fin.

Cela nous oblige à faire évoluer notre organisation collective autrement.

Dans ce cadre, l'instauration inévitable du revenu d'existence est une modification génétique adaptée aux bouleversements de notre environnement et ouvre le chemin d'une évolution maîtrisée.

Par ailleurs, l'introduction d'un revenu d'existence au niveau de l'Union européenne affirmerait grandement la citoyenneté d'une manière à la fois symbolique et concrète.

L'opération est tout aussi possible pour le monde entier avec une valeur monétaire qui tienne compte des différents niveaux de vie et de richesse collective de chaque région.

Le revenu d'existence est un moyen pour libérer tout être humain sur terre de la pauvreté et de la lutte infernale pour la survie.

De plus, il laisse s'exercer la différenciation entre les personnes qui peuvent, dès maintenant, grâce au cumul avec d'autres revenus, *devenir les acteurs de leur avenir*.

Ainsi, nous pouvons désormais créer en conscience, la société que nous choisissons.

Avec la règle de partage, nous ferons l'apprentissage de la maîtrise du social. Nous la modifierons démocratiquement selon l'éthique choisie.

Pour diminuer par exemple l'écart entre le revenu d'existence et le revenu moyen, on pourrait, *par la fiscalité*, fixer un revenu personnel maximum destiné à un strict usage personnel.

D'un montant très élevé au début, de manière à ne pas décourager, quoi qu'on en pense, le libre désir de s'enrichir sans limite, le revenu en excès par rapport à la norme fixée sera dépensé par le possesseur pour des biens et services collectifs librement choisis par lui comme *l'art, l'humanitaire, les équipements de santé, l'éducation, la préservation de l'environnement*.

La personne fortunée aura l'embarras du choix.

III. LA MÉTAMORPHOSE

Depuis un demi-siècle, la rareté matérielle est vaincue, mais de nos jours, le manque d'emploi est criant.

Une métamorphose est en marche... **un capitalisme cognitif** s'installe progressivement : cela va de la conception jusqu'à la mise à disposition du produit (emballage, publicité, image, marque, distribution...)

L'esprit incorporé à ce produit alibi, l'immatériel qu'il contient relève de l'information et du relationnel. Le facteur principal de cette production est le **capital humain**.

Le capital humain, c'est tout le savoir, la compétence, la créativité, l'intelligence...

Il concrétise une pensée créatrice, une conception nouvelle pour la donner à voir aux autres, à la leur faire désirer, demander, acquérir, acheter, échanger contre de la monnaie ou une autre équivalence.

Dans l'ancien monde de la rareté matérielle, c'était l'appropriation qui sécurisait et par elle que l'on s'enrichissait. Dans l'économie d'abondance matérielle devenant immatérielle, informationnelle et relationnelle, **c'est le partage qui enrichit et l'appropriation qui restreint et qui appauvrit**.

Ainsi, l'homme s'insère dans ce nouveau bouillonnement vital du corps social par son activité, sa créativité, son travail et ses compétences : en un mot, son capital social.

Le capital humain se substitue au capital fixe, comme ce dernier avait jadis supplanté la terre et imposé le salariat.

Ses caractéristiques incontournables sont la mobilité, l'intermittence et la flexibilité,

Dans ce contexte, l'emploi salarié, contractualisant le travail marchand sous la forme du fameux CDI (Contrat à **D**urée **I**ndéterminée), est renvoyé vers un passé révolu.

Ainsi, l'ancien plein emploi salarié disparaît à jamais.

Si le revenu d'existence tend un filet inconditionnel de sécurité minimale, lisse les fluctuations de revenus produites par l'intermittence du travail d'artiste par exemple, et permet de découvrir ses talents et d'exploiter au mieux son capital humain, il ouvre une béance nouvelle et engendre un risque « positif », celui de la *responsabilité de ses choix*.

Par conséquent, nos concitoyens peuvent circuler dans une société ouverte et mobile en participant à l'une et l'autre famille élargie que constituent les entreprises, les syndicats et autres formes d'associations.

Je propose d'appeler cela « **Participat** », successeur du salariat. **Chacun gagne en autonomie sans perdre en sécurité...**

De la sorte, *le participant futur osera l'autonomie et le choix de sa vie*. Sa liberté sera d'autant plus réelle qu'il tiendra sa sécurité du corps social.

Grâce au développement humain durable comme valeur de référence, le marché boursier engendrera un cercle vertueux d'humanisation de l'économie mondiale et contribuera à la croissance.

Dans ce cadre nouveau, chaque citoyen autonome est porteur de son propre capital humain. Quant aux syndicats, ils devront se trouver un nouveau rôle. En coopérant à la mutualisation des risques, ils se transformeront en véritables syndicats de services, protecteurs de l'individu, et toujours soucieux de traduire les préférences collectives de leurs adhérents.

Avec la fin de la rareté matérielle, avec la fin de la monnaie rare, la relation aux choses, qui avait supplanté la relation entre les hommes, perdra de sa prééminence. Une nouvelle idéologie solidariste viendra corriger, voire supplanter l'idéologie individualiste.

Avec l'intermittence des activités rémunérées et la volatilité des revenus supplémentaires d'activité, renforcées par la versatilité de la demande, la règle de partage élaborée dans un sentiment d'appartenance collective, favorisera la réduction des écarts entre les revenus.

La liberté va œuvrer en faveur de plus d'égalité dans l'échange car le revenu d'existence permet d'y participer.

*« Si je te donne un œuf et que tu me donnes un œuf, nous avons chacun un œuf.
Si tu me donnes une idée et que je te donne une idée, nous avons chacun deux idées. »*

Voilà l'échange dans toute sa richesse.

D'aucuns, au vu de la mondialisation, parlent d'un « **cerveau planétaire** » où les individus jouent le rôle de neurones mobiles porteurs d'informations et dont « internet » ne serait qu'un premier outil encore primaire.

D'autres craignent que ce processus conduise à une sorte d'uniformisation de la pensée et à l'asservissement. C'est tout le contraire.

Si l'information est l'énergie fondamentale du capitalisme cognitif, si son partage est le vecteur essentiel de son exploitation et si, l'avance dans les idées et les projets est le produit de son industrie, alors la diversité, la nouveauté, l'originalité, plus que l'uniformité, en seront les résultats, à condition cependant que nos sociétés garantissent toujours plus de liberté et d'égalité à chacun et à tous.

Disjoindre la production de la répartition, commencer par le revenu d'existence et faire évoluer la règle de partage en toute transparence et démocratiquement, c'est oser le premier pas, ensemble !

UNE CLÉMENTE ÉCONOMIE

« Au-delà du revenu d'existence »

Yoland BRESSON *

Aux éditions « l'Esprit Frappeur » 2008

* 67 ans, marié, cinq enfants.

Professeur Emérite d'économie
de L'Université Paris XII,
Ancien Doyen de Faculté.

Texte condensé

AVANT-PROPOS

Marx a dit : « Les hommes font leur histoire mais ils ne le savent pas ».

Le moment est venu d'évoluer en conscience et d'engager l'humanité vers un accomplissement. Un nouveau monde naît, qu'il faut accueillir pour lui permettre de se déployer en harmonie.

Autant la peur est sous-jacente à notre quotidien, autant subsiste, inextinguible au fond de chacun, l'espérance d'un monde autre.

Paradoxalement, on attend encore tout du politique tout en le suspectant d'impuissance.

Lisez ce qui suit et vous découvrirez qu'un autre monde, plus libre, plus égal, plus fraternel, en un mot plus harmonieux, est à la portée de notre volonté.

LIBERTÉ-ÉGALITÉ ?

Thomas Paine, célèbre conventionnel américano-français déclara en substance, dans un discours prononcé devant la Convention de Paris en 1796 :

« *Liberté, Egalité, Fraternité ne peuvent se réaliser, associés, si inconditionnellement, le minimum de ressources, (à l'époque principalement alimentaires) n'est pas garanti à chaque citoyen* ».

Ceci est la plus ancienne et claire allusion à un revenu d'existence inconditionnel.

Mais alors, « *Pourquoi, si cette idée est si généreuse, tout autant qu'indispensable, n'a-t-elle jamais été appliquée depuis plus de 200 ans* » ? (sauf au Brésil et en Alaska).

Paine, dans la vigueur de sa jeunesse, s'est évertué, par cette déclaration, à faire passer son idée de revenu d'existence inconditionnel et à obtenir certains résultats au niveau de la déclaration des droits de l'homme.

Déjà, le principe de **liberté** a été reconnu, c'est moins le cas pour **l'égalité** et **encore moins** en ce qui concerne **la fraternité**.

Nous voyons bien que la révolution française n'est pas encore accomplie, elle est toujours en chemin, ce qui explique la difficulté de faire passer l'idée de **Paine**.

Toutefois, la liberté, prônée par les « *droits de l'homme* », n'a cessé de provoquer des conséquences prodigieuses, bouleversant les repères sociaux et humains, libérant aussi les égoïsmes dévastateurs.

Pour preuve, la liberté d'entreprise **a vaincu la rareté matérielle** au point qu'aujourd'hui, nous sommes capables de produire trop et pour moins cher.

Mais malheureusement, tant de richesses sont toujours mal distribuées, tant de pouvoirs mal partagés.

*« Quand la liberté avance, il semble qu'inexorablement,
l'égalité doive reculer pour donner libre cours aux égoïsmes. »*

C'est ce que paraît démontrer l'expérience du capitalisme libéral s'étendant au monde entier.
Et réciproquement,

*« Quand, on veut imposer une plus grande égalité,
c'est la liberté qui recule. »*

Il semble donc y avoir opposition entre Liberté et Egalité, bouchant ainsi la voie à la Fraternité.

A ce stade, il faut bien analyser les choses pour dépasser cette apparente opposition et il est absolument indispensable **de faire la distinction entre « différence » et « inégalité ».**

Il existe des différences de nature, de naissance et de capital génétique.

Il y a aussi des différences sociales qui, dans une société de liberté, engendrent des inégalités sociales au niveau des libertés, du droit, des revenus, des biens de première nécessité tels que la nourriture, l'accès aux soins, à l'éducation, au bien-être, etc.

Chaque individu, justement parce qu'il est différent, est unique et participe dans l'inconnu de son propre destin au développement de la famille humaine.

Comme chaque cellule, il a une importance pour tout le corps social.

« Les hommes naissent libres et égaux en droits » ... proclame en 1791 la déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

L'égalité voulue par les révolutionnaires n'est pas l'égalité en tout, ce qui signifierait l'égalitarisme systématique et l'uniformité mortelle.

L'inégalité qui fait question et qui mobilise les esprits **est celle des revenus**, de l'insupportable pauvreté dans nos économies si productives, de l'écart grandissant entre les riches et les pauvres, à tel point que l'égalité des droits affichée, chaque jour à l'évidence bafouée, reste purement formelle.

Toutefois, l'inégalité des revenus est relative par rapport aux contextes culturels et géographiques.

Mais cependant, entre les riches et les pauvres, les libertés les plus fondamentales sont inégalement distribuées, même la liberté d'expression, et la capacité de diffuser sa pensée ou ses options, est réservée prioritairement aux riches.

C'est par les différences de richesses évaluées en monnaie que les peuples se comparent, c'est par elles qu'ils apprécient la qualité de leur organisation en société.

C'est à cause d'elles que la liberté et l'égalité paraissent antinomiques.

L'idéal d'égalité a voulu être concrétisé dans le modèle soviétique (communisme), mais l'absence de marché libre, de libre initiative et de libre concurrence, de liberté d'opinion et de liberté d'expression, ont condamné l'économie à une moindre efficacité productive. C'est ainsi que l'Union Soviétique toute entière a manqué de richesses en suffisance pour ses citoyens.

Historiquement, le modèle soviétique s'écroula avec le mur de Berlin et laissa la place au capitalisme pour conquérir le monde.

Le modèle économique capitaliste, appliqué à l'Inde et à la Chine par exemple, a permis un réel enrichissement, au point que le nombre d'hommes condamnés à l'extrême pauvreté a diminué.

Cependant, ses résultats ne parviennent pas à compenser **l'écart grandissant entre les riches et les pauvres.**

En effet, les riches deviennent largement de plus en plus riches et les pauvres relativement plus pauvres :

l'inégalité augmente aussi bien dans les pays développés que dans les pays émergents. Cette situation n'a donc rien de transitoire.

La liberté, ce bien si précieux, reste l'apanage des plus forts. Les Etats, censés protéger les faibles par l'encadrement de la loi, paraissent aujourd'hui impuissants à réguler le tout-puissant marché libre.

L'inégalité paraît fatale. Entre la liberté et l'égalité, le désir de liberté submerge l'idéal d'égalité.

Au demeurant, les théoriciens les plus favorables à la justice et à l'égalité confirment, en science et en raison, qu'il n'y a d'autres solutions à ce dilemme que la vertu compassionnelle, s'exerçant par le biais de transferts de revenus versés aux plus pauvres par les Etats ou par des sociétés privées comme aux USA. Dès lors, devons-nous définitivement renoncer à l'idéal de la Révolution française conjuguant simultanément Liberté et Egalité ?

Si l'abolition de l'esclavage a illuminé le chemin vers un autre monde, plus libre, pourquoi devrions-nous nous interdire « *d'oser penser sortir* » aussi de nos sociétés sans égalité ?

Qu'en est-il de la démarche de Marx en la matière ?

Marx, dans sa « *Critique de l'économie politique* », s'en prend tout autant au régime économique capitaliste qu'à la conscience collective sous-jacente à ce dernier.

En effet, l'imaginaire socio-économique de tout un chacun conditionne l'individu au point de lui enlever toute force d'analyse et de critique... Et la religion et sa morale en prend un coup sous la plume de Marx, parce qu'il la considère comme illusoire, donnant de la sorte à l'être humain une image fautive du réel. C'est parce que la société ne permet pas à l'homme de vivre la vérité de son être dans le monde réel, que ce dernier projette cet être qu'il fuit, dans les représentations fantasmatiques de la religion.

D'où cette phrase célèbre de Marx : « *La religion est un soupir de la créature accablée par le malheur, l'âme d'un monde sans cœur, de même qu'elle est l'esprit d'une époque sans esprit. C'est l'opium du peuple.* »

Dès lors, comme Marx le dit : « *Une fois démasquée l'image sainte qui représente la renonciation de l'homme à lui-même, la philosophie consistera à démasquer cette renonciation sous ses formes profanes. La critique du ciel se transforme (ainsi) en une critique de la terre... en une critique de la politique.* »

La renonciation, c'est l'aliénation par quoi l'homme est dépossédé de lui-même et devient « *étranger à lui-même* ».

S'approprier l'être humain par l'esclavage est interdit, mais s'approprier la personne par le biais des choses qu'elle produit peut se faire de manière invisible.

Et Marx de nous révéler que : « *Lorsque les producteurs mettent en rapport des produits, ils ont le sentiment d'échanger des choses. Ils ne voient pas que ces choses ne sont qu'une simple enveloppe sous laquelle est caché le rapport des hommes entre eux.* »

Le monde apparent de la marchandise et des échanges cache la véritable réalité. Le travailleur y est exploité en vue d'apporter à la bourgeoisie une plus value, seul moyen de s'enrichir face à un capital qui, sans cette plus value, est mort.

Le chômage est, pour sa part, le signe d'un moindre besoin de main d'œuvre sur le marché et d'une baisse de sa plus value.

C'est parce que les participants à cette société se représentent faussement leur réalité d'exploités considérée comme fatale au même titre que la naissance, que les prolétaires acceptent leur sort et que les capitalistes bourgeois croient perpétuer leurs avantages.

La réalité apparente est donc toujours illusion fautive ou en voie de l'être, parce que la conscience qui la pense, qui la voit, qui la conceptualise est en retard. C'est ce que la conscience populaire traduit par « *Regarder le monde dans le rétroviseur* ».

Marx aurait ainsi révélé un phénomène qui ne serait pas seulement propre à son époque, mais vrai pour toute société en tout temps et en tout lieu, à savoir que nous serions prisonniers de l'illusion parce que nous avons une fautive conscience de la réalité.

Si nous voulons tenter de prolonger la démarche de Marx, nous devons impérativement commencer aujourd'hui par la critique de l'économie et non par celle de la religion, simplement parce que « **l'Economie est la Religion Universelle du siècle** »

Emploi, revenu, projets de carrière et désirs de consommations sont le lot quotidien, le souci de chacun. L'argent est devenu le nouveau dieu Tout-Puissant qui, à travers le marché non-maîtrisable, exerce son pouvoir, sépare les bons des méchants, les élus des exclus. La marchandise est devenue une idole. C'est à ses pieds qu'on se prosterne, c'est pour elle que l'on consent aux pires sacrifices, c'est pour en être ses préférés que des conflits s'engagent.

En cela, nous sommes peut-être tous aliénés, fascinés par la bête. Illusion ou réalité ?

Suivre Marx aveuglément et se cantonner à observer la société de son époque, c'est oublier que les sociétés changent et que dès lors, on ne peut établir qu'une vérité relative à un moment particulier de leur histoire.

Or, le refus de tout idéalisme (qui ouvre des voies) de Marx au profit d'une vérité pure et dure que constitue le matérialisme dialectique, est responsable de cette incapacité du marxisme de dépasser le cadre de son époque.

Pour preuve, Marx a développé l'idée de la lutte des classes, un peu comme devait être ressentie cette lutte lors de la révolution française entre le peuple et la noblesse ; **mais son erreur**, nous semble-t-il, **c'est d'avoir regardé dans le rétroviseur de l'histoire** en s'inspirant de la révolution française comme méthode pour changer la société de son temps. C'est dans ce cadre de pensée qu'il envisagea la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat faisant pendant, à son époque, à la dictature de la bourgeoisie capitaliste.

Eveiller les humains, les porter à la conscience comme le désirait Marx pour les ouvriers de son temps, nous demande donc de mener d'abord une critique de l'économie en vue d'une société où règneraient égalité et liberté.

Aujourd'hui, la dictature du réel se traduit en pragmatisme, qualifiant les contestataires de rêveurs ou d'utopistes. Ainsi, nous devenons enchaînés à la réalité, aveuglés par l'image que nous nous en faisons, esclaves de cette réalité et donc, fondamentalement privés de liberté.

Par la technique et l'économie, l'homme s'est mis en capacité de produire « **ce qui ne serait pas apparu de soi-même.** » Ainsi, il contraint la nature, il la provoque, il force les sciences et les techniques à amener à la présence toutes choses nouvelles que son esprit conçoit.

Pourquoi ce possible dans le domaine matériel serait-il impossible pour lui-même et la société ?

Pourquoi refusons-nous de nous penser créateurs et d'accéder à la vraie liberté ?

Pourquoi adhérons-nous à ce postulat négativiste qui nous rend étrangers à nous-mêmes, aliénés à l'emprise idéologique et contraignante de l'économie ?

Croire que l'on est d'autant plus libre que l'on est plus riche, plus puissant, plus savant relève d'une sclérose mentale qui trouve sa source dans toutes les fascinations pour les apparences, interdisant de la sorte d'être librement créateur du réel, de sa vie.

La liberté pour tous exige que **tous les joueurs soient considérés de manière parfaitement égale** comme créateurs de leur vie et qu'en cela, ils concourent ensemble à écrire, à mettre en scène et jouer la pièce.

Choisir « tous les possibles » que chacun a potentiellement en lui, permet à l'individu de devenir ce qu'il veut par le biais des rôles joués dans la société, d'adopter des habits et des coutumes, et de se distinguer par des comportements au sein d'une culture.

La liberté de choix produit des différences entre les êtres. Mais les différences ne doivent pas devenir des inégalités.

Ces dernières se produisent lorsque chacun se croit obligé culturellement, au nom de la différence, de se figer dans un rôle de supérieur par exemple ou d'inférieur, servilement dépendant.

C'est ainsi que toute inégalité (dans la différence) fait reculer la liberté de tout un chacun et sclérose les rôles et les responsabilités.

Il faut donc conclure que :

là où il n'y a pas d'égalité de liberté, LA LIBERTE s'étiolé car elle est empêchée de créer la différence qui révèle les diverses facettes de l'être humain, différence qui est source d'expériences enrichissantes.

Liberté totale de choix, de se différencier = égalité parfaite reconnue comme valeur, car elle engendre la différence entre les êtres qui, comme les cellules dans notre corps, sont reconnues uniques par la société.

A cet égard, la représentation en deux seules classes : les bourgeois capitalistes et les ouvriers prolétaires, est une telle réduction de la diversité qu'elle porte en elle, de façon « **sui generis** », la plus drastique diminution de la liberté et l'antagonisme ou la violence comme seule issue.

Par ailleurs, dans nos sociétés dites libérales, nos enfants sont souvent formatés par leurs parents, mis dans un monde qui les limite au format correspondant à un petit nombre de rôles hiérarchisés.

La pièce se règle à partir d'une course aux avantages.

Dès lors, la liberté de chaque être se ratatine parce que toute facette inutile est rejetée et « les possibles » sont restreints.

L'être humain ainsi corseté compense sa frustration en s'épanchant dans l'avoir, les biens, les choses matérielles et immatérielles servies par l'économie. Il y trouve là un sentiment de liberté qu'il sait pourtant artificiel.

Cette situation engendre une inégalité de revenus au détriment d'une liberté dans la création de soi.

Un autre monde est-il concevable ? Oui, mais nous devons choisir de le créer.

Ce monde correspondrait à **une société qui partagerait également ses ressources, tout en laissant chacun libre de les produire et de les échanger par l'entremise d'un marché concurrentiel.**

Concevoir cela n'est pas de l'utopie, mais une manière de lancer un processus créateur de la société par les hommes eux-mêmes, éveillés à la conscience de leurs capacités, libérés de l'emprise de la fausse réalité qui, jusqu'à présent, les a rendus aveugles et soumis.

Nous souhaitons construire ce monde avec la pleine participation, toujours dans l'égalité et la liberté, de chaque personne considérée en elle-même comme unique et sacrée.

Comment dès lors, passer **sans violence et avec succès**, d'un monde tel qu'il est actuellement organisé à un autre monde ?

Pour y parvenir, il nous faut reconsidérer le fonctionnement démocratique et politique de nos sociétés et prolonger la critique économique par la critique de l'action politique.

Or, ce que nous savons aujourd'hui sur la dynamique des systèmes complexes nous éloigne définitivement de la Révolution brutale comme moyen pour changer la société.

Un système complexe engendre des systèmes plus complexes que lui-même. Ainsi, la multiplicité des composants de la société la rend compliquée à gérer.

Mais cette complication se transforme en complexité car, chaque composant relié à tous les autres et à l'ensemble des composants, est sensible à la moindre modification. Cela déclenche, **à la manière de l'effet papillon**, une lame de fond qui transforme le système en vue d'une nouvelle stabilité.

Pour preuve, combien de révolutions ont été suivies de restaurations !

Ces réformes se sont stabilisées en harmonie avec l'évolution de la société qui, tenant compte du passé (forces conservatrices), ne le reproduit jamais à l'identique (forces évolutives).

Prenant l'exemple des êtres vivants, on peut dire que l'organisme est agité par deux moteurs :

1. Celui appelé homéostasie qui n'autorise que le changement qui ne met pas en péril son intégrité
2. Le moteur de l'auto-régulation de l'évolution. Ce dernier fut longuement ignoré et pourtant c'est celui qui n'agit qu'en compatibilité avec la survie du système.

Comment agir face à une telle complexité ?

On découvre que, dans la complexité du vivant, le plus efficace consiste **à intervenir sur le simple qui le fonde, c'est à dire agir sur les gènes** et laisser l'auto-organisation évolutive opérer son œuvre pour assurer le résultat attendu.

Comme nous sommes parvenus à maîtriser la matière, il devient envisageable aujourd'hui de maîtriser le vivant.

Si nous choisissons de ne plus subir la situation d'inégalité et d'injustice, si nous optons pour une recherche en conscience d'un objectif commun, en un mot, pour agir sur le système complexe, alors, il nous faut **en repérer les gènes et les modifier**. C'est ici que se situe le gouffre qu'il nous faut oser franchir d'un seul bond **en révolutionnant sans violence**.

Encore faut-il accepter l'objectif : **déterminer quels sont les gènes** économiques et politiques sur lesquels intervenir. On ne pourra le faire qu'après une analyse minutieuse du génome social.

N'oublions pas que la société est faite d'une réunion d'êtres humains et qu'eux aussi sont complexes, à la fois acteurs et sujets de cette société.

D'où la lancinante question :

Faut-il changer l'homme pour améliorer la société, comme un préalable inévitable tel que l'affirment les idéalistes ou transformer les rapports sociaux, ce qui amènerait infailliblement une nouvelle conscience et de nouveaux comportements, comme l'affirment les matérialistes marxistes ?

Il existe bien sûr des interactions permanentes, multiples et inconnues entre les cellules vivantes que sont les hommes dans un corps social.

Cependant, faire muter une population, une société à l'instar des espèces vivantes d'une manière décisive, stable et durable ne semble plus possible aujourd'hui, vu les multiples relations entre les plus de six milliards d'individus qui peuplent la planète et qui sont en pleine mobilité physique. Il n'y a plus de vase clos.

Pourtant l'homme évolue, se transforme presque à « l'œil nu ». Il vit plus longtemps, grandit en taille. Son intelligence et ses activités multiples agissant sur son environnement socio-économique et écologique, laissent sourdre le sentiment d'une mutation exceptionnelle.

Il s'agit, croyons-nous, d'une mutation rapide et essentielle au niveau de la planète dans le domaine

culturel, constituée de « **gènes** » qui font obstacles à l'évolution ou de « **gènes** » qui deviennent vecteurs de cette dernière.

Tout le problème est de décrypter « **les mythes fondateurs** »* (**génétiques**) qui fondent notre culture et qui influencent notre vision du monde (et de nous-mêmes) ainsi que nos comportements et nos jugements.

** Un mythe est un récit, porté à l'origine par une tradition orale, qui propose une explication pour certains aspects fondamentaux du monde : sa création (cosmogonie), les phénomènes naturels, le statut de l'être humain, ses rapports avec le divin, la nature ou encore avec les autres humains (d'un autre sexe, d'un autre groupe, etc.).*

Le mythe est constitué d'un récit qui a quelque chose de sacré.

Il exploite des images qui créent l'illusion avec tous les risques que cela comporte.

Il fait appel aux émotions collectives, à la mémoire collective.

Comme nous sommes parvenus à maîtriser la nature, nous pouvons aujourd'hui entamer la maîtrise du social. Comment ? **En modifiant la « génétique » de nos sociétés.**

Bien que la plus grande satisfaction de tous les membres de la société, (toutes les théories économiques convergent en ce sens), soit l'égalité (parfaite) des revenus, ces derniers sont inégalement partagés.

« *Il y aura (toujours ?) des riches et des pauvres* » nous dicte le sens commun qui trouve sa justification dans le statut de la richesse assimilé au revenu provenant d'un travail de production.

C'est ici que se situe le gène : confondre le prix payé pour le travail productif avec le revenu que reçoit l'individu qui l'exécute.

C'est cet inconscient collectif, mythe fondateur * qui entretient culturellement cette confusion qui est en fait une illusion.

**« Celui qui ne travaille pas, qu'il ne mange pas non plus. » Saint Paul (Mythe fondateur)*

Nous débusquons ainsi le gène qui explique l'inégalité des revenus.

Il est évidemment indispensable que les prix payés au travail soient inégaux, de façon à ce que les activités et les compétences soient les mieux orientées possibles.

Mais que certains s'approprient le revenu du temps consacré à la production est une déviation non-justifiable par rapport au temps global vécu par tous les membres de la société.

La monnaie a une valeur-temps et cette valeur ne se limite pas à la production.

Croire cela est purement culturel et dévastateur au vu des conséquences sociales actuelles. Une révision urgente de cette donnée culturelle est donc de rigueur.

Modifier génétiquement la société consiste à disjoindre la production des richesses de leur répartition. Il s'agit de choisir ensemble et démocratiquement une règle de partage, transparente, évolutive et révisable.

Nous verrons qu'en donnant à chacun **un revenu d'existence inconditionnel** issu du mécanisme de l'économie de marché, cela instaure à la fois plus de liberté et une plus grande égalité monétaire.

Que chacun et tous les citoyens de l'humanité entière choisissent et maîtrisent leur destin, voilà le projet.

Ce chemin est celui du « **libéralisme fraternel** ». Il annonce la venue d'une « **Clémentine Economie** ».

I. UN MONDE COMMUNISTE ET LIBÉRAL : CHIMÈRE OU NOUVEL HORIZON

Le « communisme-libéral » désigne à la fois, une économie, une organisation politique et un comportement humain dans une société où seraient simultanément assurés une liberté individuelle totale de la production, de la consommation et des échanges et ce, dans un marché parfaitement concurrentiel. Ainsi, une stricte égalité des revenus primaires d'activité, c'est-à-dire de quoi subvenir aux besoins élémentaires, serait garantie

Le communisme libéral est non seulement une fin souhaitable, efficace, mais également réalisable aujourd'hui. Il ouvre la perspective d'un autre monde possible si nous déchirons le voile d'ignorance ou d'illusion qui aveugle nos contemporains et qui les soumet à une fausse réalité économique vécue comme intangible.

Ce nouveau monde est réalisable aujourd'hui, sans violences inutiles, sans devoir imposer par une révolution brutale à des citoyens rétifs, un monde meilleur dont ils ne voudraient pas.

Il y a toujours eu des riches et des pauvres, partout où la monnaie sert de mesure à la richesse et de révélateur des inégalités.

Les « Etats-Providence » n'ont cessé de vouloir atténuer ces inégalités, nées aussi des libertés de choix et de comportements de chacun, en s'appuyant sur un principe incontournable qui vise à ce que l'égalité des revenus primaires soit assurée et devienne donc la meilleure règle de partage.

Si les inégalités subsistent, c'est que nous avons introduit dans notre système de production et de répartition des richesses, un gène qui engendre inévitablement de l'inégalité.

Ce gène est le lien strict que nous avons établi entre le prix du travail et le revenu de la personne qui l'exécute.

Pour rompre ce lien, il faut que le revenu total d'une personne se compose de deux types de revenu :

- un revenu primaire identique pour chacun,
- un revenu tenant compte du prix de travaux différenciés en quantité et en qualité évalués sur un marché concurrentiel.

Comment dès lors effectuer la transition entre notre société actuelle et celle préconisée où liberté et l'égalité fonctionnent « en harmonie » ?

Le succès de cette transition résultera d'un processus collectif d'apprentissage de la liberté.

Nous venons d'une société où la lutte face à la rareté matérielle creusait les inégalités.

Nous sommes aujourd'hui dans une société d'abondance où il dépend de notre volonté d'agir et de nous organiser autrement.

1. De l'inégalité à l'égalité des revenus

Partons d'un constat simple et incontestable : il y a partout et depuis toujours, des riches vraiment riches et des pauvres, très pauvres. Pourquoi ?

Naître en France ou en Afrique ne donne pas les mêmes chances...

Pourquoi ces inégalités ? A cause des différences entre les individus ?

Si les individus sont effectivement différents, ils ne deviennent inégaux que selon un critère de valorisation monétaire des différences.

Ne posséder que des compétences ou posséder des compétences + un capital susceptible de grossir grâce aux intérêts, creuse le lit des très fortes inégalités.

On donne plus au méritant mais « à celui qui n'a pas, on lui enlèvera même ce qu'il a » (Parabole des talents dans l'Évangile).

Les produits financiers de l'épargne et de placements donnent à ceux qui en sont pourvus encore plus, laissant les autres victimes des inégalités de revenus.

Pourtant, selon la constitution américaine, tout homme a naturellement droit à *la liberté, à la vie, et à la poursuite de son bonheur*.

Pourquoi, face à cet idéal d'égalité, les revenus sont-ils toujours inégaux ?

A. L'égalité est théoriquement l'optimum

Trois écoles se présentent à nous :

a) L'école des libertariens

Ces derniers considèrent que certains droits individuels sont si importants qu'ils prévalent sur toute intervention qui s'appuierait sur le bien-être général.

Ils contestent par exemple une politique de redistribution des revenus qui taxerait les riches pour venir en aide aux pauvres, en dehors de toute volonté personnelle.

b) L'école des communautariens

Pour eux, ce qui est juste ne peut s'apprécier qu'à partir du bien commun, des valeurs propres au groupe, issues d'une tradition, valeurs auxquelles tous se réfèrent. Pour eux, le juste dépend du bien.

c) L'école des utilitaristes

Pour eux, chaque individu est supposé parfaitement informé de ses préférences. Il cherche librement la poursuite de son bonheur et donc son maximum de satisfaction. Il est « égoïste », au sens où il se détermine par rapport à lui-même.

Cette manière de penser fonde le libéralisme économique.

Théoriquement, l'égalité des revenus pourrait réconcilier ces trois écoles, pour autant que cette égalité sauvegarde la liberté, apporte le maximum de satisfaction relative à chacun tout en respectant le droit à la justice pour tous.

L'évidence des faits observés contredit cette théorie. L'inégalité des revenus est partout apparente. Certes, nos économies et nos sociétés privilégient l'efficacité dans l'obtention de richesses à partager. Elles se sont façonnées dans la lutte contre la rareté des ressources et dans la nécessité de vivre et de se perpétuer.

Nous héritons aujourd'hui des conséquences matérielles, sociales, organisationnelles et surtout culturelles de ce passé. Nous sommes le produit d'une tradition et d'une civilisation, et la façon dont nous concevons le monde, notre place, notre rôle, notre réalité, sont le résultat d'une représentation collective.

La question est de savoir si l'inégalité patente est le résultat d'une recherche d'efficacité sacrifiant, à la survie commune, l'égalité entre les humains.

Devons-nous renoncer à la justice et nous contenter de réduire les injustices du partage, de soulager avec compassion les souffrances qu'engendrent la pauvreté et l'exclusion ?

Formulons la question plus précisément : Pouvons-nous expliquer pourquoi les revenus sont ce qu'ils sont dans notre monde d'aujourd'hui, ou plutôt dans ce monde tel que nous nous le représentons faussement peut-être comme le pensait Marx ?

B. Pourquoi la répartition des revenus est-elle inégale ?

Dès l'origine de la pensée économique, la définition du revenu est la contrepartie d'une participation à la production des richesses.

Quel genre de loi règle la répartition des revenus au point qu'il y ait des riches et des pauvres, des travaux pénibles mal payés et des travaux légers beaucoup mieux rémunérés ?

Des enquêtes montrent que les personnes interrogées à ce sujet sous-estiment considérablement les différences entre les revenus individuels, ceci d'autant plus qu'ils sont moins nantis... et « habitués » (!) à leur sort.

Les économistes, pour leur part, ne sont pas clairs lorsqu'on les interroge à ce sujet.

Traditionnellement, ils distinguent trois types de facteurs intervenant dans la répartition des revenus à savoir :

- la terre en fonction de sa qualité et de sa fertilité,
- le travail des hommes et celui des outils et des machines et, en dernier lieu,
- le capital qui donne la rente pour la terre, le salaire pour le travail et le profit pour le capital.

Il ne s'agit pas ici de la répartition des revenus individuels mais d'une répartition fonctionnelle. C'est dans ce cadre que se situe le dialogue social car, ou bien les profits augmentent plus vite que les salaires et les salariés protestent, ou bien les parts de profit diminuent et les patrons annoncent des lendemains difficiles pour tous.

a) Nous sommes face à deux courants concernant la répartition des revenus :

1) Le premier est celui qui prend sa source chez Stuart Mill qui précise dans ses fameux « Principes d'économie politique » (1836) (voir annexe II) « *qu'il faut distinguer les lois de production, données par les conditions techniques, et les lois de répartition, réglées par les institutions humaines et les lois et coutumes de la société* ».

Il affirme donc que les formes de la répartition dépendent de décisions humaines et sociales que l'on peut modifier même en régime de propriété privée.

Il sera suivi sur cette opinion par une kyrielle d'économistes illustres, de toutes époques, dont Marx, Mrs Robinson, Pasinetti et bien d'autres.

Pour ce courant de pensée, le cœur du système final est le régime choisi de propriété.

La propriété serait ainsi la source des inégalités.

2) Le second courant vient de Ricardo (voir annexe II)

Pour lui, les salariés perçoivent le même revenu minimum de subsistance et les capitalistes, le même profit par unité de capital possédé en argent, outils, machines ou valeurs investies.

Les plus riches sont ceux qui détiennent les plus grandes surfaces de terre de meilleure qualité, étant de la sorte propriétaires du facteur de production limité et donc rare que constitue la terre agricole.

Dans cette configuration de type agricole, seuls ceux qui participent à la production peuvent légitimement prétendre à un revenu.

Cela s'applique de la même manière au capitalisme industriel où le salaire est strictement relié à l'emploi et les inégalités prennent source **dans la propriété** des facteurs de production.

Derrière cette théorie de la répartition s'annonce la lutte des classes comme moteur de l'histoire.

Toutefois, ce modèle de **Ricardo** n'explique que de manière très frustrée la diversité des revenus individuels.

Adam Smith, (voir annexe II) sous l'appellation « salaires relatifs », amorce un début de réponse à notre question en listant cinq causes expliquant les écarts individuels de salaires :

1. La pénibilité de l'emploi,
2. Le coût de l'acquisition des compétences,
3. La régularité de l'emploi et sa sécurité semblent être associés à des rémunérations plus faibles,
4. La responsabilité et la confiance que l'employeur exige du salarié,
5. L'incertitude et le risque lié à l'activité.

Autant il semble évident que le coût dans l'acquisition des compétences par les études par exemple, ou la responsabilité exigée d'un cadre, expliquent la hauteur des revenus, autant la pénibilité du travail dans ses risques humains n'est pas reconnue par un salaire décent.

Par ailleurs, si on compare le revenu d'un fonctionnaire qui ne prend pas de risques à celui d'un entrepreneur qui lui en prend, il est normal que ces risques soient valorisés par ses revenus.

Selon **Smith**, l'inégalité des revenus en monnaie compense parfaitement les désavantages réels comparés que supportent les individus selon l'activité qu'ils pratiquent. Elle valide de la sorte le sens commun qui fait de la rémunération la mesure des efforts et des mérites.

Mais face à la non-productivité des hommes de loi, des clercs, des juges, des professeurs,

Adam Smith (voir annexe II) n'a pas d'argument lié à la production pour expliquer l'inégalité des revenus chez les fonctionnaires.

En réalité, les économistes ne s'intéressent qu'au productif et au marchand, seul moyen pour eux de justifier les revenus.

Pour bien faire, il faut pouvoir observer dans sa totalité la répartition des revenus afin de comprendre les causes des inégalités de ces derniers.

Le 20e siècle va nous donner un outil précieux : **la statistique**.

L'appliquant à la répartition des revenus, on pourrait s'attendre à en tirer des schémas symétriques visant à une répartition moyenne. C'est le contraire qui apparaît, développant des résultats asymétriques en forme de cloche, dite *courbe de Gauss*, comme si l'aléatoire des résultats était déformé par une contrainte qui dénature le simple hasard.

Ce résultat asymétrique se retrouve aussi bien dans les pays riches que dans les pays pauvres.

Il s'agit donc de découvrir cet élément contraignant et agissant.

Seul **Milton Friedman** (voir annexe II) amorce une explication théorique introduisant un nouveau **facteur déterminant qui est celui du risque** au niveau de l'individu.

Il suggère que l'asymétrie est le résultat de la superposition de deux sous-populations numériquement inégales : l'une où les individus aiment le risque, entreprennent, et l'autre, beaucoup plus nombreuse attachée à la sécurité.

L'inégalité est ainsi le résultat de la libre entreprise dans une économie concurrentielle.

C'est donc ce goût du risque qui contrarie le hasard et fixe le degré d'inégalité en donnant à la courbe statistique une allure asymétrique.

Toutefois, et c'est une lacune, cette théorie n'est pas vérifiable d'une manière classique car il est impossible de déterminer la ligne de partage entre les audacieux et les frileux, d'évaluer l'énergie qui les anime ou les freins qui les habitent et ce sur une grande échelle.

A vrai dire, cette lacune est maintenant comblée.

En effet, il existe bien une loi théorique, fondée sur une explication et qui, confrontée aux données d'observation, s'y ajuste de façon statistiquement satisfaisante. C'est la loi de la Valeur-Temps.

b) Nous sommes immergés dans un monde à deux dimensions :

1) Le temps

Ce dernier est sans cesse mesuré par les heures et les minutes, structuré grâce à des horaires ou des espaces de vie, d'activités, d'expériences de rencontres, qui s'y déploient. C'est le cas pour tous les humains.

Nous donnons au temps la valeur de notre présence et savons que ce temps est limité, qu'il n'y a que 24 h. dans une journée et donc, que le temps est rare.

Ainsi, notre liberté, c'est-à-dire l'expérience fondamentale d'une vie personnelle, s'exprime de prime abord **par l'utilisation de notre temps**.

Si cette utilisation se veut rationnelle, chaque activité acquerra une valeur proportionnelle au temps qu'on lui consacre. Une passion mangeuse de temps prend, dans ce cas, beaucoup de valeur. Cette valeur est appelée par les économistes, **valeur d'usage** c'est-à-dire l'usage que peut en obtenir le consommateur.

De cette valeur, l'individu en a conscience mais ne peut l'évaluer en monnaie que par comparaison, car la valeur d'usage, ressentie en vérité, est propre à chacun et donc relative.

Lorsque je rencontre l'autre, **cette valeur d'usage** peut se transformer **en valeur d'échange** car on gagne toujours à donner le bien où l'on est relativement efficace, le bien qui vous prend le « moins de temps », contre celui qui vous en prend le plus pour l'obtenir, nous appuyant de la sorte sur la compétence de l'autre.

Par conséquent, l'échange nous permet de dégager du temps. Il nous fait gagner du temps et enrichit notre valeur d'usage.

Voilà pourquoi l'autre est indispensable car il nous rend capable de nous évaluer, il nous rend vivant et productif de par l'échange engagé et réussi.

2) La monnaie

L'introduction de la monnaie comme médiateur des échanges nous apparaît maintenant évidente. On ne doit pas dire, **le temps est de la monnaie mais bien la monnaie est du temps** car en réalité, c'est du temps que nous échangeons et la monnaie nous donne la maîtrise de ce temps.

Le troc ne permet d'échanger que des marchandises matérialisées, laissant ainsi une trace de l'échange.

Mais allez troquer un après-midi de congé qui a toute sa valeur personnelle, sinon par le souvenir échangé avec d'autres !

C'est possible toutefois si la monnaie intervient.

Comment ? En évaluant le revenu en monnaie de ce temps apparemment vide du point de vue matériel mais tellement riche du point de vue humain.

Ainsi, chaque fraction du temps est informée humainement et traduite en monnaie.

A la journée (vide en valeur matérielle) correspond une dotation ou un revenu, de 100 € par exemple. Et chaque fraction du temps est « informée » humainement par sa mesure en monnaie.

La monnaie rend palpable la valeur du temps libre.

Ce temps libre qui a disparu, ne subsistant que dans le souvenir, constitue un capital humain fait de compétences acquises, d'inventions, de rêves, de choix qui s'expriment et « **est rendu visible** »

aujourd'hui par la monnaie.

L'information et les compétences sont du capital humain (au même titre que le capital matériel d'un outil de production par exemple), forgé dans le passé pour s'exprimer aujourd'hui.

La valeur du temps libre se mesure par la plénitude humaine qu'elle peut développer.

La monnaie sert aussi de média dans les échanges de temps et comme chacun utilise son temps selon qu'il s'active, produit et échange, la monnaie est dès lors inégalement répartie.

De fait, ce que je crée avec mon temps reçoit, en contrepartie dans l'échange, plus ou moins de monnaie par rapport à mon voisin.

Selon les activités, le temps prend des formes concrètes, palpables ou immatérielles.

A comparer, l'artisan échange avec un nombre limité de personnes, tandis que le chanteur peut échanger deux heures de son temps contre les milliers d'heures additionnées de tous ses spectateurs.

De même, une activité réalisée plus rapidement procure plus de richesse et libère du temps libre que n'a pas l'artisan par exemple, aux méthodes anciennes de production.

Ainsi, plus on est riche, plus on peut bénéficier de temps libre c'est-à-dire de temps dont on a la maîtrise, dont on peut librement décider de son utilisation.

L'inégalité économique semble donc le prix à payer pour jouir de la liberté.

De plus, et cela va dans la ligne des inégalités des revenus, celui qui sera le plus efficace, qui pourra accomplir la même tâche en moins de temps, recevra plus de revenu en monnaie.

Oui, l'inégalité des revenus individuels est fatale et rien ne pourra changer les choses, à moins que n'intervienne l'application d'une loi sur la valeur-temps.

Cette loi théorique de la distribution des revenus impose que toute unité de temps, indépendamment de ses utilisations, reçoive un équivalent en monnaie, la dose minimale, que nous avons appelée le « Revenu d'existence ».

Donner un revenu d'existence à tous et de manière inconditionnelle permet

1. de supprimer l'exclusion du partage des richesses,
2. d'accroître le potentiel d'échanges, source de nouvelles richesses, en augmentant le nombre d'individus participants.

Il s'ensuit qu'instaurer le revenu d'existence assure un minimum de justice, élimine l'extrême pauvreté et permet à tous, aux riches comme aux pauvres, de devenir encore plus riches.

Mais la manière dont les individus vont utiliser le temps se traduira forcément par des inégalités de revenus, compte tenu du fait que chacun recherche librement son maximum de satisfaction suivant des critères qui lui sont propres.

Celui qui utilise son temps à produire gagnera plus que celui qui le consacre à méditer. Il y aura inégalité de revenus mais égalité de satisfaction.

« L'inégalité sociale » est traduite en monnaie.

Cette traduction ne rend pas compte de tous les paramètres qui interviennent dans une vie en société à savoir : du temps de rencontre, de créations artistiques, de ressourcement personnel, d'activités de hobby etc.

Il ne faut donc plus confondre

- **le revenu par rapport au travail appelé communément salaire et**
- **le revenu en tant que valeur d'échange du temps de chacun, du prix de son temps.**

Il s'agit là d'un revenu qui évalue la qualité productive de la relation humaine.

Cette valeur d'usage de « mon temps », celle vraiment réelle que je ne peux exactement mesurer ne se mue en valeur d'échange que par la relation aux autres.

Le rôle du marché libre et concurrentiel est donc d'orienter les capacités et les compétences vers les relations d'échange. Les formes manifestées du temps qui rejoignent le mieux les attentes et les préférences des individus sont les répartitions des prix du temps que nous avons appelée traditionnellement prix du travail.

C'est pourquoi, celui qui, par ses dons et la nature de son activité, obtient des revenus élevés, est mécaniquement amené à épuiser tout son temps en relation d'échanges s'il court après l'argent. Résultat, il perd sa liberté, il s'aliène.

A l'inverse, celui qui est exclu du marché du travail et qui, pourtant, a bien une valeur d'usage de son temps, ne reçoit pas de revenu d'activité car ses capacités potentielles n'ont pas été évaluées en prix coûtant. En conséquence, il n'a plus les moyens de sa liberté.

Tous prisonniers de l'illusion marchande, l'un se croit sans temps disponible et l'autre sans valeur. L'un se pense justifié d'être largement payé, puisqu'il contribue à accroître la richesse collective, l'autre se résigne et la société se prive des relations d'échanges auxquelles ce dernier pourrait participer et se contente de la compassion comme moyen pour venir en aide aux plus défavorisés.

Les plus actifs, les plus doués tombent dans le piège du marché et de l'argent, perdant ainsi leur liberté réelle car la vraie liberté est celle de la maîtrise de son temps.

Ne disposant plus d'aucun temps personnel au nom de la production et du profit, ils gagnent beaucoup d'argent. De ce fait, ils accroissent le gâteau dans le cadre d'un essor économique sans fin.

Au nom de cette croissance exigée, présumée par beaucoup, les dirigeants confisquent la liberté réelle en liant strictement emploi et revenu.

Ainsi, l'économie libérale est capable d'augmenter régulièrement sa production en sélectionnant les plus performants et en les contraignant, par la carotte et le contrôle, à orienter l'usage de leur temps potentiellement libre à des fins productivistes.

Elle exploite les différences en les transformant en « inégalités de revenus » et privent les individus de liberté réelle, tout en leur laissant l'illusion de croire qu'ils se comportent librement.

En réalité, le gène de l'inégalité des revenus, de la persistance des riches et des pauvres, est la confusion entre le prix du temps et le revenu.

Ce gène provient de l'attribution du prix du temps à une seule personne, propriétaire des biens de production, et de l'appropriation de ce prix du temps par certains à des niveaux invraisemblables hauts de salaires.

Pour éliminer ce gène, il faut séparer le revenu individuellement alloué du prix du travail et du capital. Proposer une société où cette confusion serait dévoilée et corrigée est pensable et cohérent.

Nous appellerons provisoirement ce système social « Le Communisme Libéral » car il associe dans ce cas la liberté et l'égalité.

Ainsi, la confusion entre le prix du travail et le revenu individuel approprié serait levée.

A l'idéal communiste correspondrait un revenu égal pour tous, le revenu d'existence. Pour chacun seraient ouverts les espaces de liberté où il pourrait exercer ses choix.

Rendant compatible la liberté et l'égalité, tous pourraient alors avoir les moyens d'assurer la liberté de leurs choix.

Actuellement, il est sans cesse demandé plus d'emploi salarié et pour tous, dans la production de biens et de services, alors qu'il n'y aura plus jamais de l'emploi au sens classique pour tous..

Cette sacralisation de l'emploi relève de l'utopie (ou d'un postulat moral) qui est toujours inscrite dans les mentalités où il est toujours convenu que le revenu vient du salaire.

Or, le salariat s'épuise et les communautés à idéal communiste ont échoué. Il nous faudra indiquer pourquoi et montrer comment ce que nous avons appelé « Le Communiste Libéral » se distingue de ces expériences « communautaires » expérimentées au cours de l'histoire.

2. Le Communisme dans l'Histoire et la nouveauté du communisme libéral

Introduction

Dans l'idéologie communiste, la lutte des classes est devenue la source unique de toute évolution, le seul moteur du mouvement.

Autant l'analyse ancienne des sociétés propose une tripartition de celle-ci entre « le prêtre », « le guerrier » et « le producteur », autant les classes dont parle le marxisme sont définies à partir d'un critère unique à savoir : la production de ressources matérielles.

Or, les mutations du monde d'aujourd'hui et la variété de ses modes de production laissent désarmés les adeptes du communisme sans autre arme archaïque que celle de l'affrontement simpliste entre les capitalistes et les prolétaires.

De nos jours, ce sont les mêmes protagonistes qui s'affrontent mais ils ont simplement changé d'uniforme. La masse des pauvres est toujours exploitée par les riches que sont les gouvernements conservateurs et les intellectuels libéraux.

Mais enfermer la marche de l'histoire dans un seul combat avec comme seule issue la dictature du prolétariat, c'est oublier que le communisme vient de bien plus loin que le marxisme.

Depuis la chute du mur de Berlin, nous avons tendance à le croire mort et enterré, alors qu'il n'en est rien.

En effet, pour les historiens du communisme, déjà au Moyen-Âge, des révoltes sociales et religieuses ont eu lieu en Italie sous l'impulsion de l'idéal communautaire franciscain.

Au 16e siècle, Thomas More écrit son « UTOPIE » qui inspirera l'Evêque Mexicain Vasca de Quiridaz pour son action sociale dans les villages de regroupements d'Indiens.

Ce communisme d'avant-garde augurait d'un nouvel âge de « L'Esprit » pour certains ou de l'application de la république de Platon pour d'autres.

Le départ décisif et conceptuel du communisme appartient à Jean-Jacques Rousseau et à la Révolution française.

La propriété est la cause de tous les malheurs :

« *Voilà pourquoi l'homme est né libre partout et partout, il est dans les fers* » écrit J.J. Rousseau.

Le mouvement ouvrier et la lutte révolutionnaire (1848) ont tôt fait de catalyser ces désirs de vie communautaire habitée par la justice.

Ce fut le socialisme puis l'internationale communiste.

Les sources du communisme sont bien antérieures à Marx.

En effet, le communisme plonge ses racines à la naissance même de l'humanité. C'est peut-être la raison profonde pour laquelle l'idée perdure et renaît périodiquement, comme le souvenir d'un âge d'or, d'un paradis perdu que les hommes cherchent inlassablement à retrouver

A. À la source des communismes

a) Les sources mythiques et religieuses

Emile Durkheim écrit, à propos de ces sociétés primitives, que « *Plus la vie sociale est prononcée, plus elle se confond complètement avec la vie religieuse, plus les institutions économiques sont voisines du communisme.* »

Toute organisation hiérarchique du clan est justifiée par la nécessité de garantir la survie grâce au **chef** qui sécurise face au danger, au **sorcier** qui invoque les forces invisibles et aux **esprits toté-**

miques guérisseurs qui mémorisent et entretiennent un savoir ancestral accumulé concernant la médecine.

Dans ces sociétés, l'arme est sacralisée, prolongeant la personne et incorporant la force « mythique » du chasseur.

Jean-Marie Auel (voir annexe II) montre clairement combien ces hommes, tout entiers pénétrés d'une mémoire étonnante, ne savaient que répéter indéfiniment les gestes du passé, étant incapables d'innover et d'anticiper.

Ils seront supplantés par les « homos sapiens » que nous sommes devenus. Mais une trace de cette société communiste primitive reste dans notre mémoire, au point que nous espérons inconsciemment son retour.

Le communisme dans ses formes multiples naît de l'effacement de l'individu. Pour autant, ce dernier n'est pas sans personnalité ni comportement différenciés, bien qu'il soit tout entier défini par le segment social auquel il appartient.

A l'origine de la socialisation, les sociétés étaient par nature à la fois communistes et religieuses. Nous sommes loin du matérialisme productif de Marx.

Bien plus tard, les Esséniens confirmeront le primat du religieux dans le projet communiste.

b) Les Esséniens

Les Esséniens constituent une secte juive du 1^{er} siècle avant Jésus-Christ dont on a retrouvé les manuscrits en 1967 (Manuscrits de la mer morte).

Dans l'écrit de Damas, texte N°5, de la Grotte N°1, on peut y lire :

« Les juges prélèveront une partie de cette somme pour leurs blessés ; avec une autre partie, ils aideront le pauvre et le nécessiteux, le vieillard, l'homme affligé d'une maladie de la peau, celui conduit en captivité par une nation étrangère, la vierge sans proche parent, le garçon sans défenseur. Le reste servira à pourvoir à tous les autres besoins de la communauté toute entière ».

L'objectif final était de substituer au monde perverti par le matérialisme et la concupiscence, un autre monde purifié étendu à tout Israël. Ce communisme est vécu comme une alliance avec Dieu, véritable accomplissement de l'ancienne alliance mosaïque. Le projet essénien a échoué et par la suite, le christianisme primitif s'en est inspiré.

On peut lire dans les actes des apôtres :

« Ils vendaient leurs propriétés et leurs biens et ils partageaient le produit entre tous. »

Mais cet élan initial des chrétiens s'essouffla vite.

Pourquoi dès lors, ce communisme initial ne parvient-il pas à s'inscrire dans la réalité ?

Pourtant, **il ressurgit** sans cesse dans l'histoire sous d'autres formes telles que celle des Jésuites au Paraguay.

c) Quelques expériences communistes

Nous sommes au début du 17^e siècle et le Roi d'Espagne Philippe II demande aux Jésuites d'évangéliser **les indiens Guarani**.

Si les Jésuites réussirent si bien, c'est parce qu'ils apportaient en quelque sorte le paradis au peuple Guarani à savoir : la paix et l'abondance.

Toutefois, les chamans, privés de leur autorité, ne cessèrent de s'opposer à l'influence spirituelle des Jésuites.

Voltaire, Lafargue et le gendre de Karl Marx vantèrent cette république qui concrétisait celle de **Platon** et les utopies de la Renaissance.

Les ordres monastiques ont aussi fondé des sociétés « de partage » de même que le protestantisme dissident venant de Suisse avec les anabaptistes.

Bien avant l'espérance communiste laïque ou sécularisée, qui apparaît au 19^e siècle en Europe avec le socialisme utopique, le Nouveau Monde américain attira nombre de projets cherchant à réaliser les cieux sur terre.

Le premier à partir ainsi fut **Peter Plockhoy**, protestant hollandais qui voulut dans ce monde neuf, expérimenter sa théorie religieuse d'une république « dite » coopérative.

Des groupes aux noms exotiques tels que Ephrata, Paradise, Bethléem, Shakers, Kelpiens furent créés, mais toujours sans succès durable.

Mais pourquoi alors le communisme échoue-t-il partout et tout le temps, hormis ses applications dans les sociétés de chasse et de cueillette ?

B. L'échec du communisme est-il fatal ?

N'y aurait-il pas un obstacle fondamental, *quasi sui generis*, que nous cachent les apparences et qui rend le communisme inapplicable, hier comme aujourd'hui ?

Pourtant, il paraît naturel dans le clan où la « valeur » suprême est celle de la survie du groupe. Chaque individu, dans ce contexte, considère comme bien premier, l'attachement et l'appartenance au groupe comme son propre bien.

Louis Dumont (voir annexe II) appelle cette dimension idéologique « *l'holisme* ». Il lui oppose « *l'individualisme* » lorsque l'individu devient la valeur suprême, son intérêt passant avant l'intérêt général.

Appelons « dimension idéologique » la façon dont chacun se pense, pense le monde dans lequel il vit et se situe en son sein. Cette dimension première (i) est la source à partir de laquelle s'élaborent l'organisation du groupe et les ressorts des attitudes personnelles.

Deux autres dimensions entrent aussi en ligne de compte à savoir : la dimension sociologique (ii) (relation à l'autre) et la dimension économique (iii) (gestion des biens).

Nous n'en avons pas fini car, à bien observer, il faut y ajouter la dimension du temps (iv) (situé et donc historique).

Dans le clan, l'individu y est reconnu à travers des fonctions hiérarchisées telles que celle du **chef**, du **sorcier** ou bien à l'occasion d'événements, comme l'exploit d'un **chasseur**, la **qualité d'un artisan**, la victoire dans la compétition inter-clans lors de regroupements festifs.

La rivalité, la compétition, le désir d'accomplissement personnel et de reconnaissance, propres à tout être humain, ne sont pas absents, mais ils sont encadrés, circonscrits, ritualisés par le sacré pour ne jamais mettre en péril la valeur suprême que représente le clan dans sa totalité. Ainsi, le sacré et la pratique du bouc émissaire ont permis d'éviter les dérives.

Dans ce cadre, la dimension économique est tributaire des dimensions idéologiques et sociologiques. Il y a les choses sacrées sous l'autorité du chef et du sorcier, communes à tous.

Il y a les choses concrètes, indispensables à la vie de groupe et qui sont partagées, **possédées** au sens magique du terme parce que vitales et **non-appropriées** au sens de la propriété personnelle.

Dans ce contexte, le partage des biens courants, relativement abondants, pris sur la nature, en devient naturel.

Le communisme est alors naturel et toute autre configuration est simplement inconcevable car la survie du clan et de l'individu **en dépend**.

Aujourd'hui, le retournement est quasi parfait. Le communisme paraît impensable. Parmi les florilèges de critiques acerbes du communisme, en voici trois :

« Ces doctrines ne sont pas seulement imbéciles ; elles sont infâmes. Si elles étaient réalisables, elles mèneraient directement, ainsi que l'a démontré Herbert Spencer, à une nouvelle forme d'esclavage, plus hideuse que celles qui firent gémir l'humanité. » Georges Darien, La Belle France. 1901

« Celui qui étudierait avec soin toutes les doctrines communistes depuis Platon jusqu'à Babeuf et depuis les Esséniens jusqu'aux Mormons, y trouverait toujours, à travers les différences introduites par le génie des créateurs... qu'elles aboutissent à la négation la plus absolue de la liberté. La raison en est toute simple : on commence à réduire l'individu à ses propres forces, en le dépouillant. »

Jules Simon, « La liberté civile », 1867.

« Le terrorisme et le communisme, combinés et se prêtant un mutuel appui, ne sont autre chose que l'antique attentat contre les personnes et contre les propriétés. » Victor Hugo, « Choses vues » (œuvre posthume, 1888).

Le communisme tue l'individu. Comment en est-on arrivé là ?

a) La genèse de l'individualisme

Selon **Louis Dumont** (voir annexe II), la genèse de l'individualisme se situe dans cette attitude du « **renonçant** » qui se retirait du monde à vrai dire très cloisonné et qui lui imposait des relations très contraignantes afin de trouver, grâce à cette mise à distance, la pleine indépendance personnelle (individuelle).

Cette attitude, on la retrouvera chez les gnostiques chrétiens, se considérant comme n'étant pas du monde, et aussi chez tous les ermites, ascètes, anachorètes, moines des monastères bouddhiques, tibétains, chrétiens.

Le germe de l'individualisme s'inscrit dans l'égalité chrétienne concernant toute personne prise isolément.

« Il ne peut y avoir ni juif, ni grec,... ni esclave, ni homme libre,... ni mâle, ni femelle, car vous êtes tous un homme en Jésus-Christ. », écrit Saint Paul.

La première valeur est la non-adoration de l'Empereur et des dieux, et le refus de tuer d'autres hommes pour satisfaire les impératifs militaires.

Dans ce monde, la relation aux hommes prime sur la relation aux choses et dans ce contexte, l'appropriation personnelle de biens ne fait pas problème.

Ainsi, la mise en commun des premiers chrétiens s'est transformée en une aide aux plus faibles.

Historiquement, le christianisme a eu comme allié le monde grec où, après la démocratie d'Athènes, la citoyenneté se réduit en une liberté intériorisée car il n'y a plus de débats collectifs ni d'unité enveloppante.

L'individualisme se développe chez **les stoïciens** dans une autarcie du sage, chez **Epicure** en recherche du bonheur individuel et chez les sceptiques qui introduisent la valeur individuelle du doute...

La philosophie grecque était prête ainsi à accueillir la révolution chrétienne et **le rapport si singulier que chaque individu, en conscience, tissait avec Dieu.**

Au 3^e siècle après Jésus-Christ, **le néo-platonisme** « autorisa en raison » cette relation individuelle

avec Dieu, permettant aux chrétiens de fonder leur foi aussi sur la raison.

Ainsi, le chrétien qui se sentait toujours séparé du monde ordinaire et aspirant en un autre monde comme les Esséniens, se trouve désormais en mesure de s'inscrire dans le monde. Cette conquête de l'individualisme fut une longue histoire.

b) L'individualisme moderne

Il prend sa source dans la prise du pouvoir temporel de l'Eglise après la conversion de l'empereur Constantin.

Ceux, comme les gnostiques, qui se déclarent hors du monde sont déclarés hérétiques.

Comme représentante de Dieu sur terre, l'Eglise développe la conscience morale personnelle par son enseignement. Elle encadre les fidèles, les dirige et les sanctionne.

Elle gouverne le monde intellectuellement et concrètement par l'entremise de son pouvoir temporel. Le chrétien originellement en relation avec son Dieu, séparé du monde, est maintenant totalement inséré dans le monde grâce à la médiation de son Eglise.

Son individualisme continue à s'affirmer derrière le voile d'une liberté contrainte et limitée par les commandements de l'Eglise institutionnalisée.

Mais le pouvoir corrompt et **Luther** a protesté (protestant) face à cette dérive. Il permit aux fidèles **d'entrer directement en contact avec Dieu** par la Bible (parole de Dieu) qu'il traduisit en allemand.

Ainsi, il supprima tous les intermédiaires et mit l'individu face à ses responsabilités.

C'est **Calvin** qui dira : « *Ce n'est pas l'Eglise qui fait des croyants ce qu'ils sont, mais les croyants qui font de l'Eglise ce qu'elle est.* »

Pour Calvin, **l'individu devient un élu de Dieu** (responsable) et sa vie est prédestinée. Dans cette logique, **la richesse**, la santé, le pouvoir sont considérés comme des **bénédictions de Dieu**.

De la sorte, la relation aux choses, la dimension économique peut submerger la relation aux hommes... Et **le capitalisme peut prendre son envol**.

Ainsi, la dimension idéologique aura accompli une véritable mutation de l'holisme d'origine à l'individualisme comme valeur suprême.

Marx dira plus tard que la relation aux choses va illusionner le monde au point de cacher les véritables rapports humains.

Cette relation aux choses va susciter des guerres économiques entre Etats et entre producteurs.

Les rapports de force seront seulement cadrés par la conscience morale des individus, réduisant la violence physique et pacifiant les relations humaines. Cette conscience morale n'a pas empêché d'appauvrir la population au nom du pouvoir.

Cette dimension de rivalité par les choses a trouvé son ressort dans la rareté matérielle. L'appropriation et l'accumulation des biens et des richesses réelles et monétaires vont devenir le vecteur préférentiel et légitime (moralement) de l'affirmation d'une supériorité, et de l'accomplissement de soi à travers la reconnaissance par les autres de son propre épanouissement.

La propriété va devenir le symbole sacralisé de l'individualisme et Proudhon pourra s'écrier :

« *La propriété, c'est du vol, mais la propriété, c'est la liberté.* »

Le capitalisme marchand bouleverse le monde féodal. (*Années 1500*).

Les princes de robe et d'épée, épuisés par leurs luttes incessantes, ruinés par **leur vie dispendieuse**, empruntent aux banquiers.

Ils s'entourent de conseillers et une « économie-monde » naît après la découverte de l'Amérique

(1492). Les échanges se multiplient, l'or abonde et les marchands s'enrichissent.

Les terrains communaux à usage collectif sont clôturés et deviennent des propriétés privées (*loi sur les « enclosures »*).

Les pauvres fermiers sans cultures sont chassés. Ils se vendent comme journaliers ou se réfugient dans le vagabondage ou la rapine. Vols et violences s'accroissent. On emprisonne. On érige des gibets. « *Moins les voleurs échappent aux châtiments, plus ils pullulent* », diagnostique **Thomas More**. (voir annexe II) Que faire ? Se demande-t-il déjà, avant Lénine.

Il y a certes la tentation du renoncement au monde, la « Tour d'Ivoire » que les privilégiés de la naissance, de la culture ou de l'argent peuvent rejoindre. C'est le cas d'**Erasmus** (voir annexe II) et de son ami **Thomas More** (voir annexe II) qui se dit : **il y a peut-être une autre voie** et il écrit l'Utopie en s'interrogeant : « *et si le mal venait de l'économie et de l'organisation de la société ?* »

Notre monde d'aujourd'hui ressemble fort, toutes proportions gardées, à cette époque : augmentation de la pauvreté et de l'insécurité, peste noire (aujourd'hui le Sida).

Toutefois, le retour d'un « socialisme utopique » ou de tout autre modèle communiste paraît improbable dans notre monde devenu très individualiste.

Remarquons que « le communisme » a pris forme dans « l'Utopie » de Thomas More.

Nous allons y découvrir l'ambiguïté qu'elle contient.

Elle révèle que le communisme, implanté dans une société idéologiquement individualiste, semble inexorablement condamné à se transformer en totalitarisme.

c) L'ambiguïté de l'Utopie de Thomas More, ou le totalitarisme comme fin inévitable du communisme

A première vue, UTOPIA est une cité idéale où règne la paix. Tout y est parfait, géré, organisé.

Le profit n'est pas l'objectif, la propriété et la monnaie sont supprimées. Tout y est redistribué à la population qui est rétribuée en unité-plaisir. L'éducation est gratuite et les malades sont soignés.

Toute l'organisation rend le plaisir individuel compatible avec le plaisir collectif. Pour Thomas More, le plaisir de faire le bien est inné chez l'homme. Et c'est l'organisation de la société qui permet la chose.

Dans ce pays autarcique, coupé du monde, tout est symétrique, uniforme.

Chaque rue est encadrée de deux rangées de constructions continues et identiques. Chaque maison a deux portes : l'une donnant sur la rue, l'autre sur le jardin. Après tirage au sort, les locataires changent obligatoirement de domicile tous les dix ans pour occuper une nouvelle maison en tous points identique à la précédente. Chaque famille est composée de quarante personnes.

Vingt personnes, c'est-à-dire la moitié, retournent chaque année de la campagne à la ville après y être restées deux ans. Les mêmes individus sont ainsi alternativement citadins et paysans.

La révolution culturelle chinoise se serait-elle inspirée de l'Utopie de Thomas More ?

Il y a deux classes sociales : les ouvriers et les lettrés. Ceux qui ne sont pas productifs sont fustigés ou éliminés comme les oisifs, les paresseux, les philosophes, les avocats, les hommes de loi, les moines et certains marchands.

Toutefois, les ascètes qui ne coûtent rien, mangent peu et témoignent de leur foi sont acceptés.

Les horaires sont réglés du lever au coucher du soleil.

UTOPIA n'est pas une unité harmonieuse à l'instar d'un monastère. C'est une uniformité.

C'est une société figée, rigidifiée, mortifère, sans la vie et ses surprises créatrices, sans les évolutions qu'elle produit. C'est une société totalitaire où l'égalité se confond avec l'indifférencié.

Qu'a donc vraiment voulu Thomas More ?

Ou bien il croit en ce monde parfait ou bien il est conscient de l'impossibilité de construire une telle société.

Non seulement, il donne à ce pays le nom d'UTOPIA qui signifie « *Pays de nulle part* », mais il nomme sa capitale « *Amaurote* » qui veut dire « obscur, difficile à voir », son fleuve « *Anhydre* » qui signifie « sans eau » et son Prince « *Adème* » qui est « sans présence ».

Comme la croix gammée hitlérienne qui est la croix de vie inversée, UTOPIA est l'image inversée, obscure de la république de Platon ou de la cité du Soleil de Campanella, un monde sans vie, un monde mort.

Il est clair que Thomas More n'aurait pas voulu vivre dans ce pays mais, par cette création littéraire, il indique à quel point, tout en espérant la paix et l'égalité, un tel monde était impensable vu sa dérive vers un totalitarisme mortel.

Plus que Marx, **Thomas More est un prophète** car l'histoire récente du 20^e siècle symbolisée par le nazisme et le stalinisme lui aurait donné raison, si notre hypothèse sur ses intentions profondes sont exactes concernant l'impossibilité de construire une telle société « égalitaire ».

C. Pourquoi, dans une société individualiste, une idéologie holiste se transforme-t-elle en dictature totalitaire ?

Nous pensons que pour faire émerger le bien commun comme valeur dominante dans une société d'individualistes, il faut que certains acceptent **l'effacement d'eux-mêmes** au profit du collectif et choisissent de subordonner leur intérêt à l'intérêt de l'ensemble.

Pour entraîner les individus dans une telle acceptation, il faut que le bien commun devienne une valeur suprême qui s'appuie sur une force transcendante qui légitime ce changement d'attitude. Dans l'histoire du marxisme par exemple, le peuple comme « identifiant collectif » s'est substitué à Dieu.

Il fit office **d'aimant** qui donne nature, forme, symbole, sens au bien commun recherché : « Bien commun » au niveau des relations entre les hommes et « Bien commun » dans les relations aux choses.

a) Si on utilise le ressort sociologique comme aimant mobilisateur, les autres avec lesquels il faut rivaliser, qu'il faut combattre, qu'il faut dominer pour prouver sa supériorité (individuelle!!) et collective, doivent être désignés.

Et Hitler s'en est chargé en sacralisant l'idée pratiquement transcendante du combat.

Dans « *Mein Kampf* », il écrit : « *L'idée du combat est aussi vieille que la vie elle-même car la vie se perpétue grâce à la mort au combat d'autres êtres vivants. La lutte est la mère de toutes choses. Ce n'est pas grâce aux principes d'humanité que l'homme peut vivre ou se maintenir au-dessus du monde animal, mais uniquement par la lutte la plus brutale.* ».

L'adversaire fut désigné et le racisme et l'antisémitisme ont servi de force d'aimantation autour du Führer, du chef faisant office d'aimant.

Cette agrégation par le combat, ce retour à l'idéologie holiste ne peut qu'exclure, interdire, éliminer toute propension individuelle, bâillonnant toute velléité de contestation à cause d'un unanimité nécessaire à la lutte armée.

Tout cela ne peut qu'engendrer un régime totalitaire.

b) Il en va de même pour les relations aux choses

Le processus ne diffère pas lorsque sont en jeu, non plus les relations aux hommes, mais les relations aux choses.

Elles aussi imposent « un ordre de fer » et interdisent toute remise en cause au nom de la lutte des classes.

Il faut, dans ce contexte idéologique, éliminer les autres, les riches et cela demande « de la discipline aveugle » qui se transforme en totalitarisme où l'individu ne se retrouve plus.

Que de balbutiements dans l'histoire humaine !

Toutes ces expériences douloureuses, qu'elles soient collectives ou individuelles, peuvent se lire comme les accidents placés devant les pas de l'enfant qui grandit et ce, pour lui faire découvrir le meilleur chemin de la vie. Est-ce le prix à payer ?

Au point où nous en sommes dans notre recherche, examinons de plus près le dernier avatar du communisme : celui de Marx.

3. L'erreur de Marx

Le développement de l'idéologie individualiste enclenche donc un processus logique que l'on pourrait presque ériger en loi scientifique où, inéluctablement, la relation aux choses se substitue hiérarchiquement à la relation aux hommes.

Dans sa forme achevée, cette idéologie façonne une représentation du moi et du monde où, au lieu que chacun se perçoive d'abord comme un élément du Tout, il se sent au mieux participant à une réunion d'individus sans plus...

La sécurité vitale reste toujours la priorité absolue. Mais plutôt que de l'attendre de la collectivité, l'individu compte avant tout sur lui-même. Il cherche les moyens de garantir sa sécurité, la permanence et la qualité de son existence. Il les trouve dans les choses qu'il possède, conserve, maîtrise, en un mot dans la propriété privée qui lui assure des flux de ressources réguliers dont il contrôle la libre disposition. Selon les époques, la terre, le capital ou les outils de production furent prioritaires.

Ainsi, dans un monde de rareté matérielle, s'engagent la rivalité et la compétition. Il s'agit de s'assurer une bonne vie grâce à la propriété et ce, au nom de l'individualisme comme valeur suprême.

L'erreur de Marx, c'est de **s'être focalisé sur la propriété individuelle** de la classe bourgeoise qui s'est appropriée les biens de production (le capital financier et la technique) sans envisager un éventuel partage des ressources produites.

Cette obsession de la propriété privée transparaît dans sa conception du communisme où l'individu se comporte vis-à-vis de lui-même en copropriétaire.

Pour Marx, l'individu est sans propriété personnelle. Toutefois, il peut **être possesseur** quand il travaille la terre parce qu'il est un élément et un membre de la communauté qui est « le propriétaire suprême ».

Marx est, sans s'en apercevoir, totalement imprégné de l'idéologie individualiste.

Il fait de l'absence de propriété individuelle des biens de production le critère qui détermine fondamentalement le communisme.

Il écrit : « *L'individu use de la terre comme d'une langue commune et même lorsqu'une parcelle lui est primitivement concédée, c'est plus pour faciliter l'exploitation de cette source de production, que pour le « séparer » de la communauté. L'individu sait que sa parcelle se coule dans une appartenance collective.* »

Hors du communisme, le travailleur comme individu autonome ne l'est pleinement que lorsqu'il est « propriétaire » de son travail, donc de lui-même, et qu'il s'accapare personnellement la totalité du produit de son travail.

Le « produit » du travail a une valeur d'usage liée au temps consacré à « le produire », mais il a aussi une valeur d'échange exprimée en monnaie qui constitue le revenu personnel.

Dans les faits, le capitalisme s'est attribué la « valeur d'échange » et n'a concédé au travailleur qu'une valeur d'usage, réduite au minimum de salaire, juste suffisant pour pouvoir continuer à vivre et à produire. Ainsi, transformé en une marchandise, le travail est devenu une propriété étrangère au travailleur. C'est l'aliénation du travail par le capitalisme.

Marx a génialement déchiré le voile de l'illusion marchande, montrant l'antagonisme entre deux propriétaires, le capitaliste et le prolétaire, l'un s'appropriant au détriment de l'autre, la plus value de son travail.

Mais l'individu qui apporte sa contribution à la production postule et même réclame que les fruits de cette dernière lui reviennent en propre.

Face à cette revendication, **le communisme de Marx laisse pendante la question essentielle, à savoir, qui gère les fruits, qui décide du partage individuel des richesses communes et comment s'effectue-t-il ?**

L'expérience historique du communisme soviétique nous montre à quel point l'individualisme a pris le dessus au point que, à l'instar « des capitalistes », de nouveaux privilégiés se sont réservés la meilleure part, faute de critères de redistribution équitable.

Dans une telle configuration, le totalitarisme apparaît comme une fin inévitable.

Il nous faut donc dépasser Marx. Et tout ce que nous vivons aujourd'hui nous y invite et nous éclaire. Nous sommes les acteurs, pour l'heure inconscients, et les témoins souvent angoissés d'une prodigieuse mutation de l'humanité. Vécue douloureusement, tant elle bouleverse nos repères antérieurs, elle annonce pourtant, lorsqu'elle est décryptée, une métamorphose qui pourrait être heureuse.

4. La mutation et l'éveil d'une conscience planétaire

De nos jours, la liberté individuelle de conscience, qui se voudrait absolue, est l'étoile qui guide nos pensées et nos actions.

L'individualisme paraît irrésistiblement s'emballer. Il accroît richesses et inégalités, domination et conflits. L'économie n'est plus que la manifestation de la primauté des relations par les choses. La propriété et le marché se nourrissent de la souffrance d'une masse d'êtres humains. Ils excluent nombre d'hommes et de femmes, ils les rivent à la pauvreté, les condamnent à lutter pour leur survie, ils détruisent des vies. Voilà ce qui est l'évidence.

Pour Marx, l'émergence du capitalisme sur les vestiges de la féodalité n'était qu'un mécanisme de transformation.

Ce capitalisme, à l'oeuvre encore aujourd'hui, a tendance à perpétuer des comportements qui deviennent les fossoyeurs d'un monde qui meurt.

Ce que nous observons avec le chômage, la flexibilité, la mondialisation, les délocalisations etc., c'est l'expulsion des travailleurs de leurs conditions antérieures de salariés d'un système capitaliste en voie de dissolution.

Toutefois, du nouveau arrive qu'il nous appartient de prévoir et d'organiser pour en faire un progrès.

Tout est là présent à qui veut prendre de la hauteur : l'éveil d'une prise de conscience collective qui façonne lentement mais sûrement une nouvelle idéologie solidariste, ainsi que les moyens matériels et humains que l'individualisme nous a permis d'obtenir.

Nous avons vu qu'à l'origine, dans le clan, chacun s'efface devant l'unité du groupe. Cela conduit à un communisme naturel de partage et d'entraide au nom de la survie de tout un chacun. Il s'agit là indubitablement d'une conscience très semblable à la nôtre avec ses interrogations existentielles, mais héritière des comportements des animaux vivant en bandes.

Nos ancêtres se sentaient inclus, participant de la sorte à toute la nature environnante. Ils se laissaient traverser par la vie et ses vibrations. Ils la respectaient, allant jusqu'à la remercier et demander la protection des animaux qu'ils étaient obligés de tuer, en prédateurs, pour se perpétuer.

Puis, avec l'évolution, la conscience individuelle s'enrichit et s'affirme. Elle se libère petit à petit des dogmes et des carcans religieux qui furent positivement fédérateurs pour se tourner vers la fabrication de « choses » qui n'apparaissent pas spontanément.

L'être humain développe ainsi les sciences et les techniques et parvient, dans les années récentes, à vaincre la rareté matérielle.

Mais malheureusement, les comportements de l'homme vis-à-vis de la nature, des êtres vivants et de leurs semblables, laissent planer un doute sur la réalité de ses progrès de conscience.

En effet, le fantastique développement économique a dévalorisé la terre par la machine et le capital technique, au détriment de la qualité de vie individuelle et sociale.

Aujourd'hui, le capital humain est menacé par un capitalisme cognitif (et donc élitiste). A l'avenir, il est plus que probable que les progrès des connaissances et des réalisations s'accroissent plutôt qu'elles ne s'épuisent.

Des signes de cette accélération de la conscience collective abondent, mais ils sont souvent mal perçus ou mal interprétés car ils révèlent négativement les aspects contradictoires du fonctionnement de notre monde et mettent à nu les résistances **d'arrière-garde très puissantes des habitudes** d'un monde qui est entraîné de disparaître.

Pour preuve, les paroles de sagesse telles que « *L'argent ne fait pas le bonheur... mais il y contribue* » ou encore « *Aimer, ce n'est pas se regarder l'un l'autre mais regarder ensemble dans la même direction* » sont propagées de par le monde par le truchement des médias et d'internet. Cette diffusion, personne ne la conteste.

Il n'empêche que, comme le « drogué » qui ne résiste pas à la tentation, l'individualisme et l'empire des choses nous dirigent et nous font espérer qu'en ayant du temps et de l'argent, nous serons heureux. Or nos expériences examinées lucidement nous démontrent que ce chemin de l'AVOIR POUR l'ÊTRE en passant par le FAIRE est un leurre et ne mène jamais au bonheur et à la plénitude car le manque de « choses » existera toujours.

Rien de bien nouveau, dira-t-on. Depuis des siècles, nos traditions philosophiques et aujourd'hui les résultats des sciences humaines parviennent aux mêmes conclusions.

La nouveauté réside dans le fait que nous le savons et que nous sommes de plus en plus nombreux à le savoir.

Nous savons que, si nous sommes serein et heureux, nous agissons de manière naturellement harmonieuse.

La nouveauté, c'est que nous sommes conscients de ce « meilleur » pour notre vie et qu'en même temps, nous ne passons pas aux applications concrètes un peu comme l'alcoolique qui ne tient pas ses promesses de sobriété.

Parce que nous avons collectivement vaincu la rareté matérielle, nous sommes prêts à reconnaître la futilité des choses matérielles et de la monnaie dont l'excès peut devenir néfaste.

Cela peut nous porter à la mesure dans le désir d'AVOIR.

Malheureusement, le monde environnant et les médias valorisent tout ce qui se voit, se montre et s'exhibe : Argent, Stars, Vedettes sportives et dans le même temps, il nous est aussi révélé la tristesse indicible qui envahit « ces personnes riches et apparemment heureuses ».

L'excès de richesse rend mal à l'aise les riches eux-mêmes, d'autant que les médias étalent, aux yeux de tous, la pauvreté dans le monde.

Ces personnes fortunées s'interrogent et tendent d'aider les démunis sans pour autant remettre en cause les systèmes et les mécanismes qui les ont fait devenir riches.

En réaction (par compassion ?), les ONG captent l'émotion et concrétisent, par leurs actions, l'apaisement des consciences face au spectacle de la misère.

Toutefois, les pays développés n'ont pas renoncé à leurs privilèges exorbitants.

Les délocalisations, par exemple, sont douloureusement vécues (on peut le comprendre...), alors qu'apporter au Tiers Monde des emplois et des salaires, même faibles, n'est-ce pas transférer à ces populations démunies, un peu de nos richesses ? La solidarité avec ces pays n'est pas encore suffisante, puisque nous nous précipitons tout de même pour acheter au plus bas prix ces produits fabriqués ailleurs avec des salaires de misère.

L'égoïsme de l'individualisme est encore bien présent dans nos sociétés enfermées dans leurs privilèges.

Pourtant, tout devient transnational, mondial, planétaire. Depuis que les satellites et les voyages spatiaux nous ont montré notre belle terre bleue, notre représentation de nous-mêmes et du monde a changé. Chacun commence à se sentir à la fois petit élément d'un tout, palpitant et vivant, grandi par l'appartenance à l'unité. Des concepts nouveaux envahissent nos esprits comme : *développement durable, éthique, humanitaire, responsabilité collective*, mais hélas, leurs applications concrètes restent encore parcimonieuses.

Toutefois, on assiste à l'émergence d'un sentiment d'appartenance à un monde unifié qui amène à du « solidarisme ».

Ce monde vit un danger. Ce danger fait éclore un discours holistico-écologiste qui insiste sur l'urgence d'y remédier. Mais ce discours porte en soi le germe d'un totalitarisme.

L'individualisme existant en a peur mais, conscient quand même du risque que court la planète, se dédouane toutefois de sa responsabilité personnelle derrière l'existence des mouvements écologistes et altermondialistes.

On nage en pleine incohérence, tiraillés entre deux peurs : celle de voir le monde s'abîmer... et celle de perdre sa liberté dans des contraintes nécessaires à son salut.

Le « solidarisme » naissant sera-t-il assez fort pour transcender, et l'idéologie holistique, et l'idéologie individualiste ?

Le défi est de taille à savoir : fixer des limites aux comportements dévastateurs sans faire tomber pour autant une chape de plomb sur les capacités créatrices et illimitées des hommes.

En fait, repérer les limites, les observer et les étudier permet de les dépasser sans danger ou de les contourner.

Développer cette **nouvelle idéologie solidariste**, c'est chercher le chemin d'expansion entre ces deux rives extrêmes que sont la défense de l'individu ... et le souci du bien collectif.

Il ne s'agit plus d'agrèger les hommes en les attirant **par aimant** pour les rassembler, les uniformiser dans leurs pensées et leurs actions, mais bien **trouver le chemin vers l'harmonie** et vivre solidaire dans l'unité sans trop déterminer les choses, laissant ainsi s'exprimer la liberté individuelle.

Tel est le nouveau défi de l'humanité après avoir vaincu la rareté matérielle.

Elle pourra s'appuyer dans son discernement sur le critère suivant : cette nouvelle idéologie solidariste, *« apporte-t-elle à tous plus de liberté, plus d'égalité, plus de responsabilité ? »*

Somme toute, il nous faut redéfinir « l'utopie ».

L'utopie n'est pas une fiction rêvée. C'est une représentation imagée et consciente d'un projet commun mûrement réfléchi. L'utopie est réaliste.

Elle naît du mariage de l'intelligence et du cœur, du pragmatisme et de l'idéalisme en s'appuyant sur les expériences du passé. Elle se tient en éveil pour débusquer les résistances, vérifier l'imagination, rallumer l'enthousiasme.

Un communisme métamorphosé, libéral, unissant les hommes de toute la terre peut-il être cette nouvelle utopie commune ?

II. VERS UNE SOCIÉTÉ LIBÉRALE ET FRATERNELLE

Nos sociétés sont en pleine métamorphose. Leurs mutations font peur. Des résistances tirent vers le passé idéalisé, mais rien n'y fera. La transformation est en route et nos concitoyens devront, bon gré mal gré, en devenir les nouveaux architectes.

Ils devront anticiper c'est-à-dire contrôler le présent et orienter l'avenir.

En 8000 ans d'histoire, l'humanité s'est initiée à la révolution néolithique par l'organisation de son agriculture et de son industrie. Elle a lutté ainsi contre la rareté matérielle, à commencer par les ressources alimentaires.

Le résultat est maintenant acquis. Nous sommes aujourd'hui capables de produire « **de tout en trop** » grâce à une lente mais efficace organisation productive, au marché de plus en plus large et mondialisé, à la monnaie comme moyen d'échange (anonyme), au salariat et au capitalisme qui a réuni ces derniers siècles les forces financières nécessaires pour parvenir à un tel résultat bénéfique...

Malheureusement, cette production ne profite qu'à une petite fraction de l'humanité.

Progressivement, au nom de l'individualisme, la dimension économique (la relation aux choses) a supplanté la dimension sociologique (la relation aux hommes).

A la source d'un grand développement matériel, l'individualisme a engendré aussi une mutation majeure à savoir : **le contrat de travail**.

Ce contrat détermine, juridiquement parlant, la relation entre deux individus reconnus libres.

De là est né le salariat qui, aujourd'hui, a atteint une sorte de perfection mais aussi sa limite parce que le plein emploi appartient au passé.

Le travail devient une marchandise pour l'industrie qui paie un salaire dont le taux est fixé par le propriétaire de l'outil de travail.

Le contrat à durée indéterminée (C.D.I.) s'impose à tous comme le moyen d'assurer au patron un travail régulier, (bien qu'il puisse rompre ce contrat à tout moment) et au travailleur, un salaire garanti lié à ce travail.

Cette sécurité relative attirera les gens de la campagne vers la ville où la monnaie devient reine.

Ainsi le travail salarié est devenu « emploi » et **l'emploi salarié est devenu le mode préférentiel d'obtention d'un revenu en monnaie**, c'est-à-dire la reconnaissance d'une existence économique et sociale. Tout est alors en place pour que le processus de la chaîne des échanges s'allonge.

On produit ici pour vendre ailleurs et une mobilité commerciale se développe au niveau mondial.

Toute marchandise fabriquée, étant elle-même le résultat final d'une chaîne d'opérations successives, tout service presté, sont évalués par le marché en une suite **d'échanges qui sont en fait des échanges de temps**.

Ainsi le prix du temps reste la contrepartie d'un contrat personnel et la source d'un revenu individuel.

Attention, cette organisation salariale, où chacun trouve sa place et touche un salaire, **n'est parfaite qu'avec le plein emploi**.

Trouver un emploi reste vital pour ne pas se marginaliser, mais en même temps, impossible dans certains cas.

De plus, vu l'allongement de la chaîne d'échanges de temps, il est difficile de juger si la rétribution est équitable par rapport à la richesse globale.

Le marché concurrentiel est parfaitement aveugle et brutal. Il soumet les prix et les salaires aux aléas de la conjoncture et le salarié est alors plongé dans **une insécurité permanente**.

Que de luttes syndicales et de réformes législatives pour corriger cela ! Les conquêtes sociales et les choix collectifs ont permis des « acquis sociaux » devenus incontournables dans notre culture et auxquels nos concitoyens sont très attachés.

Pour cause de maladie par exemple, de vieillesse, de jeune âge ou de manque d'offre de travail, il a fallu inventer **un système de redistribution des revenus**.

Pour ce faire, l'Etat **ponctionne les revenus des actifs salariés** via des contributions salariales et patronales **pour les donner aux inactifs**.

Cette organisation salariale n'est viable qu'en cas de quasi plein emploi pour en assurer l'équilibre financier. Voilà pourquoi l'objectif du plein emploi résonne comme une incantation, un appel au secours... **en vain !**

En réalité, le système porte en lui-même le germe de sa perte, puisqu'il fait retomber tout le poids de la redistribution sur les seuls actifs qui sont tributaires de la décision patronale pour la création de leur emploi et donc de leur revenu.

Avec la montée du chômage structurel, il a fallu ponctionner de plus en plus les actifs pour couvrir les besoins de la redistribution. La hausse du coût salarial a incité les patrons à licencier. **Le cercle vicieux est ainsi installé !**

Aussi, les inégalités s'amplifient et les bas salaires deviennent des salaires de misère, pendant que des privilégiés et des dirigeants affichent des revenus exorbitants... Le peuple ne comprend plus où est la règle qui légitime l'attribution des revenus.

Tout devient en cette matière à la fois opaque dans sa justification et connu grâce à l'information. La tentation est de se crispier sur les acquis sociaux antérieurs. Cela pousse à légiférer, à contraindre les dérives du marché, à multiplier les interdits et à réduire la liberté. La régulation devient rigidité et empêche l'adaptation à un environnement en pleine mutation.

En fait, la fin du salariat est programmée. **Le plein emploi ne reviendra plus pour deux raisons :**

1. Vu la mondialisation, nous sommes en concurrence permanente : beaucoup d'emplois sont créés ailleurs et détruisent ceux d'ici.
2. Vu les charges et les prélèvements avec lesquels on finance la redistribution, les employeurs robotisent et informatisent.

La redistribution n'empêche pas la montée des exclus qu'il faut soutenir avec des moyens financiers qui se réduisent, puisque le nombre d'actifs diminue et donc aussi les prélèvements.

En fait, notre modèle social se défait. Le processus est dévastateur. Une autre organisation sociale doit inévitablement apparaître.

Cette organisation ne sortira pas du néant car notre société a des acquis définitifs tels que la primauté de l'individu, le marché, la liberté d'exprimer ses préférences et d'orienter les compétences, les talents et les attentes, le contrat comme norme juridique et la démocratie comme mode de choix politique. Ces acquis constitueront les fondements inébranlables de toute nouvelle organisation de la société.

Jusqu'à présent, dans l'organisation économique, il y a adéquation entre le prix du travail effectué et le revenu de la personne.

Désormais, dans une nouvelle configuration que nous proposons, **il faudra distinguer le revenu du travail individuel de celui provenant de la plus value collective*** engendrée par les échanges commerciaux et qui est redistribué selon des critères à déterminer.

**Plus value - PIB : Le Produit intérieur brut ou P.I.B. est défini comme étant la somme des valeurs ajoutées réalisées à l'intérieur d'un pays par l'ensemble des branches d'activité auxquelles on ajoute la TVA et les droits de douane, pour une période donnée, indépendamment de la nationalité des entreprises qui s'y trouvent.*

Il s'en suivra que le revenu de chaque individu sera composé de deux parts :

1. la rétribution de son temps de travail dans la production de biens et de services, inégale suivant les compétences personnelles et la loi de l'offre et de la demande ;
2. une quote-part égale pour tous de la richesse collective, somme de tous les échanges commerciaux (P.I.B.).

Le salarié touchera deux revenus avec lesquels il consomme ou épargne comme il l'entend.

Le coût du travail pour l'employeur s'identifie au prix du temps presté par le salarié. Il continue à faire l'objet d'un contrat librement conclu entre deux parties. Ce coût du travail est versé par l'employeur au salarié, mais à la différence du salariat, ce dernier ne correspond qu'à une partie du revenu perçu par le travailleur.

Une question se pose alors :

Comment distribuer la richesse commune, la répartir sous la forme de revenus individuels réguliers ?

Il revient en tout cas à la communauté de fixer démocratiquement « la règle de partage ».

Dans cette nouvelle organisation, à la différence du salariat, le prix du travail sur le marché ne correspond plus uniquement au revenu global du travailleur. Ce dernier dépend aussi de la règle de partage instituée.

Demain, cette règle pourra être transparente, évolutive et révisable.

Bien sûr, la liberté commune de choisir clairement « la règle de partage » n'oblige pas à un big-bang, loin s'en faut...

De même que le salariat s'est lentement perfectionné, « la règle de partage instituée » ne cessera d'évoluer, autorisant même des retours vers moins d'égalité après des avancées jugées trop vives.

Cette règle de partage suppose apprentissage et adaptation à l'environnement économique et social.

Nous allons montrer comment poser les premiers jalons pour ouvrir les voies d'un début d'évolution « **en conscience** » afin d'enclencher un processus vertueux par lequel la société et les individus pourraient s'améliorer mutuellement.

Il va sans dire que l'orientation de ce processus est celle d'une recherche constante de liberté et d'égalité.

La devise républicaine intégrale est « **Liberté, Egalité, Fraternité** ».

Donner réalité à cette fraternité au niveau de toute la société n'est pas chose aisée.

Par facilité ou dépit, on a remplacé le mot fraternité par « solidarité »

Cette solidarité, souvent compassionnelle, n'est-elle pas un moyen d'éviter de s'interroger sur l'absence de fraternité ou sur notre impuissance à lui donner forme ?

Etre frères, c'est être issu d'une même origine, génétique ou religieuse, et se reconnaître comme tels.

Si la fraternité relève du sentiment et appartient à l'intime, elle peut cependant être proclamée et s'exprimer à l'échelle de la société, voire même celle de l'humanité tout entière, en vue d'une « **Fraternité Universelle** »

A l'expérience, nous constatons que nos relations humaines sont **conflictuelles** de par le choc entre nos libertés respectives mues par nos « ego » respectifs.

C'est ici qu'intervient **la Justice** pour garantir **l'égalité**. *

Mais cette égalité posée n'élimine pas les différences. C'est donc **l'équité** ** qui compensera les inégalités. Elle sert de complément à la Justice.

** **L'égalité** est l'état, la qualité de deux choses égales ou ayant une caractéristique identique (égalité d'âge, de taille ...).*

Pour l'être humain, l'égalité est le principe qui fait que les hommes doivent être traités de la même manière, avec la même dignité, qu'ils disposent des mêmes droits et sont soumis aux mêmes devoirs.

*** **L'équité** est un sentiment de justice naturel et spontané, fondée sur la reconnaissance des droits de chacun, sans qu'il ne soit nécessairement inspiré par les lois en vigueur. Ce sentiment se manifeste, par exemple, lorsqu'on doit apprécier un cas particulier ou concret sans se laisser guider par les seules règles du droit. C'est une forme de justice qui prend plutôt en considération l'esprit de la loi que la lettre pour en tempérer les effets ou la faire évoluer si, comme dit Aristote, « elle se montre insuffisante en raison de son caractère général. » L'équité est donc un état d'esprit qui veut aller au-delà de ce qui est juste sur le plan légal et peut donc s'opposer à la loi lorsque celle-ci présente des lacunes ou s'avère inadaptée, voire injuste. L'équité est sous-tendue par un principe de justice non-écrit, antérieur aux lois et supérieur à celles-ci. Il est donc très difficile de définir ce qui est équitable.*

En matière politique ou économique, l'équité est le principe qui conduit à corriger des inégalités que subissent des personnes ou des groupes défavorisés (exemple : le commerce équitable).

En matière sociale, une répartition équitable ne correspond pas à l'égalité au sens strict. C'est une «juste mesure», un équilibre qui permet de rendre acceptable une forme d'inégalité lorsque l'égalité ne serait pas acceptable.

La justice ne suffit pas à harmoniser les libertés. Elle n'épuise pas la relation que j'entretiens éventuellement avec autrui.

Comment alors garantir, que dans ma liberté agissante, je respecte et satisfasse la liberté de l'autre ?

L'égo est généralement plus fort que tout.

Et même si l'individu, pris de remords devant « son frère » moins bien loti, s'efforce d'atténuer la différence, que d'erreurs et de blessures sont ressenties malgré les bonnes intentions ! Combien de services, voire de dons, sont mal reçus, non seulement parce qu'ils obligent le bénéficiaire, mais aussi parce qu'ils peuvent l'inférioriser et qu'ils sont pris pour de la condescendance.

Mais dans le cas d'une fraternité authentique, chacun est autorisé à vivre une égale et réciproque liberté. On découvre ainsi que **« la Solidarité est à la Fraternité ce que l'équité est à la Justice.**

La solidarité compense le manque de fraternité, comme l'équité compense l'injustice.

La fraternité authentique impose qu'aucun membre de la fratrie ne soit exclu du partage équitable de la richesse collective.

Organiser la nouvelle société sur ce principe exige donc :

1. que la société soit définie comme une fratrie,
2. que les limites en soient précisées,
3. que soit calculée correctement la richesse collective (P.I.B.),
4. que les règles de partage soient transparentes et fixées par consensus.

Dissocier les revenus de la production de ceux de la redistribution permet à la fois, d'encourager le plein exercice de la liberté individuelle dans un marché concurrentiel et d'**institutionnaliser la Fraternité** par une règle de partage, transparente et communément élaborée et acceptée par tous les membres de la société.

Nous ouvrirons ainsi l'écrin dans lequel la fraternité pourrait s'épanouir et nous faire ainsi entrevoir l'aube d'un monde fraternel.

1. L'évolution consciente

La nature a su spontanément créer de « l'extrêmement beau », du « très harmonieux », de « l'adapté remarquable » au cours de son évolution au point que l'on peut s'interroger.

Pouvons-nous faire aussi beau, aussi durable, ou souillerons-nous, détruirons-nous ce merveilleux décor ?

L'esthétique est notre seul recours. Elle a déjà, dans le passé, été appelée au secours par les poètes et les sages contre la violence exercée sur la nature pour en découvrir ses secrets.

Pourtant, rien n'empêche l'homme de créer du neuf tout en préservant l'harmonie et la beauté.

Il ne peut espérer y parvenir que s'il relève simultanément le défi du social. En effet, si les êtres humains continuent à subir leur sort, emportés par un processus dont ils sont cependant les acteurs, ils risquent de rester inconscients face aux grands bouleversements qui risquent de se produire au détriment de l'homme lui-même.

C'est pourquoi, au-delà de la peur face à l'avenir, **vient le temps de la « génétique sociale », le temps de l'organisation, voulue, consciente d'une société clémente**, adaptée au défi que l'humanité s'est donné à elle-même et qu'elle doit surmonter **dans la sérénité.**

L'Esthétique constatée dans la nature doit s'associer à **l'Éthique.** L'Éthique est au social ce que l'Esthétique est à la nature. L'Éthique commande à la « **Génétique sociale** », sélectionne le Bien et nous préserve de résultats monstrueux.

La génétique sociale ne doit servir que les valeurs éthiques et avancer avec précaution vers **plus de liberté, plus d'égalité et plus de fraternité.**

Nous sommes prêts à naître à une évolution consciente. Voilà la conviction que je voudrais faire partager.

Notre maîtrise de la nature nous montre le chemin d'une maîtrise sociale par le biais d'une génétique qui lui est propre.

A. Nature connue. Nature maîtrisée. Nature transformée.

Paul-Michel Foucault (voir annexe II) affirmait que les sciences humaines sont d'apparition toute récente dans la généalogie de nos recherches, ce que chacun semble admettre. Il ajoute qu'elles sont nées d'une mutation intérieure à notre culture qui aurait fait de l'homme un objet de savoir.

Je m'interroge. Nos pseudo-nouveautés ne seraient-elles pas des redites ? Le Nouveau existe-il vraiment ?

Il paraît évident à tous que la découverte de l'ADN est tout à fait neuve. Et cependant, au vu des 64 hexagrammes, ordonnés sur un cercle du Yi King chinois, vieux de milliers d'années, nous constatons une similitude spectaculaire avec nos cartes génétiques.

Comment avons-nous pu voyager de l'intuition chinoise à notre science contemporaine pour redécouvrir, de façon manipulable, les profonds secrets cachés de la nature ?

Le génie serait moins de découvrir que de retrouver le connu en étant capable de le porter à la connaissance des ses contemporains **dans un langage compréhensible et dans une forme utile.**

La nature s'expose et se livre à nos sens. Pas à pas, les hommes ont cherché à ordonner cette nature par un discours mythique jusqu'à ce que les philosophes grecs s'emparent du sujet.

La nature se présente à nous, non seulement comme un état, mais aussi comme un processus qui permet de naître, de grandir, de se transformer et de mourir.

Comprendre la nature, c'est en dévoiler les causes qui produisent de telles manifestations.

L'homme pour sa part se manifeste par la création de formes mais, à la différence de la nature qui crée d'elle-même de l'intérieur, l'art créateur exige un agent extérieur.

C'est l'homme ici qui en fait office.

Voulant dévoiler les secrets de la nature, les philosophes et poètes grecs plongent leur regard dans le fond mythique de l'humanité pour en faire surgir, au nom de la rationalité, **une physique théologique.** Ils en concluront que la source cachée du déploiement naturel est le monde divin. Les dieux sont élevés au rang d'acteurs agissant derrière toutes les manifestations mondaines.

Platon dira : « *Je poserais que les œuvres dites de nature sont l'œuvre d'un art divin et celles que les hommes composent avec elles, œuvres d'art humain.* »

Aristote ajoutera : « *Dieu et la nature ne font rien en vain.* »

Il y a donc une méthode et une finalité à découvrir.

Et **Sénèque** : « *Qu'est-ce que la nature, sinon Dieu lui-même et la raison divine immanente au monde en sa totalité et en ses parties ?* »

Quelle attitude adopter face à cette physique théologique ?

Chez les Anciens, il en existe trois :

1. **Pour Socrate**, il est vain de chercher à dévoiler les secrets divins de la nature. La philosophie doit s'attacher à la vie humaine, à **la morale et à la sagesse.**
2. **Pour les stoïciens**, il faut sortir de l'allégorie religieuse et admettre que l'on ne puisse pas changer ces phénomènes physiques qui se déroulent de manière **rigoureuse, selon un programme pré-déterminé**, à partir d'un processus dynamique, selon un modèle quasi biologique appelé « raison séminale ».
3. **Pour les néoplatoniciens** (principalement **Porphyre**), au moment de la première expansion du christianisme, la source divine est réelle et les mythes, spécialement platoniciens, sont la voie d'accès vraisemblable à la connaissance du monde supérieur. **Les néoplatoniciens croient que les dieux ont créé le monde visible, mais qu'ils se cachent au regard des hommes.**

Pour eux, Dieu crée par la pensée, par l'imagination et dessine ainsi une forme « à venir. »

Quant à l'homme, il dispose du même outil. Effectivement, son imagination ne suffit-elle pas à provoquer des effets corporels, matériels ? Pour preuve, il rougit de honte, transpire de peur et est capable de fabriquer ce qui ne serait pas apparu de soi-même.

Ce monde inférieur, **il pourra le modifier**, y faire apparaître des manifestations inattendues.

De là découlent deux attitudes :

1. L'une qui respecte la grandeur et le mystère de la nature, s'interdisant de trop chercher à la mani-

puler, préférant se pénétrer de sa beauté. Approche contemplative s'il en est.

2. L'autre qui s'autorise à agir sur elle, autant pour dévoiler ses secrets que pour l'imiter.

Cela se traduit par une approche pratique, matérialiste qui va dans le sens du message biblique, où l'homme est appelé à sortir des forêts enchantées (mythes) pour dominer les forces de la nature.

C'est cette dernière attitude qui prévaudra : finie l'autorité des discoureurs et des poètes. **Seule l'expérience fait foi.**

Le modèle du monde est celui de la machine, de l'horloge. Dieu en est le constructeur, l'horloger, l'architecte. Il nous l'a livrée pour que nous en jouissions à notre guise.

Mais les prodiges de la science et de la technologie n'ont cependant pas **effacé les traces laissées par les premiers adeptes d'une physique contemplative.**

Tout savant qu'il était, **Goethe** disait déjà :

« *Mystérieuse au grand jour, la nature ne se laisse pas dérober son voile et ce qu'elle ne peut révéler à ton esprit, tu ne pourras pas la contraindre à le faire avec des leviers et des hélices.*

Microscopes et télescopes ne servent qu'à ahurir la saine raison. » (face à l'immensité de l'univers...)

Pour **Goethe**, la nature ne camoufle rien. **C'est nous qui ne savons pas la regarder** faute d'attention et d'éveil de tous nos sens. Il nous faut l'observer avec patience, avec une attention extrême et un regard pénétrant.

A ce stade, c'est sa perception esthétique qui nous ouvre à sa vérité.

Goethe y découvre avant tout une genèse de formes et cherche à déceler ce que ces formes auraient toutes en commun. Il y a là chez Goethe, l'anticipation intuitive de toute la théorie contemporaine des **fractals** * ainsi que la théorie génétique.

**Une fractale est une forme infiniment imbriquée dans elle-même dont certaines parties sont semblables au tout. La nature nous offre maint objets fractals: une feuille d'arbre ressemble à l'arbre lui-même, un caillou évoque une montagne, un morceau de chou-fleur ressemble au chou-fleur entier...*

Se fondre avec la nature, s'immerger dans sa beauté, l'approcher avec les sentiments est pour **Goethe**, le moyen de la connaître vraiment.

« *La mettre à la raison, la soumettre à nos exigences d'utilité, c'est la souiller, la détruire.* » pense **Werner Heisenberg**, le célèbre physicien (voir annexe II) indiquera que la nature a tellement été transformée par l'homme que ce dernier risque de ne plus y rencontrer que lui-même.

Cette **néo-nature** créée par lui ne fait pas encore partie de ses représentations mentales et pourtant, dans cette situation radicalement nouvelle, toute connaissance de cette néo-nature exige **la connaissance de l'homme** qui a participé à sa transformation et, en harmonie avec cette connaissance, **une maîtrise du social.**

B. La révélation du social

SENS, ARTS, et SCIENCES se sont succédés pour connaître la nature et la soumettre à notre volonté. Elle est devenue une réserve de savoirs dans laquelle nous puisons pour la façonner selon nos désirs, et créer selon l'utilité une sorte de néo-nature.

Mais cette néo-nature que l'homme construit pourra-t-elle prétendre à la richesse, à la beauté, à la sagesse et à la durabilité du donné naturel qu'elle remplace ?

La réponse, si elle existe, ne réside que dans l'homme lui-même et dans l'action collective qu'il conduit aujourd'hui, dans l'ignorance et l'anarchie de sa puissance.
C'est l'homme qui devient le cœur du mystère à dévoiler, si l'on veut comprendre et maîtriser son comportement social.

Les sciences humaines peuvent-elles ici jouer un rôle de décryptage ?

Le long chemin de recherche qui nous a permis d'acquérir une connaissance de la nature n'a pas permis à nos sens, nos arts et nos sciences de percer le mystère de *cet être en pleine évolution qu'est « la société »*.

« **Ses comportements** » vis-à-vis de son environnement échappent à nos sens.

La société est inaperçue, invisible. Ce qui fait sens, ce sont les hommes qui la composent, leurs caractères, leurs comportements, leurs fonctions et leur relation entre eux comme aux choses.

Autant les cosmologies primitives, à travers les mythes, s'efforcent de répondre au pourquoi et au comment de la nature, autant la société et sa genèse **ne sont nulle part décrites par des contes ou des mythes.**

La société existe sans quelle ne soit vue et pourtant elle habite l'imaginaire collectif.

Et si **Platon** nous propose « sa république, » et **Socrate**, sa « Cité Juste », leur description à l'un et à l'autre de la société est purement contingente, faisant partie du décor car ce qui les intéressent, c'est d'abord l'homme et son comportement.

Socrate démontre que seule la justice conduit au BIEN et à l'harmonie dans la Cité et que, par transposition, l'être humain n'atteint le bonheur que s'il est « juste ».

Quant à **Platon**, il développe une philosophie politique qui devient « une culture », notion qui enveloppe et dépasse la « techné ». (= le savoir-faire des métiers de l'artisanat ou de l'art)

Cette culture dépeint les caractères humains, la multiplicité des relations qui se tissent dans les groupes, les rivalités, les classes sociales et de ce fait, construit progressivement une représentation du phénomène social dans sa permanence.

Les chefs d'oeuvres de **Shakespeare** et de **Molière** ont dégagé des permanences, des noyaux durs représentatifs de ce qui apparaît constant chez l'être humain.

Platon n'est pas dupe dans sa description de « Sa République » : « *N'est-ce pas le désir insatiable de ce que la démocratie regarde comme bien suprême qui perd cette dernière ?* »

Autant dire que la démocratie annonce la tyrannie... Cela devrait nous faire réfléchir pour aujourd'hui.

« *La liberté...*, continue Platon, *...tu entends dire que c'est le plus beau de tous les biens...* »

« *Que le père s'accoutume à traiter son fils comme un égal et à redouter ses enfants, que le fils s'égalise à son père et n'a ni respect ni crainte pour ses parents car il veut être libre...*

Le maître craint ses disciples et les flatte, les disciples font peu de cas du maître et des pédagogues... Les vieillards de leur côté s'abaissent aux façons des jeunes et se montrent plein d'engouement et de bel esprit, imitant la jeunesse de peur de passer pour ennuyeux ou despotiques. »

« *Ainsi, l'excès de liberté doit aboutir à un excès de servitude, et dans l'individu, et dans l'Etat. »*

Des essayistes, des historiens, des philosophes politiques ont étudié l'ensemble du social en observant la manière d'être de groupes humains. Ils résument leur comportement par celui D'UN SEUL à savoir, le Roi, l'Empereur et les symboles qui s'y rattachent.

Quant à la révolution française, elle aura abattu un Roi pour le remplacer par « Marianne » qu'elle a mise sur un piédestal.

Vu cette personnification de la société,

1. Comment cerner la **diversité** du social en même temps que son identité ?
2. Comment suivre les **mouvements** de cet être, difficilement saisissable, qu'est une société ?
3. Et enfin, quelles sont les lois, si elles existent, de **l'évolution** des sociétés ?

Sur chacune de ces questions essentielles, progressivement, le discours est devenu scientifique et des instruments nouveaux d'investigation sont apparus, s'adaptant et se perfectionnant sans cesse comme ce fut le cas pour l'observation de la nature.

Ainsi, une représentation collective de soi, des autres, des relations à l'environnement matériel et humain se construit, se transmet et se fige et a donné lieu à des cultures..., à **la culture exprimant ces multiples vécus sociétaux**.

Lorsqu'elle est pensée, ce qui n'est pas encore général, la société n'est qu'une image floue, une représentation.

Seuls les êtres individuels, de corps et d'esprit, rassemblés en communauté, semblent lui donner existence.

A l'instar de la nature, la culture produit, avec le temps, une grande variété de formes de collectivités humaines, de formes sociales.

Comme la nature, elle semble produire d'elle-même, sans qu'on ne puisse discerner les événements et les sources qui en furent les architectes.

Mais peut-on s'autoriser à « violenter » les sociétés afin de percer les secrets de ses processus constructeurs tel qu'il fut fait avec la nature ?

En réalité, que de bouleversements, que de révolutions souvent violentes ont égrainé notre histoire au nom d'une recherche d'un « Mieux ». Que de sociétés idéales rêvées et espérées...

Il est clair que l'homme peut agir sur la société, mais son avenir, au regard des violences du passé dont il veut s'amender par le pardon, est dominé par l'angoisse et l'incertitude.

Tout cela constitue un enseignement.

En postulant que les hommes sont partout, originellement tous semblables, la diversité des formes sociales constitue elle-même un réservoir expérimental, source de connaissance.

Mais la mondialisation risque d'en faire des identités collectives immuables et standard en vue d'une unité.

Paul Ricoeur (voir annexe II) refuse cette standardisation qui ne reflète pas la réalité mouvante. Il préfère parler d'identité narrative porteuse d'une idée de promesse. Comparant les cultures, il préfère leur appliquer des « traductions » afin d'en faire ressortir les équivalences sans pour autant les confondre.

Unifier dans la pluralité et non uniformiser, c'est permettre de perpétuer des différences entre les cultures susceptibles d'autoriser toujours des évolutions culturelles.

La traduction crée du comparable entre des incomparables, *elle peut donc produire des universels concrets* tels que la monnaie, les mathématiques et les sciences qui deviennent des langages concrets universels. Et ce sont les mathématiques qui vont objectiver le social, *en tant que manifestation spécifique*, comme cela fut fait pour les phénomènes naturels.

Forte de ce langage commun, l'économie politique peut prendre son envol. En réalité, elle ne s'est développée qu'en ramenant la totalité du social et son objet, la production et la mesure des richesses, à celle du Roi ou de l'Empereur, ce dernier constituant en lui-même l'entreprise représentative et l'individu rationnel supposé identifier la société.

Toutefois, la sociologie se donne comme projet d'étudier le social comme un objet « en soi ». Etudier les cellules du « corps social » telles que la vie des individus qui le composent, étudier leurs comportements, leurs relations, leurs regroupements en famille, par classes, par institutions, c'est vouloir, comme pour la nature, augmenter nos connaissances des cellules de ce corps. Mais nous ne pourrons jamais en déduire une explication qui nous permette de savoir comment naît, grandit et évolue ce corps.

Autant les actions individuelles, les comportements, les nécessités et les désirs des individus font bouger la société, autant l'harmonie du corps social, ses mouvements, ses déformations, ses évolutions collectives, transforment durablement les caractères propres et les comportements des hommes insérés dans ce corps. Il y a interaction.

C. La maîtrise du social

En sciences exactes, l'objet étudié est extérieur à l'observateur, mais en sciences humaines, l'homme, présumé objet d'analyse, est aussi sujet.

« *On cherche à faire de la subjectivité la plus intime un moyen de démonstration objective* » indique **Claude Levi-Strauss**.

L'objet de l'étude est fuyant car seule la liberté peut façonner la société au mieux des intérêts de ses membres, mais cette société transcende aussi les êtres et cette transcendance a été identifiée jadis comme étant **la toute puissance de Dieu qui oriente la société**.

Aujourd'hui, nous avons les outils pour essayer d'établir les lois qui orientent les choses. Pour ce faire, il faut traquer les propriétés générales de la vie sociale et donc de trouver les lois inconnues sous-jacentes dont nous postulons l'existence.

Marcel Mauss (voir annexe II) suggère de considérer « les faits sociaux comme des choses » et la vie sociale comme un système de relations où le tout l'emporte et englobe les parties.

Si nous appliquons cette méthode en nous servant de l'éclairage convergent de toutes les disciplines scientifiques, et que dans ce cas, le social se révèle en certains points, comme quelque chose de toujours semblable quoique **mouvant**, alors cela peut être considéré comme un fait **objectif de même nature qu'un fait physique**.

Néanmoins, cette mouvance induit un « flou » que le chercheur doit prendre en compte pour mieux cerner le social. Par exemple :

1. la psychologie parle de besoin d'appartenance, de réalisation de soi-même et d'un désir de sécurité,
2. la sociologie mentionne l'intégration (être jeune, être noir, être urbain...). Elle quantifie les inégalités et les discriminations et parle de reproduction sociale de générations en générations.
3. **René Girard** explique l'apparition des rivalités et des conflits dans le groupe à partir d'une envie de mimétisme : l'enfant qui imite son frère pour s'approprier ses qualités sociales et rejette sur le « bouc émissaire » toutes les fautes du monde (« c'est lui, c'est pas moi »)

En bref, les recherches montrent que tout groupe humain ne se constitue, n'existe et ne perdure que s'il assure à ses membres Intégration, Différentiation et Sécurité.

Elles indiquent que toutes les sociétés s'élèvent sur **cette base commune triangulaire** et ce n'est pas un hasard si l'on parle de la « pyramide sociale ». Cette vision géométrique de ce qu'est la société peut vraiment être considérée **comme un phénomène objectif**.

1. **L'intégration** identifie les membres du groupe par la reconnaissance et leur appartenance au groupe, en séparation d'avec les autres étrangers ou profanes.
2. **La différenciation** permet à chacun de se reconnaître comme individu dans le groupe, engendre des classements, des identifications, des hiérarchies, de telle sorte que toute société est hiérarchisée selon de multiples formes et selon les époques.
3. **La sécurité** dépend non seulement du milieu naturel où vit le groupe, des contraintes de l'environnement mais aussi des rapports entretenus avec d'autres groupes.

La société est dynamique, évolutive, selon le jeu des forces contraires. Elle peut aussi se figer, se rigidifier et durer quasi indéfiniment si la différenciation provoque une hiérarchie immuable, reproduite sans déformation du fait d'une tradition sacralisée.

A mesurer le degré d'intensité avec laquelle ces trois bases triangulaires sont satisfaites, il est déjà permis d'apprécier la fragilité, la stabilité ou la capacité d'un groupe social à conserver sa forme, à durer et à évoluer.

Pour développer une approche rationnelle de la société, nous avons aujourd'hui à notre disposition **l'outil statistique** qui fournit une image visible de la population quant à la taille par exemple, le poids, les capacités physiques, les caractéristiques naturelles et même intellectuelles.

C'est ainsi que, évoluant sans cesse, la taille moyenne des Français augmente, tout en se répartissant d'une manière symétrique.

On retrouve cette loi de **la symétrie** dès que le caractère étudié ne dépend que de données naturelles ou considérées comme telles.

Toutefois, on sait moins que la distribution de certains caractères ne se conforme pas à la loi normale et se révèle **asymétrique**.

On sait encore moins que cette déformation est toujours le résultat d'une contrainte, d'une action qui perturbe les écarts dus **au hasard** et qu'en matière sociale, cette action peut être la conséquence d'une intervention humaine.

Au niveau des statistiques appliquées à l'éducation scolaire par exemple, les résultats se montrent asymétriques, révélant des facteurs de déformation.

Jusqu'à présent, ces déformations n'étaient pas ignorées mais apparaissaient comme le produit d'une sorte de fatalité dont les sociétés ne pouvaient se soustraire.

Même au bout d'analyses très fouillées de ce même milieu scolaire par exemple, il y a toujours une partie résiduelle inexplicée.

En fait, la société doit être appréhendée comme **un système complexe**, un organisme vivant où chaque sous-ensemble sélectionné est certes tributaire de mécanismes particuliers, mais aussi affecté par des relations inaperçues et des actions imprévues provenant d'autres parties de l'organisme.

Il nous faut donc, à l'instar du corps humain, dresser **le génome du corps social** afin d'en maîtriser autant que faire se peut, la complexité.

Nous savons déjà que :

1. un système complexe ne cesse de créer spontanément des niveaux de complexités supérieurs (on le dit autopoïétique) ;
2. il élabore des moyens de se perpétuer et donc de rejeter ou détruire ce qui pourrait le mettre en péril ;
3. ce sont les relations entre les individus (les cellules) qui rétroagissent sur ces derniers et accompagnent l'évolution de tout le système.

L'interdisciplinarité vient ici à notre aide. L'analyse systémique développée par les thermodynamiciens nous apprend qu'un **système fermé** c'est-à-dire n'échangeant rien avec l'environnement extérieur peut connaître deux fins :

- soit il atteint un équilibre permanent, immuable, éternel,
- soit il va vers sa destruction.

Dans l'histoire, de nombreuses sociétés fermées, paraissant indestructibles, se sont brutalement effondrées, confirmant ainsi la validité d'une telle théorie comme un **quasi théorème**.

Par ailleurs, **un système ouvert**, lorsqu'il échange en permanence « quelque chose » avec l'environnement (en thermodynamique, de l'énergie) dans lequel il baigne, on apprend alors que :

1. Des oscillations (garantie d'évolution et de vie) ne peuvent apparaître que dans **un système ouvert** où les échanges internationaux (ici en économie) se réalisent aujourd'hui d'une manière mondiale. Cette circulation se faisant dans « *le milieu « fermé » de la planète* », où ce système ouvert puise-t-il ses ressources ?

Dans le temps et dans l'espace naturel. C'est cet environnement-là qui est l'extérieur fondamental dans lequel s'insère toute société et dans lequel elle puise l'énergie de son devenir.

2. La société avance à coups d'oscillations, tiraillée qu'elle est entre les forces progressives et les forces protectrices, entre les coups de butoir de ses pionniers qui sont amortis par les éléments régulateurs de la communauté.

Tel un reptile ou un ver, la société se replie sur elle-même, puis s'étire pour avancer, tirée par ses leaders et se repliant sans cesse pour se recentrer. Parfois, il arrive que le ver se coupe brutalement comme un élastique trop tendu.

Les historiens sont témoins de ces mouvements oscillatoires de nos sociétés.

3. À la manière de « *l'effet papillon* », des événements locaux produisent des bouleversements sur l'ensemble. Même si la totalité du corps social n'est pas décryptée, (et d'ailleurs il semble ne jamais pouvoir l'être, puisqu'il se transforme sans cesse), nous pouvons envisager de localiser certains gènes (« à effet papillon »), de les modifier et donc d'orienter l'évolution dans un sens souhaité. Cela nous impose trois devoirs :

1. celui de choisir des gènes modifiables,
2. celui de respecter les critères éthiques qui doivent encadrer nos interventions,
3. celui de se donner la capacité de suivre en permanence le déroulement du processus évolutif.

Si nous respectons ces devoirs, la génétique sociale ouvre ses portes avec notre évolution consciente.

D. L'évolution maîtrisée des sociétés

Les lois de l'évolution restent encore partiellement mystérieuses, mais nos connaissances en ce domaine ont beaucoup progressé.

Acceptons d'abord, comme représentation opératoire, l'image des trois mondes de **Karl Popper** (Philosophe des sciences 1902-1997).

Pour lui, notre univers, individuel et collectif, est composé **de trois mondes reliés** :

1. **Le monde 1** est celui des choses et des états matériels : inorganiques (matière et énergie), biologiques (le vivant naturel dont le cerveau humain) et les objets fabriqués.
2. **Le monde 2** est celui des « états de consciences » (immatériels). Connaissance subjective, expérience intérieure (perceptions, pensées, émotions, intentions, rêves...)
3. **Le monde 3** est celui de la culture. Héritage culturel codé sur les substrats des mondes 1 et 2 que constituent nos systèmes de représentation.

Dans l'évolution naturelle du monde, des mutations génétiques aléatoires peuvent survenir à chaque reproduction. Certaines se stabilisent et se perpétuent en fonction de leur résistance et de l'espérance de vie qu'elles garantissent.

Ces mutations interviennent dans un groupe restreint, ce qui garantit la transmission correcte de la mutation à l'ensemble du groupe.

Aujourd'hui, nous sommes devenus si nombreux sur terre avec des « croisements tellement diversifiés, empêchant toute fixation d'une mutation dans un groupe restreint (« isolat périphérique »), qu'une nouvelle évolution naturelle, biologique de l'homme est devenue plus qu'improbable, voire impossible.

Cependant, **le monde culturel transcende les états matériels et les états de conscience, devenant ainsi le lieu des évolutions à venir.**

Dans l'inerte et le vivant, le progrès de la science et des techniques ne cesse d'ajouter et de modifier les éléments du monde.

« *Nous vivons dans un monde transformé par l'homme* » constate le physicien **Heisenberg**.

OGM, clonage, informatique et « mise en réseau » des cerveaux humains font entrevoir un progrès de la pensée jusqu'à imaginer **un inconscient collectif nouveau.**

Dans l'évolution de l'humanité, des êtres souvent isolés produisent des mutations de par leurs pensées et leurs comportements nouveaux.

Ces mutations se transmettent **si** elles garantissent un meilleur fonctionnement et accroissent l'espérance de vie...

Dans le cas contraire, ces créations ou novations humaines dégradant la nature, abaissent l'homme et entraînent un recul éthique. C'est incontestable...

Un peu comme des mutations génétiques aléatoires, certaines sont productrices de défauts et de malheurs, **ce qui rend impératif la maîtrise consciente** de cette nouvelle forme d'évolution culturelle engendrée par l'homme lui-même.

A ce stade de notre recherche, nous savons maintenant qu'un groupe humain ne peut subsister dans sa forme organisée que s'il assure l'équilibre entre l'intégration, la différenciation et la sécurité de ses membres.

Une maîtrise consciente de cet équilibre est indispensable face aux mutations dangereuses et destructrices. En réalité :

1. **L'intégration des individus** dans un groupe produit une représentation collective et s'appuie sur un même fond culturel.

2. **La différenciation** permet à chaque individu de se distinguer, de déterminer sa place dans la société, de se sentir existant. Ainsi, des paroles, actions et échanges économiques tissent les relations avec les autres.
3. **La sécurité rassure**, stabilise, établit une permanence par la tradition, les coutumes, les rites sociaux. Elle préserve l'immuable dans le mouvement et protège des assauts négatifs du processus évolutif.

Dans la société, la production de nouveautés fait évoluer les relations aux choses et rend l'économie dépendante de la versatilité des désirs du consommateur.

Mais ces évolutions ne sont que circonstancielles, superficielles, écumes de surface, tant qu'elles ne sont pas mues par le culturel.

C'est la pensée qui est à la source de l'éventuelle mutation. C'est lorsque la représentation collective et individuelle de soi, de son insertion dans l'espace et dans le temps se modifie que les transformations économiques deviennent fondatrices d'une nouvelle organisation.

C'est alors que, avec retard, réticence, résistance et lenteur, le social **adapte** sa forme.

Dans le processus évolutif, **la mutation culturelle devance les transformations économiques qui, elles-mêmes, devancent la métamorphose sociale.**

Historiquement, dans la vie individuelle et collective, c'est la pensée qui précède la concrétisation ; elle crée la réalité. **Il n'y a donc pas vraiment de hasard.**

Si on veut faire évoluer la société, l'intervention la plus simple se portera sur l'économique.

Mais, pour rendre durable une mutation de la société, cela exige un changement de représentation de chacun par rapport à l'espace, au temps, aux autres et au monde.

En bref, un bouleversement culturel s'impose.

Pour que cela réussisse, il faudra aussi que l'action économique apporte d'incontestables bienfaits concrets, renforce l'intégration, la différenciation, et la sécurité, bref, qu'elle fonctionne correctement. Sous la double évolution culturelle et économique, le social s'adapte, se métamorphose, se met en harmonie avec les impératifs nouveaux.

Par conséquent, nous pouvons, avec prudence et raison, maîtriser l'évolution de nos sociétés, « **en conscience** », en nous servant de la « **génétique sociale** ».

2. Humaniser l'avenir

Postuler que la principale source de revenu doit être le travail se concevait parfaitement dans une société de plein emploi. Ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Les chanceux vont, grâce à leur savoir, pouvoir accumuler des richesses, sources de nouveaux profits via les intérêts.

En face, les exclus qui vont s'enfoncer dans la pauvreté et l'endettement, voire dans l'exclusion totale. Pour sortir de ce cercle infernal où les riches deviennent de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres, il faut reconnaître à chaque individu **le droit à l'existence, c'est-à-dire un revenu d'existence.**

Ce droit est un droit et non une charité, fondé sur l'appartenance à une collectivité qui a créé un capital collectif dont chacun est le co-bénéficiaire.

C'est ce capital collectif qui fructifiera et qui, par ses revenus, permettra de distribuer à chacun un revenu d'existence.

Le gène du changement, c'est disjoindre la production de la répartition et **sortir ainsi de la confusion entre emploi et revenu** qui conduit à d'inégales répartitions.

L'instauration du revenu d'existence constitue à la fois la première réalisation concrète d'une modification génétique (à effet papillon) et la prise de conscience collective du mécanisme sous-jacent de la distribution des revenus primaires, c'est-à-dire des revenus qui permettent de répondre aux premiers besoins pour vivre.

Instaurer le revenu d'existence s'inscrit dans **la règle minimale de partage** qui s'impose dans la configuration sociale actuelle, vu la prodigieuse mutation économique que nous sommes en train de vivre. Elle est l'amorce d'un processus d'évolution sociale vers plus de liberté, d'égalité et de fraternité, qui devrait **construire une société moins violente, plus clémente, plus sereine, en bref plus humaine.**

A. Le revenu d'existence

Rappelons que le revenu d'existence est un revenu accordé **parce qu'on existe** et non pour exister. L'instaurer, c'est reconnaître la personne comme membre de la communauté à laquelle elle participe. C'est un revenu déterminé à partir de la richesse du pays. Il est attribué **inconditionnellement**, de la naissance à la mort, **égal pour tous, cumulable** avec n'importe quel revenu d'activité ou autres.

Rappelons enfin qu'il est immédiatement applicable, même isolément dans n'importe quel pays, en France particulièrement. Il n'y a aucune impossibilité technique et économique à cela.

Un plan d'instauration étalé sur 5 ans accompagne ce projet (voir page 67).

Ce plan a été validé par des économistes en congrès ainsi que par des banquiers.

Son instauration ne dépend plus que d'une volonté politique.

Grâce au revenu d'existence traduit en monnaie, les ressources s'échangent et circulent, irrigant, comme le sang dans le corps humain, les individus-cellules, leur apportant l'énergie vitale.

Seulement une part de la population est productrice de richesse, mais il est indispensable, pour l'harmonie du corps, que toutes les cellules, même non-productrices, puissent participer aux échanges.

La société, comme être collectif, a acquis des connaissances, des compétences, des habitudes.

Tout ce « potentiel matériel et humain social » a été accumulé par nos prédécesseurs.

Ce sont les connaissances, les infrastructures, les réseaux d'échanges, les institutions et les systèmes efficaces pour faire circuler la monnaie.

Tout ce capital constitue un « fonds » sur lequel s'appuient les individus-cellules qui composent l'être collectif en exploitant les performances de leur propre capital humain diversifié.

Il existe un « champ économique », à l'équivalent des champs magnétiques de la physique, muni d'un « potentiel » qui fournit à chaque individu une énergie économique potentielle dont le revenu d'existence est la mesure en monnaie. Ce revenu permet de développer des échanges économiques et participer ainsi à la vie concrète du corps social.

Priver n'importe qui, à priori, de ce potentiel, c'est l'exclure, c'est le placer dans des conditions d'asphyxie, c'est nécroser une partie du corps social, c'est entretenir une douleur que les autres cellules finiront par ressentir comme le syndrome d'une maladie qui les met toutes en péril.

Chaque être humain est en quelque sorte un neurone mobile du corps social. Il échange avec d'autres, tisse des contacts, lance des axones pour dessiner un tissu de relations matérielles et immatérielles médiatisées par la monnaie, laquelle est porteuse de l'énergie circulante de l'économie.

Pour ce faire, chaque individu, comme chaque neurone dans l'activité cérébrale, doit recevoir sa dose minimale de monnaie, son revenu d'existence, à égalité de traitement et, lorsqu'il s'active, il capte des revenus d'activités supplémentaires.

Ne pas allouer cette dose vitale, c'est mettre toute la société en danger puisqu'on n'est plus dans une société de plein emploi.

Le plein emploi salarial ne reviendra plus et le salariat touche à sa fin.

Dans ce cadre, l'instauration inévitable du revenu d'existence est une modification génétique adaptée aux bouleversements de notre environnement et nous ouvre le chemin d'une évolution maîtrisée dans **une clémente économie.**

B. Le protocole d'implantation du revenu d'existence

Instaurer le revenu d'existence peut être considéré métaphoriquement, comme une opération chirurgicale effectuée sur un organisme vivant : le corps social.

Accorder un revenu inconditionnel à tous, cumulable avec d'autres revenus, c'est provoquer une première disjonction entre la production et la répartition des richesses. C'est initier **une « règle de partage » collectivement choisie**, partiellement libérée des contraintes et des modalités du processus de production.

Il faut bien sûr opérer avec prudence, efficacité et sans dommages. Il est essentiel de bien distinguer la phase opératoire, ses suites immédiates et l'accompagnement futur du patient.

Dans la période de transition, il est indispensable que, non seulement (i) la vie économique continue à se dérouler sans perturbations, mais qu'elle conserve son dynamisme et même, si possible, que le pays gagne en compétitivité du fait de l'opération.

Il faut aussi (ii) qu'aucun citoyen ne perde en revenu et en pouvoir d'achat. Dès lors, il est préférable d'engager toute la population, sans exclusive, de façon à respecter la dimension universelle du revenu d'existence. Il faudra enfin (iii) satisfaire à toutes les règles juridiques, nationales et internationales qui encadrent nos économies.

Partout réalisable*, l'instauration d'un revenu d'existence au niveau de l'Union européenne en affirmerait grandement la citoyenneté d'une manière symbolique et concrète.

L'opération est tout aussi possible pour le monde entier avec une valeur monétaire qui tient compte du niveau de vie et de la richesse collective de chaque région.

** Nous présentons en annexe un plan d'instauration du revenu d'existence en France.*

Ceci est un plan parmi d'autres que les spécialistes pourront mettre en place en fonction de leur créativité et de la situation spécifique de chaque pays.

Le revenu d'existence est un moyen pour libérer tout être humain sur terre de la pauvreté et de cette lutte infernale pour la survie.

Qui pourrait encore s'opposer ou refuser d'instaurer un tel revenu et pour quelles raisons ?

En reconnaissant chaque individu pour lui-même, en lui accordant un revenu parce qu'il existe, on l'établit dans sa dignité en l'accueillant et l'intégrant dans la communauté. C'est le mérite de l'inconditionnalité.

Parce que le montant du revenu d'existence est dépendant du coût de la vie, on pose l'égalité comme fondement de la société.

De plus, il laisse s'exercer la différenciation entre les personnes qui peuvent, dès maintenant, grâce au cumul avec d'autres revenus, **devenir les acteurs de leur avenir.**

Dans notre salariat capitaliste, la répartition des revenus primaires résulte de mécanismes ignorés, cachés, sous-jacents, produits des forces du marché.

En implantant, à l'instar d'une semence, le revenu d'existence, on se donne collectivement la possibilité de faire évoluer la « règle de partage », d'en apprécier les conséquences, d'évaluer dans quelle mesure le devenir social s'oriente conformément aux exigences éthiques et de la sorte, de maîtriser notre avenir commun.

Ainsi nous pouvons désormais créer en conscience la société que nous choisissons.

C. L'avenir de la Règle de Partage

La règle initiale consiste donc à isoler le rendement du capital matériel et le capital de l'humain social, et de partager ce capital d'une manière égale entre tous les citoyens, de tous âges, sous forme d'un revenu d'existence.

Si le découplage a bien lieu entre la production et la répartition des revenus, comment la société va-t-elle s'organiser pour déterminer le mode selon lequel les revenus d'activité sont distribués ?

a) Le premier type d'organisation est libéral

Chacun reçoit le revenu d'existence et est libre de la conduite de sa vie. Le marché aura comme vocation de sélectionner les meilleurs, les plus performants, favorisant une production maximum de richesses collectives.

En conséquence, les revenus d'activité deviennent inégaux. Ils sont simplement le reflet de la juste récompense pour le travail efficace, compte tenu du fait que le revenu d'existence a permis à chacun d'avoir toutes ses chances.

Les partisans de cette organisation vont même jusqu'à rendre autonome et sans travailler le citoyen qui, grâce à un revenu d'existence plus élevé, devra financer lui-même jusqu'à l'enseignement pour ses enfants ainsi que son assurance maladie.

b) À l'opposé, le deuxième type d'organisation correspond à une **société collectiviste**, débarrassée des perversités de l'argent et de l'économie trop marchande. En contrepartie d'une allocation universelle suffisante, le citoyen en âge et en capacité est contraint de participer au travail de production, répondant ainsi à une autorité centrale.

c) Pour nous, **habités à nos sociétés dites « sociales démocrates »**, nous instaurerons le revenu d'existence sans bouleverser la société, veillant à sauvegarder le marché libre et une couverture complémentaire assurée par la collectivité.

Le revenu d'existence est calculé en fonction de la richesse, il est une mise minimale en monnaie qui ouvre la participation au jeu...

Cette règle de partage est susceptible d'évoluer démocratiquement et, avec elle, la forme de la société.

Essayons d'anticiper ce que pourrait être l'évolution de cette règle de partage.

Comme tout organisme, le corps social sélectionne, suivant des critères d'efficacité, les modes de comportements et les règles de vie en relation avec l'environnement.

Cet organisme surmonte les contraintes, solutionne les difficultés et corrige les éventuelles défaillances. Cet organisme est soutenu par une représentation collective où chaque individu se pense et pense la société.

Or, la manière aujourd'hui avec laquelle nous pensons la société est une approche individualiste. En effet, c'est d'abord la satisfaction personnelle qui est jugée positive pour une bonne marche de la collectivité.

Sous le contrôle de la « sélection- test » et celui du « positif » pour l'individu, les citoyens, dès la phase d'instauration du revenu de d'existence, vont en tester les avantages et les inconvénients et commencer à adapter leur comportement.

Ils le feront dans un premier temps en vue de leurs intérêts personnels. Mais inévitablement, **parce que le changement est loi**, leurs représentations d'eux-mêmes, de la société et de leur place en son sein se modifieront.

En effet, le revenu d'existence va, en distillant plus de sécurité et plus de liberté, créer un climat général de paix, de joie créative dont chacun ressentira les bienfaits.

Insensiblement, on passera d'un ressenti individuel à un ressenti collectif plus solidaire qui débouchera sur des relations humaines élargies, multi-sociales et multi-catégorielles. Un avenir radieux s'ouvrira.

La possible maîtrise du social comporte une part d'évolution prévisible et une part d'inconnu.

Des objections au revenu d'existence vont surgir.

1. La première est **une moins grande incitation au travail** parce que le revenu d'existence est inconditionnel.

Grossissons le trait. Supposons que nous devenions majoritairement paresseux et que le PIB diminue. Dans cette conjoncture, le revenu d'existence, qui est indexé, diminuerait aussi et chacun en serait personnellement affecté et donc conscient.

Qui pâtiraient le plus de la situation sinon ceux qui se seraient contentés du revenu d'existence, puisqu'ils n'ont pas contribué à la production et bénéficié ainsi de revenus d'activités supplémentaires ?

Nous constatons dans ce cas de figure, que le revenu d'existence introduit une relation directe et fonctionnelle entre chaque individu et la société dans son entier. **Il rend perceptible la solidarité vitale et la responsabilité de chacun dans la santé du corps social.**

Dans la formation d'une nouvelle « **pensée de soi et de sa place dans la société** », peut-être serait-il même utile que les citoyens fassent l'expérience de tels accidents et **qu'ils découvrent qu'ils font « lien et participation » avec le tout de la communauté.**

2. Certains craignent, face à ce modèle, de voir des « passagers clandestins » se rassemblant autour de X revenus d'existence, s'exclurent alors de la société et s'adonner à des activités sectaires, illégales, occultes, profitant de la générosité collective.

Ce type de comportement sera évidemment proscrit par la loi.

Il existera, c'est sûr, des personnes qui **choisiront librement** de se contenter du revenu d'existence.

Il s'agira d'une minorité d'individus qui, en tant que **consommateurs**, participeront de ce fait au financement de la redistribution. (*Voir financement p. 67*)

Qu'il existe des personnes choisissant librement de se contenter du revenu d'existence, cela arrivera mais ces choix libres resteront réservés à quelques-uns, tant que les ressorts culturels de nos économies resteront ce qu'ils sont.

En effet, chaque communauté se distingue par un noyau dur de consommation. Le panier de biens et services qui le constitue est la conséquence **d'habitudes bien ancrées d'ordre culturel.**

Riches et pauvres d'un même pays y insèrent des **achats réguliers.**

Le dynamisme de la croissance dépend de la demande sans cesse affinée des riches (nouveaux pro-

duits) qui ont un surplus de pouvoir d'achat et des moins pourvus qui, par mimétisme, adoptent les nouveaux choix et tentent de satisfaire les mêmes désirs que les riches.

Ainsi, des achats réguliers et concurrents modifient sans cesse le panier des biens et des services au point que le dynamisme de la demande propulse la croissance des échanges et du PIB.

Quant au montant du revenu d'existence, il est une part du revenu moyen par habitant.

Si le PIB augmente, les salaires augmentent et le revenu d'existence également.

Dans la complexité du tissu des relations économiques et sociales qui fait la vie de toute société, ces mécanismes de diffusion et d'imitation se renforcent de proche en proche.

Le stimulant est toujours orienté du plus riche vers le moins pourvu, engendrant des modèles et des habitudes. C'est ainsi que les spécialistes du marketing traquent les prescripteurs de comportements.

Dans nos économies d'aujourd'hui, où dominant les relations aux choses par le marché et l'argent, le rythme de croissance chemine et oscille entre deux situations.

- **Là où l'inégalité est faible**, la croissance minimale assurée est mieux garantie et dépend en dernier ressort de la croissance du revenu minimum des plus pauvres.
- **Là où l'inégalité est grande** et où la croissance potentielle est stimulée en puisant dans le surplus du pouvoir d'achat disponible chez les riches et dans des possibilités de créations, d'innovations et de renouvellement des produits, le revenu minimum n'est pas assuré.
Dès lors, les pauvres perdent l'espoir d'atteindre, dans un avenir raisonnable, le niveau de vie et de confort que les riches étalent devant leurs yeux.
Frustration, rupture et révolte peuvent ainsi briser l'harmonie sociale.

Comme nous l'avons déjà indiqué, nos sociétés avancent bien comme la chenille, le ver ou le reptile. Sa tête s'allonge, elle s'étire, puis les anneaux de sa queue se rapprochent et la chenille se contracte. Ainsi vont les inégalités, alternant des périodes où elles s'accroissent suivies de périodes où elles diminuent.

Supposons que la société, telle une chenille, s'étire de trop et se coupe en deux fractions. Dans ce cas de figure, elle expulse hors d'elle une partie de sa population.

Ainsi, les exclus ne participent plus au mouvement et toute la société perd en ressources et en croissance.

Voilà pourquoi, la crainte que l'instauration du revenu d'existence inconditionnel réduise la capacité de tout le corps social à engendrer des volumes de richesses produites est, dans l'état actuel du fonctionnement de nos sociétés, absolument improbable.

Au contraire ! En dotant tous les individus, sans conditions, du revenu d'existence et en liant son évolution à celle de la croissance au niveau national du PIB, on s'assure collectivement d'une croissance garantie minimale plus solide et plus élevée.

Et si les plus riches favorisent une croissance encore plus forte, cela bénéficie automatiquement aux plus démunis, puisque le revenu d'existence augmentera encore plus rapidement.

En évitant toute rupture, toute exclusion, le corps social est assuré de préserver son intégrité.

Aujourd'hui, nous tentons de compenser les inégalités par des mécanismes de redistribution superposés à posteriori sur la répartition des revenus primaires.

Nous multiplions les prélèvements pour nous doter de moyens financiers alimentant des revenus de transfert. Nous établissons un maquis d'allocations conditionnées. Nous ne maîtrisons ni les résultats car les inégalités persistent et même s'accroissent, ni les conséquences sur la croissance globale.

Demain, avec la règle de partage, nous ferons l'apprentissage de la maîtrise du social. Nous la modifierons démocratiquement selon l'éthique que nous aurons choisie.

Pour diminuer par exemple l'écart entre le revenu d'existence et le revenu moyen, on pourrait par la fiscalité, fixer un revenu personnel maximum destiné à un stricte usage personnel.

D'un montant très élevé au début, de manière à ne pas décourager, quoi qu'on en pense, le libre désir de s'enrichir sans limite, le revenu en excès par rapport à la norme fixée sera dépensé par le possesseur pour des biens et services collectifs librement choisis par lui.

Citons l'art, l'humanitaire, les équipements de santé, l'éducation, la préservation de l'environnement.

Les opportunités sont si nombreuses que la personne aisée aura l'embarras choix.

Cette dépense se fera à travers des contributions volontaires pour des fondations ou par le biais d'investissements en vue de la promotion de services et de biens collectifs.

Dans sa déclaration d'impôts, la personne fortunée déduira simplement de son revenu déclaré le montant de ses dépenses de mécène afin que son revenu n'excède pas le revenu personnel maximum autorisé

On peut imaginer que progressivement, avec le temps, la hausse du revenu d'existence accompagnée de la baisse du revenu maximum réduise les écarts extrêmes de revenus.

Nous ne devons pas craindre que l'évolution de la règle de partage affecte notre capacité à faire croître les richesses à partager car nous disposons d'une boussole : le rythme de croissance du PIB.

S'il ralentit trop ou trop brutalement, c'est que les stimulants à l'activité productrice se seront trop émoussés, affaiblis.

Dans ce cas, un changement dans la règle, une stabilisation du revenu d'existence, accompagné par exemple d'un relèvement d'un revenu maximum donnerait mécaniquement du tonus à l'activité.

Mais, ironie de l'histoire, après tant d'années d'apprentissage et de pratique de la règle de partage, de telles préoccupations ne seront plus prioritaires et paraîtront même subalternes !

III. LA MÉTAMORPHOSE

Aujourd'hui, on travaille pour « gagner de l'argent ».

Plus on est payé, plus on est reconnu, plus on s'estime soi-même. Le sentiment d'exister, d'être inclus, de vivre simplement en humain digne et libre, passe exclusivement par l'emploi et le revenu qu'on en retire. On se convainc que ce revenu est justifié par nos mérites, par le mécanisme contribution/rétribution, même si chacun sait que ce lien est bien approximatif. La notation par l'argent a l'avantage de la clarté.

Tout ceci est illusion, nous l'avons vu. Tout ceci est repère conventionnel pensé comme un support d'une organisation sociale : « le salariat capitaliste. »

En fait, dès que le travail devient marchandise, dès que la contrepartie du temps passé à la réalisation se mesure en monnaie, il n'acquiert de la valeur qu'à travers une validation sociale dont la performance est appréciée par le prix qui lui est payé.

Tout talent, toute capacité, tout travail qui n'a pas ainsi été validé est ignoré.

Le marché tranche, le marché dit ce qui est utile. Le marché sélectionne les activités valides.

Mais le marché, c'est chacun de nous exprimant ses choix. Il est le miroir de nos attentes et de nos jugements. Il nous informe en réalité sur nous-mêmes. **Ce que la majorité de ses acteurs ignore.**

Lutter ainsi contre la rareté matérielle, produire, produire encore des biens et des services correspond à une grille restreinte d'activités et de capacités qui ignore ou sous-évalue de nombreux talents.

Et pour être efficace, l'organisation construit toute une série de procédures, formations, diplômes et concours, permettant de conduire la masse des individus vers les trous de la grille, trous d'autant plus petits que les rétributions sont plus élevées.

La différenciation, qui est une richesse de notre société, ne devient une « sélective inégalité » que lorsqu'on trie, qu'on installe un filtre, séparant les capacités « utiles » des capacités « exotiques ».

C'est ce que font les parents qui forcent leurs enfants à sélectionner, dès leur plus jeune âge, mimétisme agissant, les métiers et les parcours qui apportent reconnaissances, estime, argent et notoriété.

Ainsi nos talents profonds sont même tenus cachés à nous-mêmes.

Mais comme une pierre lancée sur un miroir va faire rayonner des brisures en tous sens, le revenu d'existence, première disjonction, partielle, entre la production et la répartition, va ouvrir de nouvelles perspectives.

Imaginons un enfant qui naît, doté du revenu d'existence. Même si ses parents en ont utilisé une partie, il pourra vers sa majorité, être pourvu d'un capital financier non négligeable. Il saura, au surplus, que sa vie durant, il bénéficiera du soutien inconditionnel du revenu d'existence dont le pouvoir d'achat réel ne cessera d'augmenter avec les ressources globales. Son horizon s'élargit. Il pourra se construire, se découvrir, grâce aux études, aux voyages, aux expériences de travail qui lui apporteront des compléments de revenus.

Il pourra tester ses goûts, ses talents, ses performances, choisir qui il veut être, ce qu'il veut faire et ce qu'il veut acquérir... Il deviendra le créateur de sa vie, le maître de son temps. La contrainte de l'emploi et la nécessité de s'inscrire obligatoirement dans la grille imposée de validation sociale se relâcheront.

Ainsi, **le travail se libèrera du carcan de l'emploi.**

Sachant que tout échange de temps est créateur de richesses, combien d'activités nouvelles, encore insoupçonnées, surgiront de cette réserve de capacités, aujourd'hui inconnues.

La digue rompue, l'évolution s'accélèrera d'autant plus aisément que la monnaie sera mise à sa place.

La monnaie, on l'a vu, est une fantastique création humaine. Elle est le réservoir de mon temps passé qui a produit une richesse que je peux utiliser aujourd'hui ou conserver pour demain. Elle permet ainsi d'anticiper l'avenir en préparant, dès aujourd'hui, par investissement, ce qui viendra à la présence dans le futur. Mais l'accumulation de la monnaie et son appropriation sont devenus un privilège recherché pour lui-même, oubliant que la monnaie doit rester un simple outil de service. Elle est devenue une richesse détachée de la réalité, fonctionnant en vase clos, et attirant les spéculations virtuelles. Au surplus, la monnaie est devenue populaire, circulant dans les marchés, faisant l'objet de vols et de roublardises, ce qui a fait de l'argent quelque chose de sale qui pervertit. L'enseignement religieux n'a cessé de nous le rappeler bien que, dans l'histoire, l'Eglise ne s'est pas privée en la matière, accumulant biens et richesses.

Les saints, les héros, les savants, les médecins ne sont considérés comme tels, à la hauteur de leurs mérites, que s'ils sont financièrement désintéressés. Diabolique l'argent ? Cette pensée est collectivement encore bien enracinée. Elle explique l'aversion de beaucoup pour le marché. Si l'argent ne fait pas le bonheur, il y contribue. Il donne la liberté de choix, de satisfaire ses désirs (ses besoins). Il permet l'harmonie entre les libres diversités des préférences. L'ennui, c'est que cette possibilité de dire son choix est souvent réservée à ceux qui ont un pouvoir d'achat. Corriger ce défaut et améliorer le marché dépend seulement de l'égalisation des revenus.

Si le marché est considéré faussement comme diabolique, on comprend pourquoi les fonctions dites nobles telles que celles de l'éducation, de la santé, de la recherche, celles que l'on juge comme étant de haute valeur morale et humaine soient si peu rémunérées. Pourrions-nous accepter dans nos mentalités que ces fonctions, déjà si riches en valeurs sociales, puissent s'enrichir en monnaie ?

En dissociant participation à la production et attribution du revenu selon une règle de partage collectivement adoptée, on conserve, avec le marché, la validation sociale et on élimine sa référence exclusive à l'argent. On préserve ainsi l'utilité, les bienfaits et l'efficacité du marché et on restaure progressivement les vertus de la monnaie comme outil d'échange et réservoir de temps à échanger.

Nous touchons ici du doigt la représentation commune que nous pouvons nous faire de l'économie et de son fonctionnement. Bref, nous entrevoyons ici les fondements idéologiques d'une **CLÉMENTE ÉCONOMIE**.

La critique objectera que l'évolution ici décrite paraît bien trop lisse et vertueuse. Nous n'ignorons pas le poids dominant de l'idéologie individualiste qui prévaut aujourd'hui (égoïsmes calculateurs, cynismes, compétitions et rivalités, conflits de tout genre et recherche de domination). En réalité, les hommes suivent leurs intérêts personnels et se préoccupent du tout social dans la seule mesure où ce dernier produit, dans leur vie personnelle, des effets positifs immédiats ou prometteurs pour leur propre avenir. **Mais c'est précisément le revenu d'existence attribué à chacun ET une liberté de travail qui feront converger des comportements, mus par l'intérêt personnel, vers un processus inexorable d'évolution solidariste.**

N'oublions pas que les hommes changent en permanence. Les comportements qu'ils affichent encore aujourd'hui ne sont qu'une réponse sélectionnée aux problèmes à résoudre et à leur adaptation aux contraintes de leur environnement socio-économique. Ils répondent ainsi, comme tous les êtres naturels, aux lois de la vie.

Or, nous vivons une nouvelle mutation dans l'histoire de l'humanité, mutation rapide et bouleversante parce que quasi planétaire.

Il y a 200 ans, la révolution industrielle a érigé la machine et le capital fixe, au rang de facteurs principaux de production, **supplantant la terre comme source de richesse**.

Comme l'esclave et le serf étaient attachés à la terre, le capitalisme a rivé les salariés à la machine, les mettant à disposition pour produire.

L'appropriation est devenue dans ce contexte le moteur de l'action, la règle des comportements, la voie de la sécurité et de la richesse. Le travail incorporé dans les objets fabriqués détermina la valeur en monnaie. La valeur-travail deviendra la référence du salariat industriel.

Cependant, depuis un demi-siècle, la rareté matérielle est vaincue. Nous sommes en économie d'abondance. Et s'il existe toujours tant de besoins matériels insatisfaits, c'est que nous perpétons des mentalités et des comportements hérités du passé où **l'appropriation était le seul vecteur de la garantie de ressources face à la rareté**.

Mais une métamorphose est en marche... **Un capitalisme cognitif s'installe progressivement**.

Toutefois, ce nouveau qualificatif donné au capitalisme n'indique pas suffisamment la mesure de cette métamorphose.

Aujourd'hui, beaucoup de biens, dans leur valeur d'échange, ne contiennent plus qu'un minimum de matière première car un essentiel cognitif s'y ajoute. Cela va de la conception jusqu'à la mise à disposition du produit (emballage, publicité, image, marque, distribution...).

L'esprit incorporé à ces produits « alibi », l'immatériel qu'ils contiennent relève de l'information et du relationnel. **Le facteur principal de cette production de biens, est le capital humain**.

Un capital humain, c'est tout le savoir, la compétence, la créativité, l'intelligence...

Il concrétise une pensée créatrice, une conception à montrer aux autres, à la leur faire désirer, demander, acquérir, acheter, échanger contre de la monnaie ou une autre équivalence.

Trois observations essentielles doivent être faites à propos du capital humain et du contenu des échanges.

1. Le capital humain dans l'économie

Aujourd'hui, nous sommes obligés de reconsidérer complètement le mécanisme par lequel le capital humain engendre l'activité économique.

En premier lieu, un capital humain collectif ou social est assorti de supports matériels et stratégiques qu'il a élaborés. Il apparaît comme un champ d'échanges potentiels, champ économique, comme existe un champ électrique ou magnétique en physique.

À l'instar de l'artisan qui possède son tour de main, son savoir faire, ses méthodes séculaires éprouvées et ses outils adaptés, le capital humain, collectif et social contemporain, s'accompagne d'un ensemble de connaissances, de capacités organisationnelles et juridiques, de réseaux de distribution, d'habitudes, de comportements, de mentalités, de cultures, de qualité du produit, de fiabilité, de confiance et de relations d'échanges.

Tout cela est source de puissance et d'efficacité.

Chacun, s'appuyant sur ce champ, agit sur l'ensemble et participe, soit à l'enrichissement de la collectivité, soit à sa dégradation, allant jusqu'à des conflits qui affaiblissent l'environnement naturel et humain.

Certains pays à la gouvernance désastreuse et mortifère (en Afrique par exemple) participent peu à cette croissance endogène qui pourrait auto-engendrer des succès si le paramètre de l'endroit était plus favorable.

La localisation du champ relationnel d'échanges et ses caractéristiques positives sont primordiales pour une réussite économique et sociale.

2. Qu'est-ce qui est échangé ?

Ce qui est échangé, c'est du temps.

Tout échange est fondamentalement un échange de temps. Toute rencontre est susceptible de créer des richesses. Cela a toujours été vrai mais, obnubilé jadis par la rareté matérielle, on ne voyait dans l'échange que le transfert d'un bien contre un autre ou moyennant de la monnaie. Pourtant, l'objet n'était que du temps mis en forme matérielle, échangé contre du temps d'autrui habillé en monnaie.

En vérité, **seul le temps est intrinsèquement rare.** En l'absence de monnaie, image du temps, le temps personnel passé par exemple à rêver, à penser, qui ne laisse donc pas de traces matérielles, paraît vide, non échangeable et, quand la journée est finie, perdu à jamais.

Pourtant, ce temps rêvé, porteur d'informations ou d'inventions peut devenir un produit économiquement échangeable. Il est de l'ordre de l'immatériel qui peut être traduit en monnaie.

Dans ce cas, la valeur de ce « temps rêvé » se substitue à la valeur travail.

Au surplus, si je vends de l'information, je ne m'en sépare pas, contrairement au bien matériel rival.

Il en est de même pour celui qui acquiert. Si de plus, il l'utilise, l'améliore, lui ajoute de la valeur, il pourra à son tour le vendre et gagner sans rien perdre. Tout tient dans cet aphorisme : « *Si je te donne un œuf et que tu me donnes un œuf, nous avons chacun un œuf. Si tu me donnes une idée et que je te donne une idée, nous avons chacun deux idées.* »

Ainsi, dans l'ancien monde de la rareté matérielle, **c'était l'appropriation qui sécurisait et par elle que l'on s'enrichissait.** Dans l'économie d'abondance matérielle devenant immatérielle, informationnelle et relationnelle, **c'est le partage qui enrichit** et l'appropriation qui restreint et appauvrit.

L'homme s'insère dans ce nouveau bouillonnement vital du corps social par son activité, par sa participation, par son travail. Il apporte ses compétences, son savoir-faire et sa créativité, en un mot, son capital social.

Mais dans ce contexte, il n'est plus pensable d'appliquer les horaires cadencés des travailleurs d'usines ou de bureaux.

Voyez les artistes qui n'ont toujours offert que du capital humain... ou les savants. Ils alternent des périodes d'intense activité de conception, de préparation et de réalisation de leurs spectacles ou de leurs expériences avec des temps de répit, de ressourcement, d'attente de nouvelles inspirations et de renouvellement de leurs idées. Le trait majeur de leur activité est l'intermittence.

Or, ce caractère intermittent va envahir presque toutes les activités productrices de l'économie des pays développés.

De fait, on se concentre en amont sur la conception et, au bout de l'aval sur la distribution, exploitant principalement les compétences du capital humain, intellectuelles, informationnelles, relationnelles et toutes immatérielles.

Sur le marché, on tente de satisfaire une demande versatile en se servant du flux tendu comme moyen d'adaptation rapide qui n'autorise plus les énormes stocks de jadis.

Le capital humain, en se substituant au capital fixe, comme celui-ci avait supplanté la terre et imposé le

salariat, fait de **la mobilité**, de **l'intermittence**, de **la flexibilité**, des caractéristiques incontournables. Il renvoie l'emploi salarié, contractualisé sous la forme du fameux CDI (Contrat à Durée Indéterminée) vers un passé révolu.

L'ancien plein emploi salarié disparaît à jamais. Il est « gros de malheur » de le laisser encore espérer.

Un monde s'écroule et l'angoisse qui se répand est compréhensible. Accrochés aux acquis antérieurs, nos concitoyens ont tendance à qualifier l'intermittence et la flexibilité de précarité.

L'homme est devenu précaire...

A elle seule, l'instauration du revenu d'existence ne guérit pas de l'angoisse ressentie.

Effectivement. Si en surmontant le défi de la rareté matérielle, nous nous sommes libérés de la servitude du travail dans ce qu'il a de physiquement pénible, nous avons remplacé « le souci du manque » par une nouvelle servitude psychique.

Somme toute, du temps du salariat et du plein emploi, l'horizon était dégagé. On entrait dans la carrière, assuré de voir ses revenus s'élever régulièrement jusqu'à la retraite. On était, prolongeant de lointaines traditions, agriculteur, fils d'agriculteur, ouvrier, fils d'ouvrier, voire médecin, avocat, notaire, fonctionnaire, entrepreneur ou commerçant comme papa.

Pour ceux qui se contentaient de reproduire une vie réglée, les choses étaient claires. Pour les plus ambitieux, l'école et les opportunités offraient la possibilité de monter dans l'échelle sociale et dans celle des revenus. Et les projets de parents pour leur progéniture n'empêchaient pas certaines vocations inattendues de susciter des engagements dans des parcours originaux.

Si le revenu d'existence tend un filet inconditionnel de sécurité minimale, lisse les fluctuations de revenus, produites par l'intermittence, et permet de découvrir ses talents et d'exploiter au mieux son capital humain, **il ouvre une béance nouvelle et engendre un risque « positif »**, celui de la **responsabilité de ses choix**.

A l'intermittence s'ajoute donc une indétermination car l'individu est en charge de lui-même.

La liberté est une richesse. Un fois acquise, personne n'y renonce aisément. Mais elle ne pourra s'exercer sans tâtonnements, sans épreuves, sans désordre dans l'organisation sociale.

Des solutions concrètes verront finalement le jour, soutenues par le corps social.

Il nous est permis d'en discerner les contours.

3. Le présent du futur

Derrière les mots symboles de « mondialisation », « concurrence internationale », agressivité des « pays émergents », « délocalisation », d'insécurité sociale. », se cachent l'amorce d'un nouveau cycle long de croissance économique.

Ce cycle est porté par l'emballage des échanges immatériels, informationnels et relationnels.

Jadis, la communauté de travail coïncidait avec une maison commune et un lieu de vie. **Cela n'est plus**. L'individu n'appartient plus à un collectif. Il se sent seul, abandonné, aux risques de la précarité. Voilà le nouveau problème que le revenu d'existence ne résout pas totalement. Il est nécessaire mais **non suffisant**. Toutefois, par la disjonction, encore partielle, entre la production et la distribution des revenus primaires, **il ouvre une voie nouvelle**.

Actuellement, les performances et les profits d'une entreprise sont principalement déterminés par l'efficacité du capital humain, matériel et social qui l'entourne.

Pendant que l'entreprise s'active, elle accroît ou affaiblit les capacités du capital social.

Pollution, dégradation de l'environnement, salaires trop faibles et conditions de travail indignes

sont des ingrédients qui diminueront inexorablement ses profits futurs car, dans notre société d'aujourd'hui, tout fait système, tout est relié... et le vase clos n'est plus possible. Cette circularité mondiale oblige l'entreprise à améliorer son capital humain au risque de perdre son image de marque... et de commerce. La poursuite même de ses intérêts en dépend.

Si appartenir à une entreprise, être salarié, n'offre plus de chaleur humaine, de certitude sur la durée et la sécurité des revenus alors, où trouver ces attentes vitales sinon vers ce qui reste permanent et stable dans ce monde de changement constant : **le champ relationnel**.

Jadis, on échangeait son autonomie contre la sécurité du salariat dans un enfermement, une dépendance stricte proche de l'esclavage.

Aujourd'hui, protégé par le filet protecteur du revenu d'existence et du champ relationnel à la fois multiple et identitaire, nos concitoyens peuvent circuler dans une société ouverte et mobile en participant à des familles élargies que constituent les entreprises, les syndicats et toutes autres formes d'associations.

Je propose d'appeler cela « **Participat** » qui est le successeur du « **salariat**. » **Chacun gagne en autonomie sans perdre en sécurité...**

Ainsi, le participant futur ose l'autonomie et le choix de sa vie. Sa liberté est d'autant plus réelle qu'il tient sa sécurité du corps social.

Cette indépendance est d'autant plus assurée que la tutelle sociétale protectrice est lointaine.

Il ne nous appartient pas de détailler les formes concrètes, sûrement diverses, qui naîtront de la créativité sociale. Mais, outre le revenu d'existence, trois autres évolutions nécessaires apparaissent de toute évidence.

A. Une nouvelle implication sociale des entreprises redevient indispensable

Même en dehors de tout paternalisme, les coûts sociaux affectés par l'entreprise à ses ouvriers sont perçus comme des investissements indispensables, rentables à terme et non comme des charges.

Par exemple, la construction jadis et la gestion de villes comme Clermont-Ferrand par Michelin ou des usines de la Ruhr en Allemagne pour la sidérurgie ou encore la mise en place des premières assurances sociales, etc.

A cette époque, l'engagement social des entreprises était **bien visible**.

Aujourd'hui, la prise de responsabilité de ces dernières dans le développement humain durable et la visée du bien-être restent **invisibles**.

Pour mettre tout cela en lumière, une mesure de la performance sociétale des entreprises apparaîtra indispensable.

Pour ce faire, on comptera dans le prix de revient tous les coûts matériels, plus tous les coûts financiers et les revenus du capital. Soustrayant ces coûts du chiffre d'affaire, on obtient une nouvelle valeur ajoutée. Cette valeur ajoutée est décomposée en salaires, rémunération du capital humain de l'entreprise et en dépenses liées aux implications sociales.

Formations, environnement humain et matériel, organisation du dialogue social, partenariats pour un mieux vivre ensemble entraînent des dépenses. **Ces dernières, rendues visibles, sont la contribution de l'entreprise au développement humain.**

La mutation mondiale profonde que nous vivons obligera les entreprises à se faire valoir en toute visibilité auprès des consommateurs.

Leurs profits dépendront de l'image qu'elles entretiendront auprès des consommateurs.

Dans ce même temps, des fonds éthiques se chargeront de sélectionner les entreprises socialement les plus responsables.

Grâce au développement humain durable comme valeur de référence, le marché boursier engendrera un cercle vertueux d'humanisation de l'économie mondiale et contribuera à la croissance.

Dans ce cadre nouveau, chaque citoyen autonome sera porteur de son propre capital humain et les syndicats devront se trouver un nouveau rôle.

B. Un aggiornamento auquel les syndicats doivent se préparer

Les nouveaux syndicats vont devoir reconsidérer radicalement leur mission.

Actuellement, ils négligent le sens de l'unité systémique, de l'inclusion du citoyen dans un champ de solidarités croisées bien éloigné des corporatismes « à choc frontal ».

Ils doivent pouvoir lier l'espace et la pluri-activité, se structurer aussi en réseau, fournir à leurs adhérents une assistance juridique, ne plus se crisper sur la défense du seul emploi, mais participer à l'élaboration d'une offre diversifiée de contrats protecteurs, allant jusqu'à la multi-activité, garantissant des revenus de remplacement pendant les périodes d'interruptions de travail. Ils doivent recenser les offres d'activité émanant des entreprises, participer à l'offre de formations adaptées aux changements d'activités...

Bref, en coopérant à la mutualisation des risques, ils se transformeront en véritables syndicats de services, protecteurs de l'individu et toujours soucieux de traduire les préférences collectives de leurs adhérents.

C. Une Nouvelle reconnaissance de la société civile

La société civile qui participe, à travers ses associations, à la nouvelle économie relationnelle doit trouver une place essentielle dans l'architecture du nouveau contrat collectif

Les associations qui tissent le lien social en marge de l'activité, en partenariat avec les entreprises, les syndicats et les collectivités publiques, **doivent être reconnues** comme acteurs à part entière du champ économique.

Ces associations constituent en réalité les futures entreprises de l'économie relationnelle dont l'extension est assurée dans la nouvelle économie.

Chaînon entre l'individu et la société, entre le public et le privé, ces associations assurent un nouveau service civil, préfigurant une autre fonction publique, diversifiées, décentralisées, accueillant des actifs dans l'intermittence, servant de lieu d'apprentissage momentané aux plus jeunes, développant des activités et des compétences neuves, sources d'expériences et de pratiques localement adaptées.

Ces expériences seront évaluées en continu par des agences indépendantes qui sélectionneront les plus utiles, les plus efficaces et les plus généralisables.

Globalement, le besoin de sécurité est une force agissante. Suivant leurs intérêts personnels, les participants à une telle société, plus libres mais moins assurés, chercheront le soutien et la sécurité à travers un réseau de solidarités croisées.

Ces clans modernes, ces tribus, ces communautés, ces « familles », ces associations, ces coopératives d'entraide se développeront dans des réseaux locaux, régionaux et internationaux. Cette trans-territorialité est le plus sûr moyen de garantir une sécurité durable.

Dans ce cadre, la rivalité individuelle et la volonté de domination se révéleront de moins en moins efficaces.

Avec la fin de la rareté matérielle, avec la fin de la monnaie rare, la relation aux choses, qui avait

supplanté la relation entre les hommes, perdra de sa prééminence. Une nouvelle idéologie solidariste viendra corriger, voire supplanter l'idéologie individualiste.

Avec l'intermittence des activités rémunérées et la volatilité des revenus supplémentaires d'activité, renforcée par la versatilité de la demande, **le sentiment grandissant d'appartenance au collectif va orienter la règle de partage vers une réduction des écarts de revenus.** La liberté va maintenant œuvrer en faveur de plus d'égalité.

Désormais, ce ne sont plus les cloisonnements, les protections, les appropriations qui font gagner. Liens, réseaux sans frontières, sentiment d'unité et partage sont les nouvelles cartes maîtresses.

Dans ce cadre nouveau, l'intelligence économique est de la plus haute importance.

Jusqu'ici, elle joua le rôle de protectrice d'un territoire, d'une nation circonscrite par des frontières et ce, en lien avec la production et la puissance.

Cette intelligence est aussi protectrice des connaissances, des savoirs, du savoir-faire, de l'information qui les propage, en un mot du patrimoine humain et matériel.

Cette manière de voir et de procéder n'est que le produit des mentalités et comportements issus des siècles de lutte contre la rareté matérielle.

Aujourd'hui, la mutation de notre société exige une autre représentation, **un changement de paradigme de l'intelligence économique**, en passe de supplanter cette ancienne conception.

Pour demain, l'intelligence économique a comme vocation de devenir une véritable industrie nouvelle, informationnelle, au cœur de tous les échanges économiques, un secteur de base aussi important que furent les industries des cycles précédents, tels que les transports et l'énergie pour le monde industriel et matériel.

Dans une économie maintenant mondialisée et fonctionnant en réseaux, l'avantage comparatif et décisif entre les protagonistes est et sera de plus en plus exclusivement **l'avance**.

Cette dernière est la conséquence incontournable de la croissance exponentielle du partage des idées stimulé par la recherche du profit et l'insatiable curiosité humaine.

L'avance dans l'information et l'avance dans les applications feront le poids. Il faut dire que le délai séparant la conception de sa concrétisation allant jusqu'à la mise sur le marché, ne cesse de se réduire. La croissance ne sera régulièrement soutenue que si le capital humain, en permanence enrichi du partage d'informations et de connaissances, produit de l'avance, encore de l'avance, toujours de l'avance à vitesse accélérée.

L'avantage concurrentiel vient de l'asymétrie d'information.

L'avance naît de l'exploitation de l'information utile par la mise en relation de données concernant l'endroit où je conçois et l'endroit où je vends.

C'est donc la relation qui est l'essentiel dans la collecte d'informations.

Aujourd'hui, les capacités créatives sont exploitées d'une manière aléatoire, réservées à des talents particuliers, imaginatifs, rencontrant comme par hasard un synchronisme d'informations d'où naît l'étincelle de la nouveauté.

C'est cette capacité que la nouvelle industrie informationnelle doit parvenir à maîtriser, à rendre plus systématiquement applicable, jusqu'à la rendre abondante, massive, permanente.

Cette contenance créative est comme un fonds, comme une réserve de matières premières qui doit être exploitée dans un processus semblable à celui de la production d'un produit fini.

Par ailleurs, ce fonds qui est immatériel, est non seulement inépuisable mais en rapide progression.

La masse de données disponibles est considérable.

Le premier travail consiste à **transformer ces données en informations afin qu'elles fassent sens** par rapport à l'attente ou aux perspectives qu'elles ouvrent.

Il s'agit d'une traduction. Il faut comprendre « traduction » au sens littéral du passage d'une langue à une autre, d'un domaine à un autre, d'une spécialité à d'autres secteurs de la recherche.

Ainsi, les progrès dans les nanotechnologies peuvent se « traduire » en avancées dans les biotechnologies, avancées permises grâce à une information en réseau qui dépasse les frontières des disciplines au point que leur originalité, leur nouveauté ou leur méthode sont traduites pour s'appliquer dans d'autres disciplines. Nous sommes loin ici des cloisonnements entre les sciences et les techniques*.

** Les nouvelles technologies (nanotechnologies, biotechnologies et robotique), s'appuyant sur les progrès de l'informatique et opérant à l'échelle du nanomètre, permettent de réorganiser la matière, molécule par molécule, atome par atome. Cette manipulation de la matière concerne aussi bien la matière vivante que la matière inerte et les opposants à ces nouvelles technologies font désormais le parallèle entre OGM (Organismes Génétiquement Modifiés) et OAM (Organismes Atomiquement Modifiés).*

Cette masse de données utilise diverses langues.

Se contenter de la prééminence de l'anglais serait une erreur parce que l'anglais est souvent une traduction et ensuite, parce qu'il est indispensable de s'informer dans la langue avec laquelle on pense.

Aussi, la traduction automatisée, quasi immédiate, va être perfectionnée et développée afin de traduire les concepts et transposer l'information car tout secteur thématique dispose d'un vocabulaire propre, toute population, toute communauté possède son parler et ses signifiants.

Abandonner les cloisonnements thématiques hérités du passé **et construire des liens et des ponts permanents** devient absolument indispensable.

La traduction (i) comme premier outil d'ouverture et d'échange devra être complétée par un deuxième qui se chargera d'ajouter (ii) toute nouvelle contribution dans un ensemble utilisable, permettant à tout un chacun de se l'approprier et d'en tirer une idée neuve.

Nous répétons ici ce que nous avons déjà écrit : « *Si je te donne un œuf et que tu me donnes un œuf, nous avons chacun un œuf. Si tu me donnes une idée et que je te donne une idée, nous avons chacun deux idées.* »

Au vu de la mondialisation, d'aucuns parlent d'un « **cerveau planétaire** » où les individus jouent le rôle de neurones mobiles porteurs d'information et dont « internet » ne serait qu'un premier outil, encore primaire.

D'autres craignent que ce processus conduise à une sorte d'uniformisation de la pensée et à l'asservissement.

Pourtant, si l'information est **l'énergie fondamentale** du capitalisme cognitif, si son partage constitue **le vecteur essentiel** de son exploitation et si **l'avance** est la caractéristique concurrentielle du produit de son industrie, alors, **la diversité, la nouveauté et l'originalité**, plus que **l'uniformité**, en seront les résultats.

Tout cela est possible à condition que nos sociétés garantissent toujours plus de liberté et d'égalité à chacun et à tous.

Un jour peut-être, moins lointain qu'on ne le croit, ayant abandonné la pensée de la séparation et le désir de supériorité, pour la conscience de l'unité, nos descendants jugeront à la fois normal et naturel, que la règle de partage soit la répartition égale des richesses. La liberté sera totale et l'égalité parfaite. La vie en deviendrait-elle ennuyeuse comme la pluie ? Ils auront eu le temps de la combler de bien d'autres charmes et d'autres joies.

Peu importe que l'humanité atteigne ce port. **C'est de parcourir le chemin qui y conduit et de lancer l'aventure qui réjouit.**

Disjoindre la production de la répartition, commencer par le revenu d'existence et faire évoluer la règle de partage en toute transparence et démocratiquement, c'est oser le premier pas, ensemble !

IV. FINANCEMENT DU REVENU D'EXISTENCE POUR LA FRANCE

Pour commencer à financer le revenu d'existence, nous proposons une création monétaire (monnaie scripturaire) qui permettrait d'instaurer progressivement le Revenu d'Existence pour tout le monde avec un montant progressif s'étalant sur 5 ans (*300 € ou plus... par mois et par personne*).

1. Modèle transitoire de financement en 5 ans

A l'ouverture du plan de transition, chaque citoyen ouvre pour lui et ses enfants, dans la banque de son choix un nouveau « compte existence » individuel.

Chaque mois, le compte sera crédité du montant du Revenu d'Existence.

Il le sera la première année uniquement par l'avance de la banque et les quatre années suivantes conjointement par la Banque et une Caisse qui pourrait efficacement être l'actuelle Caisse d'allocations familiales.

Le plan est initié par la création monétaire :

- **soit** par la Banque centrale européenne : ce serait l'idéal mais pour l'instant, c'est interdit au nom du pacte de stabilité. Pourtant, cela aurait l'avantage d'augmenter la masse monétaire,
- **soit** par une banque privée ou publique nationale.

Le revenu d'existence individuel s'élève, pour la France, à 300 euros par mois et par personne, soit 3600 euros par an.

La population totale concernée par ce revenu d'existence est évaluée à **60 millions**.

Cette transition est modélisée sur base des citoyens français. Les résidents étrangers et immigrés continuent à bénéficier de la protection sociale actuelle, comme d'ailleurs et pour l'essentiel dans cette transition, les français, à savoir, la sécurité sociale, l'assurance chômage, les minimum sociaux etc.

Le revenu d'existence représente donc annuellement **60 millions** x 3600 = 216 milliards d'euros pour un PIB que nous prenons égal dans ce modèle à 1500 milliards d'euros, soit 14 % du revenu commun d'existence et 85,6 % de revenus différenciés d'activité.

Il s'agit donc **d'un investissement sociétal**, par création de monnaie scripturale, équivalent à un an de revenu d'existence, soit 216 milliards d'euros versés pendant 5 ans par mensualité, soit 60 mensualités de 300 euros par personne

L'Etat est l'emprunteur. Pour que cette création monétaire s'assimile à une injection de monnaie permanente, l'emprunt sera à durée infinie, servi par une rente perpétuelle, dont le taux d'intérêt réel devrait faire l'objet d'une négociation avec le système bancaire, qui pourrait d'ailleurs ne couvrir que les frais engagés par lui, pour la mise à disposition, mais qui devrait en tous cas être inférieur ou égal à 1 %.

Toutefois, pendant les cinq années de transition, l'Etat verse à chaque banque, en proportion des comptes ouverts dans ses guichets, une contrepartie égale à 10 % (à négocier aussi) pour satisfaire à un ration de liquidité, et qui correspond à un paiement anticipé des intérêts, le service de la rente perpétuelle ne commençant qu'après la transition

L'économie fonctionne normalement. Et tous les organismes actuels, payeurs de revenus de transfert (chômages et allocations de toutes sortes), versent la valeur du Revenu d'existence à la Caisse centrale prévue dans ce plan. Les employeurs font de même selon des modalités issues de négociations.

2. Modèle de financement après 5 ans de transition

En bout de course, sans avoir perturbé l'économie et la concurrence, cette période de transition s'achèvera par la mise en place progressive d'une assurance sociale (assurance santé + Revenu d'Existence) qui trouvera ses assises de financement sur les flux d'échanges, y compris les flux financiers et les flux d'information taxés par le biais **d'une TVA social (ou cotisation sociale de consommation)**.

Ce type de financement s'effectuera dans une économie immatérielle, relationnelle, informationnelle, menée par la demande, et « produite » par une offre s'appuyant sur un facteur de production humaine, fluctuant, intermittent, se renouvelant sans cesse.

Dans ce contexte, il deviendra absurde de perpétuer un financement du risque collectif sur les anciens revenus du travail, conformément à **l'époque dépassée du salariat fondé sur un stock permanent d'employés**.

Cette transition est importante car elle doit servir de temps d'adaptation de notre société à une formidable mutation. Abandonnant le plein emploi pour une économie de pleine activité choisie, garantie par une sécurité de vie pour tous, la société introduit de la sorte le gène de changement que constitue le Revenu d'Existence afin **de passer du salariat au « Participat »**.

ANNEXE I

1. Nouvelle organisation de la fiscalité et de la redistribution proposée par VIVANT-EUROPE

VIVANT-EUROPE propose de détaxer complètement le travail et de financer le revenu de base (revenu d'existence) et l'assurance maladie-invalidité par une taxe modulée sur la consommation des produits finis, sans augmentation du coût de la vie. (TSC) (1)

De plus, pour renforcer le pouvoir d'achat, VIVANT-EUROPE propose de supprimer tout impôt sur les revenus ne dépassant pas 1500 € par mois. et de taxer à 50% les revenus supérieurs à cette somme. Cette fiscalité correspond à un taux maximum de ~29 % pour les revenus de 3000 € par mois. Cet impôt est non progressif au niveau de son taux (pas de tranches d'imposition) mais suit la progressivité des revenus.

VIVANT-EUROPE propose un revenu de base modulé en fonction de l'âge soit :

0 à 17 ans : 150 € / De 18 à 24 ans : 444 € / De **25 à 64 ans : 600 €** / A partir de 65 ans : 888 €

(1) Méthode pour prélever la taxe sur la consommation

Ce qui intervient dans la production ou la fabrication telles que les matières premières ou intermédiaires (carburant des véhicules, les emballages, les frais d'entretien des véhicules et des machines etc.) sont considérés comme des produits intermédiaires dont la TVA et la TSC sont récupérables car ils participent directement à la fabrication ou à la transformation.

Par contre, la taxe sur la consommation des achats d'investissement (produits finis non-destinés à une fabrication ou transformation) tels que les bâtiments, les machines, les ordinateurs et le mobilier de bureau, le chauffage, les voitures, le téléphone et les équipements divers, n'est pas récupérable. Toutefois, le coût de ces produits est déductible au niveau fiscal.

2. Modèle de financement de VIVANT-EUROPE pour un pays du Tiers Monde

L'instauration d'un revenu de base dans les pays du Tiers Monde peut être la meilleure façon de dépenser le budget consacré à la coopération au développement. Il est possible de donner un revenu de base de 40 € par mois à chaque Nicaraguayen avec seulement ~ 2 % du P.I.B. de la Belgique. Au Nicaragua, pays qui compte environ 5 603 000 habitants (en 2006), ces 40 € sont l'équivalent de 250 € en terme de pouvoir d'achat en Belgique, les produits de base étant moins chers dans ce pays. De ce fait, on crée un marché local puisque le pouvoir d'achat est augmenté. Le revenu de base procure aux individus qui le reçoivent, une plus grande autonomie et un espace pour leurs propres initiatives. On peut aussi envisager que les produits industriels (machines, matériel ménager, appareils audio-visuels etc.) importés dans ces pays soient fortement taxés car ils sont, la plupart du temps, achetés par des personnes aisées. Cela permettrait de financer, en partie, le revenu de base de toute la population. Par ailleurs, on pourrait envisager, comme compensation pour la Belgique, des relations économiques bi-latérales privilégiées avec le Nicaragua.

3. Le revenu de base dans le monde

- Dans l'état américain de l'Alaska, le revenu de base, quoique modeste mais inconditionnel, est devenu une réalité dans le cadre de l'*Alaska's Permanent Fund*.

- Au Brésil, le gouvernement du Président Lula a donné son feu vert en 2003 pour la mise en place progressive d'un revenu de base.

Extrait du discours de LULA (président du Brésil) à L'ONU en 2006 :

« Le 'Salaire Familial', qui est au cœur de notre programme 'Zéro Faim', assure un revenu de base à plus de 11 millions de familles brésiliennes. Des gens bien nourris peuvent rehausser leur dignité, améliorer leur santé et leur capacité à apprendre. Placer des ressources dans des programmes sociaux ne constitue pas une dépense. C'est un investissement. »

- En Afrique du Sud, l'introduction d'un tel revenu a échoué de justesse.
- En 2003, le rapport Boutin en France recommande l'introduction d'un dividende universel d'un montant mensuel de 330 Euros pour chaque personne.
- En Bolivie : instauration en 2008 d'un revenu de base pour les personnes âgées.

« Depuis le 1er février 2008, tous les aînés reçoivent une allocation équivalant à deux cinquièmes du salaire minimum. Une mesure financée grâce à un impôt sur les hydrocarbures. »

<http://www.narosnews.fr/spip.php?breve669>

- Les travaillistes britanniques ont introduit une allocation pour chaque nouveau-né, intouchable jusqu'à la majorité mais engrangeant des intérêts composés pendant 18 ans.
- Le Gouvernement irlandais a mis l'instauration d'un « basic income » à l'ordre du jour législatif, projet justifié à ses yeux par la forte croissance économique de ces dernières décennies dans ce pays.

ANNEXE II : BIOGRAPHIES

John Stuart Mill

(20 mai 1806 à Londres - 8 mai 1873 à Avignon, France) est un philosophe et économiste britannique. Il fut le penseur libéral le plus influent du XIX^e siècle. Il était un défenseur de l'utilitarisme, une théorie éthique préalablement exposée par Jeremy Bentham, dont Mill proposa sa version personnelle. En économie, il est avec Karl Marx l'un des derniers représentants de l'école classique.

David Ricardo

Né le 18 avril 1772 et mort le 11 septembre 1823, économiste anglais du XIX^e siècle, est l'un des économistes les plus influents de l'école classique aux côtés d'Adam Smith et Thomas Malthus. Il a été également député.

Adam Smith

(5 juin 1723 - 17 juillet 1790) est un philosophe et économiste écossais des Lumières. Il reste dans l'histoire comme le père de la science économique moderne, et son œuvre principale, « *La Richesse des nations* », est un des textes fondateurs du libéralisme économique. Professeur de philosophie morale à l'université de Glasgow, il consacre dix années de sa vie à ce texte qui inspire les grands économistes suivants, ceux que Karl Marx appellera les « classiques » et qui poseront les grands principes du libéralisme économique.

La plupart des économistes considèrent Smith comme « le père de l'économie politique » ; pourtant certains, comme l'Autrichien Joseph Schumpeter, l'ont défini comme un auteur mineur car son œuvre ne comportait que peu d'idées originales.

Milton Friedman

Économiste américain né le 31 juillet 1912 à New York et décédé le 16 novembre 2006 à San Francisco, est considéré comme l'un des économistes les plus influents du XX^{ème} siècle. Titulaire du prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel de l'année 1976, il a été un ardent défenseur du libéralisme. Il a travaillé sur des domaines de recherche aussi bien théorique qu'appliquée, il fut à l'origine du courant monétariste ainsi que le fondateur de l'École monétariste de Chicago. Il est également un commentateur politique et essayiste à succès.

Jean M. Auel

Née Jean Marie Untinen (née le 18 février 1936 à Chicago, Illinois, États-Unis) est une femme écrivain américaine plus connue sous son nom marital. Elle est célèbre pour avoir écrit une série de romans de fiction préhistorique se déroulant en Europe et mettant en scène des hommes de Cro-Magnon et des hommes de Néandertal : « *Les Enfants de la Terre*. »

Louis Dumont

(1911 à Salonique - 1998) était un anthropologue français spécialiste de l'Inde. Sa réflexion porte sur les sociétés occidentales en s'appuyant sur des analyses comparatives.

L'œuvre de Dumont concerne l'ensemble des domaines des sciences sociales : philosophie, histoire, droit, sciences politiques, sociologie et anthropologie, qui lui sont redevables d'une nouvelle manière d'appréhender les contours de la modernité.

Érasme (Desiderius Erasmus Roterodamus)

Né en 1466 ou 1469 à Rotterdam et mort le 12 juillet 1536 à Bâle, est un humaniste et un théologien néerlandais, l'un des plus représentatifs de la Renaissance.

Thomas More

(7 février 1478, Londres – 6 juillet 1535, Londres), fut un juriste, historien, philosophe, théologien et homme politique anglais de la Renaissance.

Grand ami d'Érasme, érudit, philanthrope, il participa pleinement au renouveau de la pensée qui caractérise cette

époque, ainsi qu'à l'humanisme, dont il était le plus illustre représentant anglais, dans une époque charnière de la Renaissance.

Le 6 juillet 1535, Thomas More était conduit à l'échafaud et décapité après un séjour de quinze mois en prison à Tower Hill. Il avait refusé de prêter le serment exigé par Henri VIII après sa rupture avec Rome.

Sir Thomas More est devenu Saint Thomas More puisqu'il a été béatifié par l'Église catholique en 1886 et canonisé en 1935.

Erasmus disait de lui : «Un homme tel que, depuis des siècles, le soleil n'en a pas vu de plus loyal, de plus franc, de plus dévoué, de plus sage».

Paul Michel Foucault

Né le 15 octobre 1926 à Poitiers et mort le 25 juin 1984 à Paris, est un philosophe français. Il fut, entre 1970 et 1984 titulaire d'une chaire au Collège de France à laquelle il donna le titre d'Histoire des systèmes de pensée.

Werner Karl Heisenberg

(5 décembre 1901 à Wurtzbourg, Allemagne - 1er février 1976 à Munich) était un physicien allemand. Il fut l'un des fondateurs de la mécanique quantique.

Paul Ricoeur

(27 février 1913, Valence - 20 mai 2005, Châtenay-Malabry), est un philosophe français.

Son oeuvre a commencé après-guerre sous le signe de « la Philosophie de la volonté » (1950) et de l'éthique sociale (« Histoire et vérité », 1964). Son parcours le conduit de la phénoménologie de l'agir à une herméneutique critique (« De l'interprétation, essai sur Freud », 1966, et « Le conflit des interprétations », 1969), puis à une poétique du temps et de l'action (« La métaphore vive », 1975, « Temps et Récit », 1983-1985, « Du texte à l'action », 1986), qui rompt avec la clôture structuraliste du langage.

Marcel Mauss

(Épinal 10 mai 1872- Paris 1er février 1950) est souvent considéré comme le père de l'ethnologie française.

Marcel Mauss fut le neveu et l'élève de Durkheim, il est surtout connu pour un certain nombre de grandes théories dont fait partie celle du don et du contre don. Parmi les autres nous pouvons citer la notion de « fait social total » et ses célèbres études sur les techniques du corps, la religion ou la magie (plus proche selon lui des mécanismes de la science que de la religion). Il est également considéré comme l'un des pères de l'anthropologie.

On dit de Mauss qu'il n'est jamais allé sur le terrain et ne s'appuie que sur des observations d'autres personnes. On trouve pourtant dans ses ouvrages un certains nombres d'observations directes comme dans « les techniques du corps » où il parle de ce qu'il a pu voir lorsqu'il était dans l'armée ou bien dans ce texte même où il cite des exemples de son enfance en Touraine. En outre, il a beaucoup incité ses élèves à se rendre sur place pour les observations.

Son parcours professionnel commence par une agrégation de philosophie en 1895. Il se tourne ensuite vers la sociologie religieuse et étudie à L'École pratique des hautes études où il deviendra, 5 ans plus tard, responsable de l'enseignement de «l'histoire des religions des peuples non civilisés ».

En 1901, il rejoint l'équipe de L'Année Sociologique, revue biennale créée par son oncle Émile Durkheim. Celui-ci décédera en 1917 et Mauss se verra échoir du travail de publication posthume de son oncle. Enfin en 1925, il fonde, avec Lévy-Bruhl et Paul Rivet l'institut d'ethnologie à Paris.

Pendant tout ce temps, Mauss fut un militant socialiste toujours fidèle à ses convictions aussi et surtout dans ses travaux.

Présentation



Le libéralisme, avec son marché concurrentiel, envahit le monde. Son efficacité à produire des richesses paraît sans limites.

Mais plus il s'étend, plus l'égalité recule : partout les riches deviennent toujours plus riches et les pauvres relativement plus pauvres.

Devons-nous nous y résigner ? Devons-nous refuser de penser une société plus libre et plus égale ? Liberté et égalité sont-elles incompatibles ?

Marx nous l'avait dit : « Les hommes font leur histoire mais ils ne le savent pas »

Or, nous pouvons dès à présent cesser de subir, agir consciemment pour faire évoluer nos sociétés et redonner sa noblesse à la politique.

Le revenu d'existence met ce progrès à portée de notre volonté. En introduisant une coupure entre la production et la distribution des richesses, il ouvre un chemin vers un nouveau monde plus harmonieux où, progressivement, nous choisirons ensemble, démocratiquement, de nouvelles règles de partage, transparentes, évolutives et révisables, **métamorphosant ainsi le libéralisme sauvage en un libéralisme fraternel.**